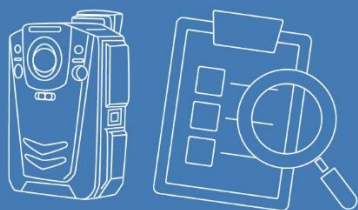




**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de la Sécurité civile
et de la gestion des crises**



RAPPORT D'ÉVALUATION

des dispositions de la loi n°2018-697
du 3 août 2018 relative à l'harmonisation
de l'utilisation des caméras mobiles
par les autorités de sécurité publique

RAPPORT D’EVALUATION

Des dispositions de loi n°2018-697 du 3 août 2018 relative à l’harmonisation de l’utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique

I.	Un contexte d’agression qui justifie une réponse adaptée	5
A.	L’évolution des actes d’agression entre 2018 et 2020.....	5
B.	L’accompagnement des victimes par les SIS.....	6
C.	La mise en place d’un cadre juridique adapté aux caméras individuelles.....	6
II.	L’accompagnement du ministère de l’Intérieur au profit des territoires.....	7
A.	Le groupe de préfiguration	7
B.	Le comité de suivi	7
III.	La méthodologie d’évaluation.....	9
A.	Méthodologie générale.....	9
B.	Champ de l’expérimentation et limites.....	9
C.	Les indicateurs.....	10
IV.	La synthèse nationale de l’évaluation.....	13
A.	Une finalité préventive confirmée.....	13
B.	Un ressenti en demi-teinte.....	13
C.	Un large champ de matériel testé	14
D.	Les pistes d’évolution identifiées.....	14
V.	Conclusion.....	17
VI.	Les évaluations départementales	19
A.	Service départemental d’incendie et de secours de l’Aude	23
B.	Service départemental d’incendie et de secours des Bouches du Rhône	27
C.	Service départemental d’incendie et de secours du Gard.....	31
D.	Service départemental d’incendie et de secours de la Haute-Garonne	33
E.	Service départemental d’incendie et de secours de la Gironde.....	37
F.	Service départemental d’incendie et de secours de l’Hérault	41

G.	Service départemental d'incendie et de secours de Loire Atlantique	43
H.	Service départemental d'incendie et de secours de Maine et Loire.....	47
I.	Service départemental d'incendie et de secours du Morbihan	51
J.	Service départemental d'incendie et de secours du Nord	55
K.	Service départemental d'incendie et de secours de l'Oise.....	59
L.	Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin.....	63
M.	Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin.....	65
N.	Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours du Rhône	67
O.	Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines	71
P.	Service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse.....	75
Q.	Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise	79
R.	Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	83
VII.	Annexes.....	87
A.	Annexe n°1 - Note aux préfets	89
B.	Annexe n°2 - Note aux présidents de conseil d'administration.....	93
C.	Annexe n°3 - Le cahier des clauses techniques particulières.....	97
D.	Annexe n°4 - Dossier technique de présentation du traitement.....	109
E.	Annexe n°5 - Engagement de conformité – Cerfa 13810*03	111
F.	Annexe n°6 - Analyse d'impact relative à la protection des données	113
G.	Annexe n°7 - Arrêté type d'autorisation.....	143
H.	Annexe n°8 - Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimental des caméras mobiles en dotation dans les SIS	145
I.	Annexe n°9 – Vadémécum pour la saisie des données.....	151

I. Un contexte d'agression qui justifie une réponse adaptée

Les agressions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers durant la période qui couvre l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions présentent des caractéristiques communes.

Ces agressions se produisent essentiellement lors d'interventions de secours d'urgence aux personnes concernant des personnes en état d'ivresse, de démence ou lors de différends familiaux ou de rixes. Elles sont le plus souvent le fait de la victime secourue et sont très rarement préméditées.

L'augmentation marquée entre 2018 et 2019 provient d'une fiabilisation des données liées à l'application scrupuleuse des directives strictes qui ont été transmises aux services d'incendie et de secours (SIS) afin de déclarer systématiquement chaque agression. Elle traduit également une prise de conscience très forte du phénomène par les personnels suite à des faits particulièrement médiatisés, en particulier l'agression mortelle du caporal Geoffroy HENRI de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) le 4 septembre 2018 à Villeneuve Saint Georges.

Enfin, la DGSCGC a mis en application le plan de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers signé par le ministre le 20 août 2020 et installé l'observatoire national des violences le 18 décembre 2020.

A. L'évolution des actes d'agression entre 2018 et 2020

En 2018, année de l'adoption de la loi n°2018-697 le 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, 888 faits d'agression étaient déclarés par les services d'incendie et de secours.

La hausse significative enregistrée en 2019, (2045 agressions, soit une hausse de 130%, correspondant à 5,6 agressions par jour) est en partie due à la fiabilisation du dispositif, ne doit pas masquer une banalisation du phénomène, y compris en zone rurale.

La baisse du nombre d'agressions (1764, soit une baisse de 13,7% correspondant à 4,8 agressions par jour) est à mettre en perspective avec les mesures de confinement liées à la crise sanitaire qui ont entraîné une baisse de l'activité des SIS et donc des agressions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers.

Répartition par type d'agression			
	2018	2019	2020
Verbales	210	1021	875
Simple	387	762	648
Projectiles	194	196	173
Armes	67	66	68
Total	888	2045	1764

Répartition par typologie			
	2018	2019	2020
Blessés légers	134	522	468
Blessés graves	24	3	0
Décédées	1	0	0
Victimes totales	3411	3241	3026

Les 10 départements suivants : Paris, Seine-Saint-Denis, Nord, Yvelines, Rhône, Hauts-de-Seine, Meurthe-et-Moselle, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Val-de-Marne, sont les plus concernés.

B. L'accompagnement des victimes par les SIS

Le nombre de plaintes déposées par les sapeurs-pompiers victimes d'agression s'élève à 475, avec l'appui des services juridiques des SIS (420 dépôts de plaintes en qualité de personne morale), signe d'une consolidation de l'accompagnement humain et hiérarchique des sapeurs-pompiers victimes.

En 2019, le nombre de plaintes déposées se maintient à un bon niveau (887), toujours avec l'appui des services juridiques des SDIS (756 dépôts de plaintes en qualité de personne morale).

En 2020, le nombre de plaintes déposées par les sapeurs-pompiers victimes d'agression a reculé de 12,7% (776) alors que le nombre de plaintes déposées par les SIS en qualité de personne morale progresse (880 contre 756 en 2019, +16%) démontrant une consolidation de l'accompagnement humain et hiérarchique des sapeurs-pompiers victimes.

C. La mise en place d'un cadre juridique adapté aux caméras individuelles

Dans ce contexte d'augmentation des violences commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, le Parlement a adopté, sous l'impulsion de M. le Sénateur Jean Pierre DECOOL, la loi n°2018-697 le 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Cette loi ouvre la voie de l'expérimentation par les sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et des marins-pompiers de Marseille.

Le décret n°2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions vient compléter le dispositif.

II. L'accompagnement du ministère de l'Intérieur au profit des territoires

A. Le groupe de préfiguration

Dès la promulgation de la loi et dans l'attente de la publication du décret d'application, M. le ministre de l'Intérieur a sollicité l'ensemble des SIS pour constituer un groupe de préfiguration afin d'élaborer, en temps masqué, les mesures d'accompagnement à la mise en œuvre selon 3 axes :

- Le **cadre juridique** et sa déclinaison territoriale compte tenu du statut des SIS, en lien avec la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'Intérieur ;
- Le **volet technique** en relation avec le service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI, ex. SAELSI) et le service technique des systèmes d'information de la sécurité intérieure (STSI²) afin d'exploiter le retour d'expérience des acquisitions réalisées pour les forces de sécurité publique et d'élaborer un cahier des clauses techniques particulières commun à l'ensemble des SIS ;
- La **doctrine d'emploi** afin de cadrer les usages et de faciliter la future évaluation.

Réuni à cinq reprises entre le 24 octobre 2018 et le 4 juillet 2019, ce groupe de travail composé des 11 premiers SIS expérimentateurs a atteint ses objectifs en permettant de communiquer dès le 24 juillet 2019, des orientations claires et un ensemble de documents supports pour accompagner le déploiement des caméras.

Il s'agit des documents suivants :

- Note aux préfets (annexe n°1) ;
- Note aux présidents de conseil d'administration (annexe n°2) ;
- Cahier des clauses techniques particulières (annexe n°3) ;
- Dossier technique de présentation du traitement (annexe n°4) ;
- Engagement de conformité – Cerfa 13810*03 (annexe n°5) ;
- Analyse d'impact relative à la protection des données (annexe n°6) ;
- Arrêté type d'autorisation (annexe n°7) ;
- Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimental des caméras mobiles en dotation dans les SIS (annexe n°8).

B. Le comité de suivi

Le groupe de travail initial a évolué dès octobre 2019 en comité de suivi avec la double fonction d'évaluer régulièrement les données et de partager les bonnes pratiques y compris avec les nouveaux SIS entrants dans l'expérimentation.

Il réunit les **19 SIS** suivants :

Service d'incendie et de secours	Date arrêté préfectoral
SDIS de l'Aude	11/05/2020
SDIS des Bouches-du-Rhône	24/12/2019
SDIS du Gard	En cours
SDIS de Haute-Garonne	11/10/2019
SDIS de la Gironde	29/10/2019

SDIS de l'Hérault	En cours
SDIS de la Loire-Atlantique	29/10/2019
SDIS du Maine-et-Loire	14/11/2019
SDIS du Morbihan	17/10/2019
SDIS du Nord	21/10/2019
SDIS de l'Oise	10/12/2020
SDIS des Pyrénées-Orientales	16/12/2019
SDIS du Bas-Rhin	En cours
SDIS du Haut-Rhin	En cours
SDMIS du Rhône	13/09/2019
SDIS des Yvelines	11/12/2019
SDIS de Vaucluse	11/12/2019
SDIS du Val-d'Oise	11/09/2019
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	28/08/2019

Compte tenu de dates d'entrée très différentes des SIS dans le dispositif d'expérimentation et des étapes préalables à la mise en œuvre effective (déclaration de conformité à l'acte unique, analyse d'impact à la protection de données complétée le cas échéant localement, autorisation préfectorale, acquisition, formation), les données et analyses du présent rapport portent sur les retours de **15 SIS**.

Réuni trimestriellement le comité de suivi a permis de mettre en place une batterie d'indicateurs regroupés dans un tableau de bord permettant d'évaluer, tant au niveau local que national, l'atteinte des finalités du décret et un certain nombre d'autres critères de nature à éclairer le Gouvernement et le Parlement au cours et à l'issue de la phase d'expérimentation.

Après une première phase de remontées d'informations, le dispositif a été précisé et les modalités de saisie des données et de remontée des informations font désormais l'objet d'un vademecum pour la saisie des données (annexe n°9) diffusé fin août 2020 aux SIS expérimentateurs. Ce vademecum permet de disposer de données fiabilisées pour établir ce rapport.

III. La méthodologie d'évaluation

Le cadre législatif et réglementaire nous a conduit dès le début de l'expérimentation à définir une méthodologie générale d'évaluation (A), à préciser le champ et les limites du dispositif (B) et à déterminer des indicateurs pertinents et fiables (C).

A. Méthodologie générale

La loi n°2018-697 le 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique prévoit qu'au plus tard six mois avant le terme de l'expérimentation (05/08/2021), le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de sa mise en œuvre.

A cette fin, le décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019, prévoit que, dans un délai de neuf mois avant la fin de l'expérimentation, le SDIS ayant sollicité l'autorisation de recours aux caméras individuelles adresse au ministre de l'intérieur un rapport, au vu d'indicateurs préalablement définis, sur l'emploi des caméras individuelles des sapeurs-pompiers. Ce rapport comprend notamment une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires réalisées. Cette évaluation doit associer une ou plusieurs personnes étrangères aux services ayant mis en œuvre l'expérimentation.

L'évaluation est réalisée à partir d'un questionnaire utilisateur renseigné par le sapeur-pompier au retour de son intervention et comportant 3 items : matériel, ressenti du sapeur-pompier, impact sur la population. Ce questionnaire est rempli au minimum lors d'un déclenchement en intervention. La compilation des questionnaires est transmise par chaque SIS expérimentateur à la DGSCGC chaque mois et fait ensuite l'objet d'une compilation nationale.

Compte tenu de la proximité des dates de remise du rapport avec celles des débats sur la proposition de loi du député Fabien MATRAS visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, un amendement gouvernemental adopté en commission le 12 mai dernier pérennise leur emploi et abroge la loi susmentionnée.

B. Champ de l'expérimentation et limites

L'expérimentation ne vise pas à comptabiliser de manière exhaustive les agressions subies par les sapeurs-pompiers dans les SIS expérimentateurs. Au sein de chaque SIS, elle ne s'appuie pas non plus sur un centre de secours témoin comparable non doté de caméras, qui aurait certes permis d'avoir des éléments de comparaison, mais qui s'est avéré trop complexe à mettre en œuvre. En outre, le nombre de caméras achetées, les centres de secours dotés et l'organisation choisie par chaque centre (équipement des véhicules, etc.) relèvent de chaque SIS expérimentateur et constituent donc des données variables suivant les territoires.

Les indicateurs de l'expérimentation reposent donc sur une donnée de référence : le nombre d'interventions réalisées par les centres de secours dotés de caméras individuelles. Ce focus, qui se justifie par des contraintes opérationnelles de mise en œuvre, exclut donc la comptabilisation des agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers des centres de secours non porteurs de la caméra.

C. Les indicateurs

1. Le taux d'insécurité

Les motifs de déclenchement sont de trois types :

1. Un déclenchement préventif ;
2. Un déclenchement incident ;
3. Autres (par exemple, déclenchement intempestif).

Le déclenchement préventif (n° 1) correspond à une situation dans laquelle le sapeur-pompier anticipe une situation d'insécurité et déclenche la caméra. C'est donc une action qui repose sur la subjectivité de l'auteur des images à partir de son appréciation de la situation (exemple : déclenchement de la caméra avant de pénétrer dans un domicile). Il s'agit alors d'une insécurité potentielle.

Le déclenchement incident (n° 2) correspond à une situation de danger réel, au cours de laquelle le sapeur-pompier, constatant que les échanges avec les parties présentes s'enveniment, déclenche la caméra. Il s'agit alors d'une insécurité avérée.

Les déclenchements préventifs et incidents permettent donc de mesurer un taux d'insécurité des sapeurs-pompiers, qui rapporte le nombre de déclenchements en situation d'insécurité potentielle ou avérée au nombre d'interventions réalisées dans les SIS dotés de caméras.

$$\text{Taux d'insécurité} = \frac{\text{Nombre de déclenchements en situation d'insécurité potentielle ou avérée}}{\text{Nombre d'intervention réalisées dans les SIS dotés de caméras}}$$

2. Le taux d'action préventive

En situation d'insécurité potentielle ou avérée qui conduit le sapeur-pompier à déclencher sa caméra, deux évolutions possibles de la situation ont été envisagées. Chaque intervention étant unique et pouvant donner lieu à des réactions extrêmement diverses suivant les personnes, l'évaluation a pris le parti de ramener l'ensemble des situations à deux scénarios : soit le déclenchement de la caméra a un effet préventif, soit elle n'en a pas.

L'effet préventif se mesure, pour chaque intervention, par les réponses apportées à 7 questions remplies par l'utilisateur : est-ce que l'utilisateur estime que le déclenchement de la caméra :

1. améliore ses conditions de travail ?
2. génère une réaction adaptée de la victime lors du déclenchement ?
3. a un effet dissuasif ?
4. génère une réaction adaptée de l'entourage de la victime lors du déclenchement ?
5. apaise les tensions lors de l'annonce du déclenchement ?
6. ne suscite pas de comportement agressif ?
7. a été utile pour identifier les causes des tensions ?

Pour chacune de ces questions, l'utilisateur choisit entre 4 items : pas du tout, un peu, assez, beaucoup, ce qui permet d'identifier les cas où le déclenchement de la caméra a un effet préventif (assez, beaucoup) parmi l'ensemble des réponses apportées par les utilisateurs.

$$\text{Taux d'action préventive} = \frac{\text{Somme des réponses positives (assez et beaucoup)}}{\text{Somme totale des réponses apportées (pas du tout, un peu, assez, beaucoup)}}$$

3. Le taux de dépôt de plaintes

Suite à l'agression, le sapeur-pompier ou le SIS dans certains cas, est libre de donner une suite judiciaire ou non à l'agression. Il est donc possible de mesurer un taux de dépôts de plaintes, rapportant le nombre de dépôts de plaintes suite à une agression rapportée au nombre de déclenchements réalisés.

Deux précisions méthodologiques à apporter :

- Le dépôt de plainte, préconisé comme systématique, ne l'est pas dans les faits. Il repose sur le choix délibéré du sapeur-pompier. Celui-ci peut également déposer plainte quand bien même la situation initiale s'est apaisée, de sorte qu'il n'y a pas de corrélation entre le nombre de dépôts de plaintes et l'évolution de la situation observée au moment du déclenchement de la caméra (situation apaisée, stabilisée ou en aggravée) ;
- L'unité de mesure retenue est l'intervention et non le nombre de sapeurs-pompiers impliqués : concrètement, cela signifie qu'une agression sur 3 sapeurs-pompiers en intervention qui donne lieu à dépôt de plainte des intéressés est comptabilisée comme 1 agression (et non 3) donnant lieu à 1 dépôt de plainte.

$$\text{Taux de dépôts de plaintes} = \frac{\text{Nombre de dépôts de plaintes}}{\text{Nombre de déclenchements de la caméra}}$$

4. Le taux d'action répressive

Le décret du 19 juillet 2019 prévoit que les données filmées par les sapeurs-pompiers peuvent être extraites pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire. Le dépôt de plainte conduit le SIS à transmettre aux autorités de police judiciaire les données recueillies au moment des faits. Cette transmission peut aboutir à un non-lieu ou bien peut conduire les forces de police à identifier ou interpellier les personnes mises en cause. Il est donc possible de calculer un taux d'action répressive, correspondant au nombre de transmissions de données aux autorités de police suivies d'une identification ou d'une interpellation des mis en cause, rapporté au nombre de déclenchements en situation d'insécurité potentielle ou avérée.

$$\text{Taux d'action répressive} = \frac{\text{Nombre de transmissions aux autorités de police ayant conduit à l'identification ou l'interpellation des mis en cause}}{\text{Nombre de déclenchements de la caméra}}$$

5. Le taux de protection fonctionnelle

Du point de vue des sapeurs-pompiers agressés, le dépôt de plainte peut être accompagné d'une demande de protection fonctionnelle auprès de l'autorité de gestion, qui peut être accordée ou non. Le taux de protection fonctionnelle rapporte le nombre de protections fonctionnelles accordées au nombre de dépôts de plaintes.

$$\text{Taux de protection fonctionnelle} = \frac{\text{Nombre de protections fonctionnelles accordées}}{\text{Nombre de dépôts de plaintes}}$$

IV. La synthèse nationale de l'évaluation

S'il ne fait aucun doute que la finalité préventive du dispositif est atteinte (A), il apparaît que l'utilisation des caméras impacte le processus opérationnel et dans une certaine mesure les convictions de certains sapeurs-pompiers (B). La diversité des matériels testés eu égard au caractère décentralisé des SIS nous permet de disposer d'une visibilité accrue de la performance des matériels (C) et de proposer des pistes d'amélioration si le dispositif devait être pérennisé (D).

A. Une finalité préventive confirmée

A ce jour **441 caméras** sont effectivement en service dans **169 centres** d'incendie et de secours des 19 SIS prenant part à l'expérimentation.

Sur les **1 000 506 interventions** réalisées dans les centres dotés de caméras :

- La caméra a été **déclenchée 576 fois** lors de **557 cas d'agression déclarés** ;
- Rapporté au nombre d'interventions, **le taux d'insécurité** reste très faible à **0,06%**, sans doute masqué par les différents freins à l'utilisation de la caméra ;
- Les utilisateurs considèrent à **61%** que la caméra joue un rôle **préventif** ;
- L'annonce du déclenchement de la caméra contribue à **apaiser les tensions** dans **seulement 33%** des cas, en lien avec l'abolition partielle de conscience des « victimes/agresseurs » ;
- **95%** des utilisateurs précisent que la présence de la caméra **ne renforce pas la violence** ;
- La caméra est majoritairement utilisée lors d'opérations de secours aux personnes (80%) et **d'opérations courantes (99%)**. Ce qui confirme la banalisation des situations de violence ;
- Rapportés à la durée du créneau horaire, les déclenchements ont lieu majoritairement en **première partie de nuit** (27% entre 20h et minuit, 22% entre minuit et 8h et 51% de 8h à 20h).

B. Un ressenti en demi-teinte

Sur le plan de la perception du sapeur-pompier, **49%** déclarent que la caméra contribue à **améliorer leurs conditions de travail** et 97% d'entre eux considèrent ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime qui d'ailleurs n'est pas inquiétée par le port de la caméra par les sapeurs-pompiers (93%).

Après une période d'appropriation, le dispositif est globalement accepté et jugé dissuasif. Cependant lors des interventions les plus sensibles (ivresse publique manifeste, troubles psychiatriques) l'effet est limité compte tenu de l'abolition partielle de l'état de conscience des victimes.

Le nombre de déclenchements (576) rapporté au nombre d'interventions (1 million) doit être interprété avec prudence. Il renvoie un taux d'insécurité potentiel ou avéré, situations dans lesquelles le sapeur-pompier est habilité à déclencher sa caméra **extrêmement faible de 0,06%**. Ces données nécessitent une mise en perspective avec celles de l'observatoire des violences commises à l'égard des sapeurs-pompiers, pour être mieux interprétées. En effet, les craintes liées au déploiement de ce nouvel outil n'ont pu être totalement dissipées et les améliorations techniques sollicités par les personnels constituent encore un frein à leur utilisation alors que la mobilisation et l'accompagnement des SIS expérimentateurs sont importants (réunion, formation, vidéo, média sociaux, article de presse).

Quelques réticences concernant les interventions au sein de quelques quartiers dits sensibles où les agents préfèrent ne pas évoluer avec les caméras apparentes estimant qu'elles seraient de nature à créer un climat délétère et anxiogène potentiellement dangereux.

En termes d'identification et de poursuite des auteurs, les SIS déclarent que dans seulement 5% des cas, le recours aux enregistrements des caméras individuelles a été nécessaire pour identifier l'auteur des agressions. Ce constat peut s'expliquer par le fait que l'auteur des faits est souvent la victime ou son entourage proche, facilitant de fait leur identification par les forces de l'ordre. Il traduit également la nécessité de sensibiliser localement les forces de l'ordre et les services judiciaires afin d'optimiser l'exploitation des images dont le versement systématique à la procédure judiciaire est qualifié de bonne pratique.

C. Un large champ de matériel testé

Les acquisitions réalisées par chaque SIS sur la base d'un cahier des charges commun issu du premier retour d'expérience des forces de l'ordre a permis de tester un spectre assez large de matériels.

L'expérimentation porte sur 5 modèles de caméras et permet de dégager des premières tendances.

- L'offre ZEPCAM commercialisée par TPL (9 SIS) donne satisfaction et doit faire l'objet d'un développement logiciel pour intégrer l'anonymisation automatique. Celle d'AXON semble la plus robuste et aboutie (2 SIS). Les offres d'OPTOVISION (2 SIS) et HIK (1 SIS) sont satisfaisantes. Celle de SENTINEL (1 SIS) n'est pas mature ;
- A 79% le matériel est jugé adapté voire très adapté. Les solutions AXON et ZEPCAM se détachent avec cependant des progrès à réaliser sur l'anonymisation et la fixation sur les tenues, notamment lors de l'utilisation concomitante d'autres matériels portatifs (radio, tablette, téléphone) ;
- L'ergonomie et la facilité d'utilisation sont à améliorer (23% et 34% des réponses), et ce d'autant plus que 29% des réponses font état d'un manque de temps pour déclencher la caméra.

D. Les pistes d'évolution identifiées

1. Juridique

La pérennisation du dispositif, sans le rendre obligatoire, est souhaitée par les SIS expérimentateurs. Quatre d'entre eux se sont d'ailleurs lancés dans une extension (78, 95), voir une généralisation (13) du dispositif.

Plusieurs points d'évolution sont identifiés :

- La suppression de la mention relative à la préservation du secret médical qui d'une part n'est pas opposable aux sapeurs-pompiers qui ne sont pas des professionnels de santé mais qui restent soumis au secret professionnel. Par ailleurs, cette mention est impossible à mettre en œuvre compte tenu du fait que 80% des cas d'utilisation des caméras se sont déroulés lors d'interventions de secours d'urgence aux personnes.
- L'ajout de la mention « en tous lieux » afin de lever toute ambiguïté lors de l'utilisation des caméras individuelles à domicile.
- La possibilité de transmettre les images en temps réel au centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) ou à un poste de commandement mobile projeté sur les lieux d'une intervention.
- La capacité d'accéder aux images sans pouvoir les modifier ou les supprimer à l'issue de l'intervention pour faciliter le retour d'expérience et des séquences de defusing ou de débriefing organisées à l'issue d'interventions marquantes.

- La finalité relative à la formation et à la pédagogie des agents directement liée aux situations d'agression est jugée limitative tant l'acquisition d'images et de sons dans des situations opérationnelles exceptionnelles (feux de véhicules à énergies alternatives, phénomènes thermiques rares, incendie à propagation rapide...) pourrait servir l'exploitation des retours d'expérience et améliorer la qualité de la réponse opérationnelle.

2. Technique

Sur la caméra et sa station de déchargement des images nous pouvons noter trois évolutions majeures :

- Le démarrage automatique de la caméra lors du retrait de la station de charge permettant de lancer le processus d'initialisation durant la phase de transit entre le centre d'incendie et de secours et les lieux de l'intervention.
- L'identification ex post de l'utilisateur qui lors de la phase de transit doit réaliser une multitude de tâches (itinéraire, consignes opérationnelles, messages radio...) qui rend difficile une saisine d'identification via un dispositif souvent tactile.
- La solution d'anonymisation des images aux fins d'exploitations lors des formations doit être développée car elle ne donne globalement pas satisfaction.

Les accessoires et équipements de protection individuelles du porteur doivent aussi évoluer :

- La solution de fixation sur la tenue a fait l'objet d'une attention particulière. Certains SIS ont opté pour une fixation magnétique sur la tenue afin de prévenir le risque de mise au sol du porteur à cause du harnais ou du baudrier de fixation. D'autres ont estimé ce risque mesuré et développé des harnais ou baudriers double afin de faciliter la fixation de la caméra d'une part et du portatif radio d'autre part et ainsi garder les mains libres.
- Ce sujet nous a conduit à lancer une réflexion sur un gilet tactique multifonctions permettant la fixation des matériels évoqués et l'emport de matériels médico-secouriste grâce à des fixations de type « molle » ou des poches. Ce gilet pourrait aussi assurer une fonction haute visibilité et sous réserve d'études plus poussées fournir un niveau de protection contre les agressions par arme blanche.

3. Opérationnel

L'introduction de la caméra individuelle dans le processus opérationnel, nécessite des adaptations dont certaines relèvent du champ technique évoqué ci-avant. Toutefois, la banalisation de ce nouvel outil passe par une période d'adaptation visant à modifier les comportements, essentiellement grâce à la formation et à la communication.

Le logigramme proposé dans le cadre du partage d'information opérationnelle lors de la phase d'expérimentation correspond au cadre de la loi et aux réalités du terrain. Il devra donc être intégré à la doctrine. Cependant, la notion de violence potentielle peut conduire à des appréciations différentes selon les agents et donc à un nombre de déclenchement très variable.

Enfin, de nombreux SIS soulignent la nécessité d'entretenir ou de développer la collaboration avec les services extérieurs (force de l'ordre, justice) afin de partager les retours d'expérience sur les usages ou de fluidifier la phase judiciaire grâce notamment à la mise à disposition a priori des images lors des dépôts de plainte.

4. Facteur humain

Le déploiement des caméras individuelles fait souvent suite à un événement déclencheur local. Il est facilité lorsqu'il s'inscrit dans une politique globale de santé/sécurité au travail qui associe le CHSCT et dans les SIS les plus exposés au risque d'agression.

La phase de formation ne doit pas être négligée pour permettre de faire des caméras individuelles un outil du quotidien au service de la protection du sapeur-pompier alors qu'il peut rester perçu comme un outil de « flicage » de l'activité ou du comportement des sapeurs-pompiers freinant ainsi son déploiement. Trois SIS (Alpes-Maritimes, Côte d'Or et Seine et Marne) ayant fait part de leur volonté d'entrer dans l'expérimentation depuis juillet 2019 sont ainsi encore en phase de concertation.

Un suivi quotidien fait de rappels, de rencontres, de retour d'expériences avec les chefs d'agrès est nécessaire pour convaincre et démontrer l'utilité.

Enfin, nous pouvons noter que le CNFPT propose depuis avril 2021 une offre de formation globale dénommée « Accompagner les Services d'incendie et de secours (SIS) à appréhender le contexte « d'agressions et de violences subies par les sapeurs-pompiers » et mettre en place des actions destinées à protéger les sapeurs-pompiers.

V. Conclusion

L'expérimentation relative aux caméras individuelles autorisée par la loi n°2018-697 le 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique et mise en œuvre dans les conditions fixées par le décret n°2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions vient compléter le dispositif, **doit être pérennisée et introduite au code de la sécurité intérieure.**

Les caméras individuelles constituent un **outil supplémentaire** à la disposition des présidents de conseil d'administration de SIS, du préfet de police de Paris, du maire de Marseille afin d'assurer la santé et la sécurité des sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires ou marins pompiers dont ils ont respectivement la charge.

Pour être pleinement efficace, leur déploiement doit s'inscrire dans une démarche globale de santé et de sécurité au travail, faire l'objet d'une information, de formations et de sensibilisations régulières afin d'en faire un outil de prévention du quotidien.

Par ailleurs, cette expérimentation a mis en évidence la nécessité de travailler sur l'évolution de certains équipements de protection individuelle ainsi que sur l'extension des finalités pédagogiques de la caméra.

Les caméras individuelles s'inscrivent dans le plan de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers du 20 août 2020 et les résultats obtenus feront l'objet d'une communication à la Conférence nationale des services d'incendie et de secours (CNSIS), fin juin et avant la fin de l'année, à l'observatoire national des violences commises à l'égard des sapeurs-pompiers.

Synthèse nationale

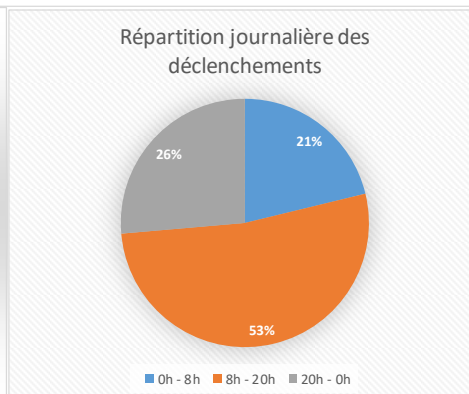
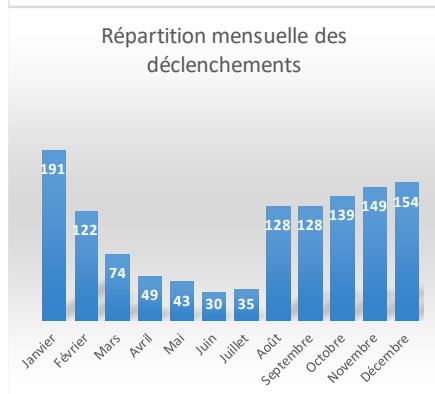
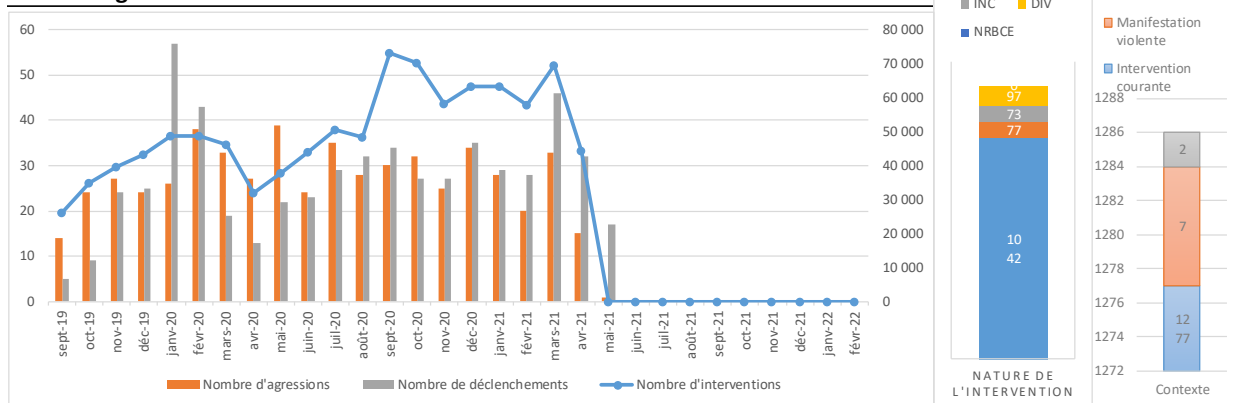
Données comprises entre le 15/08/19 et 19/05/21

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,06%	61%	16%	21%	97%

Nombre de caméra

Nombre de centre de

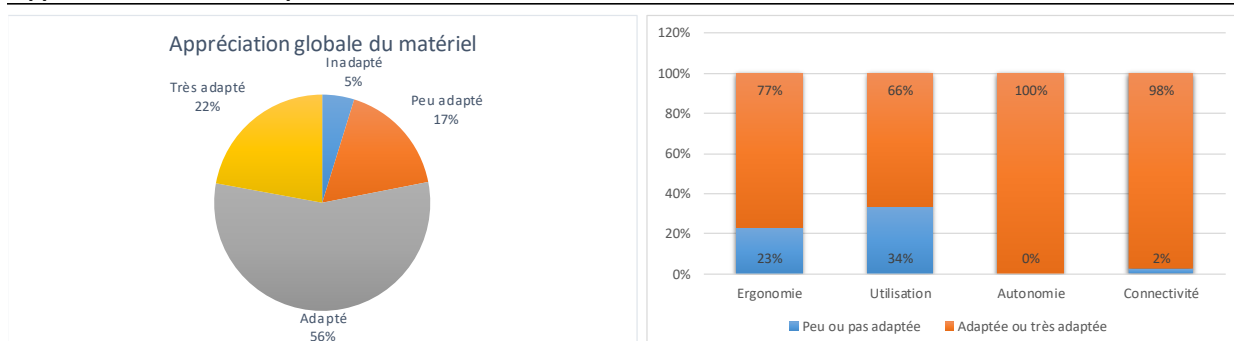
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	1 000 506
Nombre d'agressions	557
Nombre de déclenchements	576
Nombre de dépôts de plainte	95
Nombre de protections fonctionnelles	92
Nombre d'administrateurs	43
Nombre de gestionnaires	88
Nombre de saisine "doits d'accès"	21

Appréciation du matériel par les utilisateurs



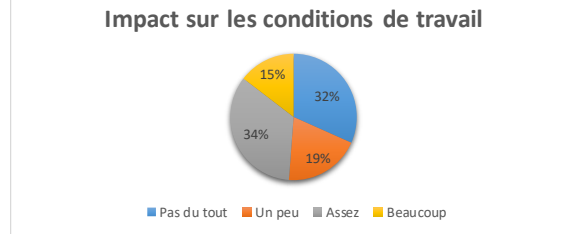
Perception du sapeur-pompier

L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 35% des cas

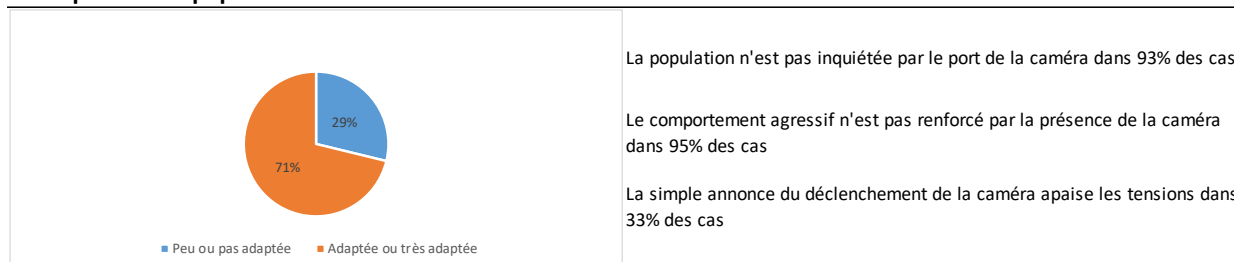
L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 5% des cas

L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 14% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 97% des cas

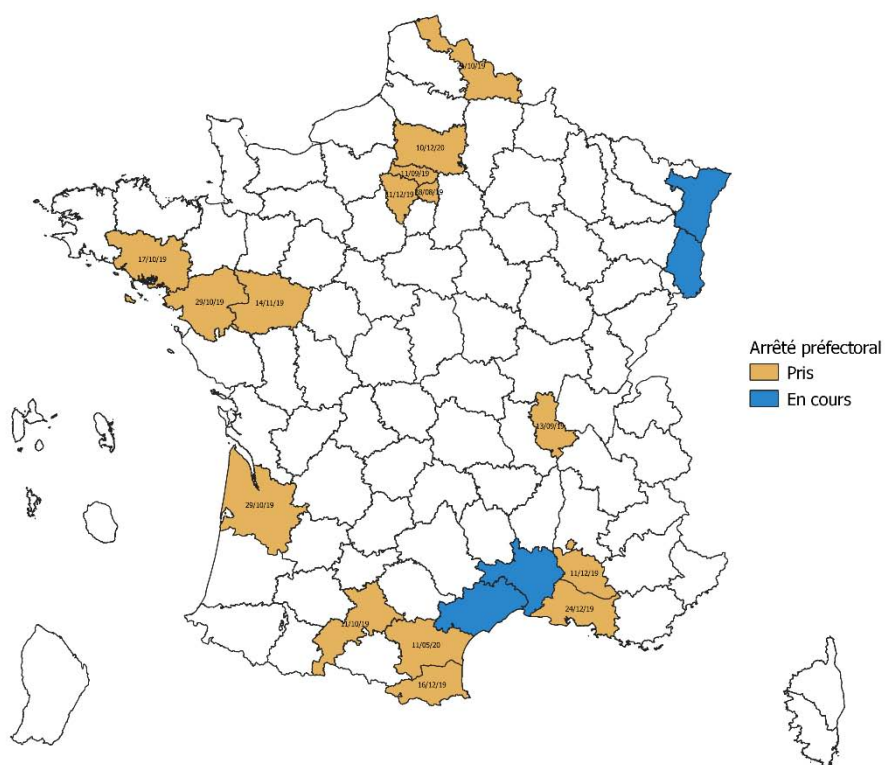


Perception de la population



VI. Les évaluations départementales

Afin de permettre d'apprécier les situations locales et de satisfaire les exigences du décret n°2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions, une synthèse départementale vous est proposée dans les pages suivantes.



A. Service départemental d'incendie et de secours de l'Aude

1. Contexte départemental

Le SDIS de l'Aude a souhaité participer à l'expérimentation nationale, suite à l'augmentation des agressions dans le département. Le CIS de Castelnaudary a été désigné comme centre test.

Sur le plan matériel, il a été décidé de se doter de 5 caméras de marque OPTOVISION et d'une station d'accueil pouvant recevoir jusqu'à 8 appareils. Le choix de cette marque a été orienté en raison du coût raisonnable des appareils, et par le fait que le SDIS de Haute-Garonne possédait déjà ce type d'équipement.

Les 5 caméras et la station d'accueil sont positionnées dans la salle de départ du centre d'intervention et de secours de Castelnaudary.

Les caméras sont prises de façon systématique pour tous départs VSAV, FPT ou du chef de groupe de permanence.

2. Le bilan

Les caméras ont été déclenchées à 2 reprises sur des interventions SUAP (hospitalisation à la demande d'un tiers) à titre préventif (personnes agitées).

Au cours de ces interventions les sapeurs-pompiers n'ont pas été blessés, menacés ou insultés. Il n'y a donc pas eu de dépôt de plainte, ni de transmission aux services enquêteurs.

Les caméras ont été déployées après formation interne à partir d'août 2020.

La plupart des agressions physiques se sont déroulées avant la mise en place des appareils.

Le SDIS de l'Aude souhaite équiper d'autres C.I.S. Cette décision a été validée lors du dernier CHSCT. Le retour d'expérience réalisé par le centre de secours de Castelnaudary après quelques mois d'utilisation souligne l'intérêt de pérenniser ce dispositif. Le bilan est majoritairement positif.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Technique : pas de difficulté particulière. Toutefois il convient de rester vigilant aux déclenchements intempestifs de la caméra lors des départs en intervention (bouton de déclenchement enfoncé par accident).
- ✓ Formation/humain : pas de difficultés rencontrées. Il faut toutefois associer les forces de l'ordre à la formation initiale (gendarmerie, police nationale ou municipale). L'objectif étant de partager l'intérêt de ce dispositif et de bien appréhender les contraintes associées.

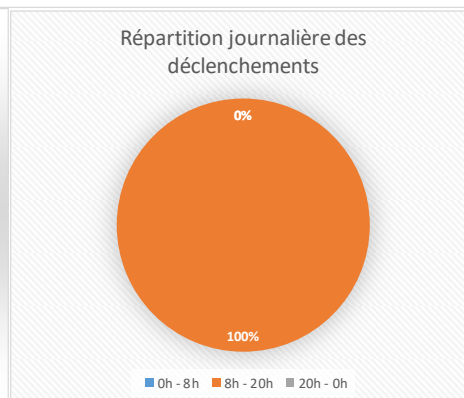
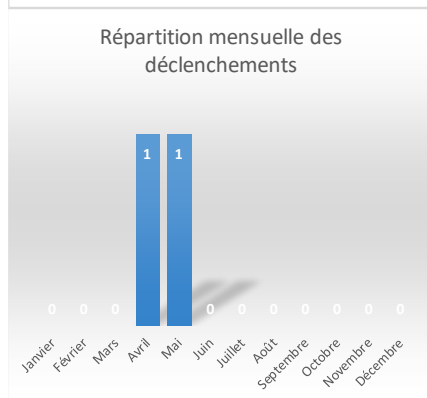
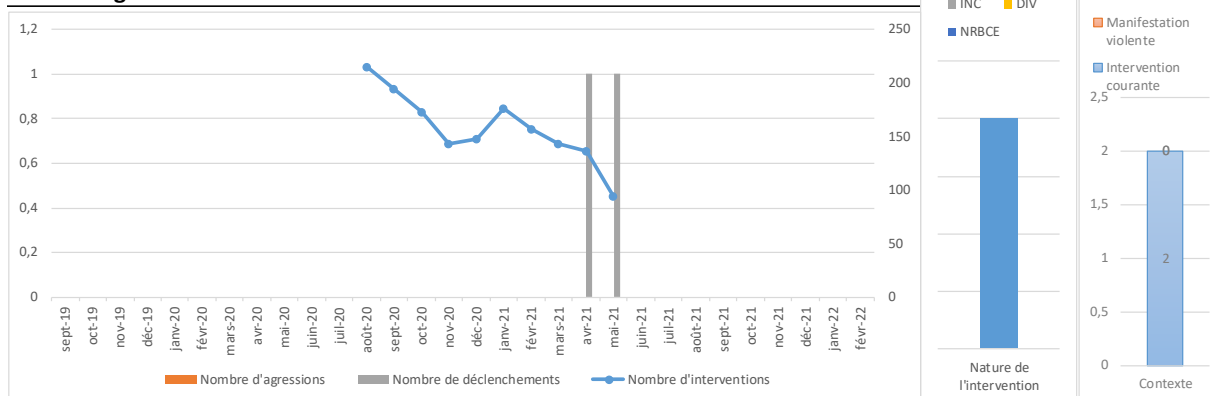
4. Les propositions d'amélioration

Technique : la saisie du matricule de l'agent sur le pavé tactile de la caméra avant chaque départ n'est pas très fonctionnelle. Une erreur de saisie oblige à redémarrer la caméra.

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,13%	70%	0%	#DIV/0!	#DIV/0!

5	1
Nombre de caméra	Nombre de centre de

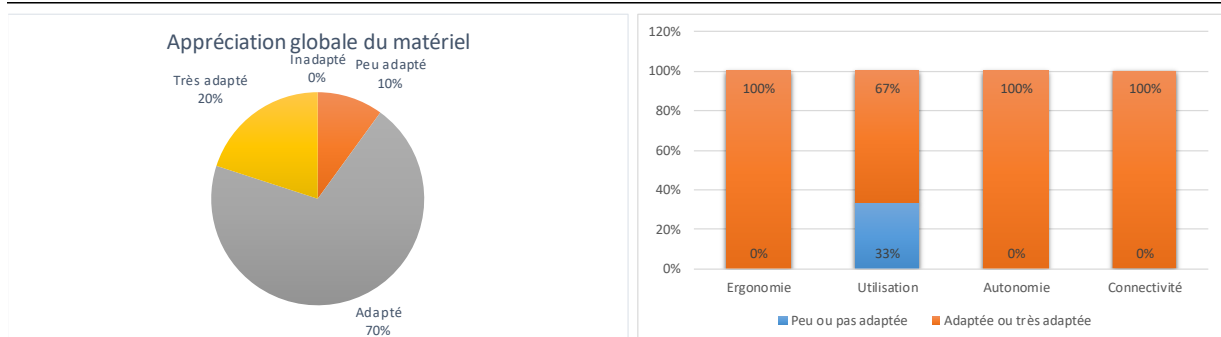
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	1 579
Nombre d'agressions	0
Nombre de déclenchements	2
Nombre de dépôts de plainte	0
Nombre de protections fonctionnelles	0
Nombre d'administrateurs	3
Nombre de gestionnaires	3
Nombre de saisine "droits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

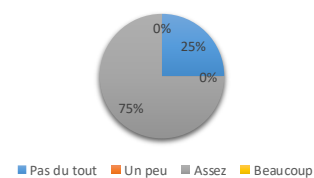
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 50% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

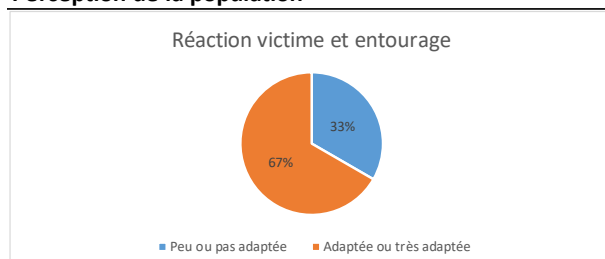
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



La population n'est pas inquiétée par le port de la caméra dans 100% des cas

Le comportement agressif n'est pas renforcé par la présence de la caméra dans 100% des cas

La simple annonce du déclenchement de la caméra apaise les tensions dans 0% des cas

B. Service départemental d'incendie et de secours des Bouches du Rhône

1. Contexte départemental

Le SDIS13 lutte contre la banalisation des violences et incite ses agents au dépôt de plainte depuis 2015.

Les statistiques d'agression n'ont pas baissé depuis, malgré les nombreuses mesures mises en place dans les territoires, en termes de formation, avancées techniques, prévision, prévention, opération, formation, RH, 3SM...

L'expérimentation nous paraissait nécessaire, afin d'avoir un levier supplémentaire, à la fois sur la vulnérabilité des agents, et sur l'occurrence des incidents.

Accompagnés tout au long de cette démarche par les partenaires sociaux du CHSCT, nous n'avons pas eu de difficulté pour mettre en place le projet. De plus une charte d'utilisation a été signée entre les porteurs et la direction, afin que les deux parties prenantes s'engagent à se soutenir dans la mise en place sereine de ce projet.

Pour l'expérimentation, nous avons doté 10 CIS de 2 caméras chacun (ZEPCAM). Afin de connaître l'efficacité du dispositif dans tous les territoires (villes et campagnes), nous avons doté des CSP des CIS moyen et CIS modeste ruraux. En effet depuis 2015, 84% des CIS du département ont connu au moins une agression.

Les VSAV ont été les premiers dotés puisque la majorité des agressions sont perpétrées dans le cadre du SUAP. Mais l'utilisation par les moyens incendie et la chaîne de commandement est permise pour certains cas particuliers de violence urbaine notamment.

2. Le bilan

Pas de déclenchement pour des agressions. Pas d'utilisation d'enregistrement pour les dépôts de plainte. Les 45 dépôts de plainte de 2020, ont été réalisés par des agents sans caméra. Aucun porteur n'a été agressé depuis décembre 2019.

Les différents enregistrements reçus, ont été réalisés par des équipages prévoyants, pour des situations connues et à risque.

Dans aucun des cas il n'a été constaté d'agression supplémentaire lors de ces enregistrements en prévention des agressions. L'action préventive est donc efficace.

Les équipages ne rencontrent pas de difficultés au port de la caméra, ni en termes de relations avec les victimes, ni avec le reste de la population ou les services partenaires. Ils ne sentent pas de gêne spécifique.

L'annonce de l'enregistrement n'a pas toujours été possible au préalable, en fonction des situations d'urgence. D'ailleurs dans certains cas particuliers : victime ivre, victime au profil psychiatrique en crise, victime sous l'emprise de produits stupéfiants, l'annonce de l'enregistrement ne change pas le comportement de la victime, puisqu'elle n'est pas complètement consciente. Dans tous les autres cas cela fonctionne.

45 dossiers pour 71 agents, mais pas lors du port de la caméra. Aucun n'a été transmis aux services enquêteurs.

La caméra apporte un soutien supplémentaire et un outil de gestion crise supplémentaire aux agents. Elle baisse leur vulnérabilité, puisque la présence de la caméra à elle seule réduit les tensions. De plus, elle agit sur l'occurrence des agressions, puisque aucun équipage n'a été agressé lors du port de la caméra. Si la caméra ne peut pas tout gérer à elle seule, de manière isolée elle ne solutionne pas l'agressivité des victimes. Toutefois, en prenant la problématique

des agressions comme un risque nouveau « risque sociétal » et en l'abordant de manière globale, la caméra apporte un plus, à toutes les autres actions nombreuses à mettre en place dans un SDIS.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Technique : certaines caméras tombent en panne et certaines stations d'accueil (DOCK) également. Le réseau de stockage se charge vite et la gestion des archives est chronophage. Les fixations sont de moyenne qualité.
- ✓ Opérationnel :
 - La caméra n'agit pas sur les agresseurs dont l'état de conscience peut en partie être aboli (alcool, stupéfiant, troubles psychologiques ou psychiatriques).
 - Les agents ne doivent pas oublier de prendre la caméra, et d'enregistrer leur matricule à chaque départ.
 - Des déclenchements intempestifs d'enregistrements, car l'agent appui sans le vouloir sur le bouton de déclenchement (brancardage notamment...).
- ✓ Formation/humain : le potentiel humain pour gérer un parc complet de 140 caméras (à terme) est important. La formation est réalisée par un groupe de référents, déployés dans l'ensemble des groupements territoriaux et dans chaque CIS expérimentateur.

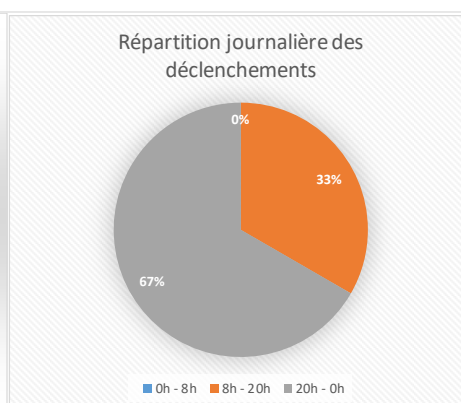
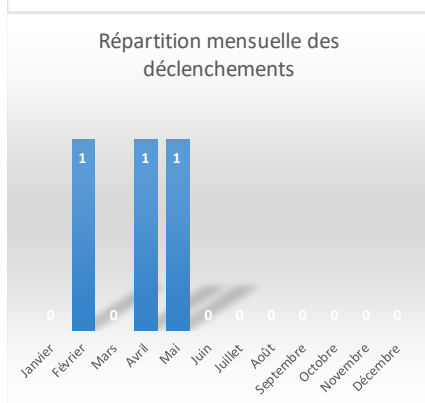
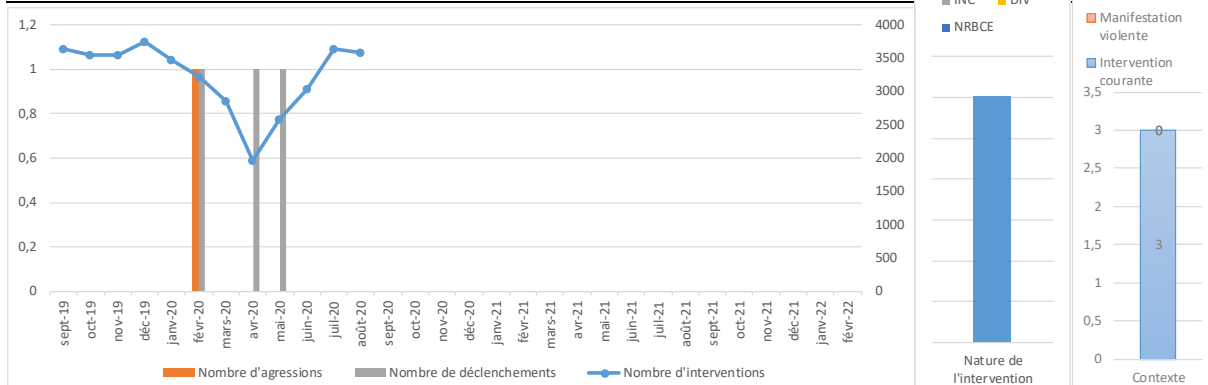
4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique : il serait apprécié, que les agents puissent visionner les enregistrements de leur propre agression, à des fins de débriefing opérationnel, et d'accompagnement à une meilleure résilience de l'agent. A chaque agression, je contacte les agents, et échange avec eux sur la réalité terrain de l'intervention, les forces et faiblesses, les opportunités et menaces. Cet échange leur est extrêmement profitable. Le visionnage des images pourrait participer à leur capacité d'acceptation, et améliorer leur efficacité.
- ✓ Technique : sur certains tissus souples la caméra est lourde à porter. Et avec le port de la chasuble haute visibilité, la caméra est cachée par le tissu. Une réflexion au niveau central, sur des gilets techniques, haute visibilité et présentant des qualités pare-balle et pare lame, serait d'une aide précieuse. Le positionnement des docks de recharge doit se situer là où le C/A récupère la réquisition, quitte à tirer du réseau supplémentaire.
- ✓ Opérationnel : la caméra n'est pas un outil miracle, elle doit être associée à d'autres outils, d'autres actions dans les territoires, des partenariats avec les services extérieurs (DDSP, PPOL, PREF, GN, parquet...), de la formation à la gestion de personnes en crise....etc.

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,01%	83%	0%	#DIV/0!	#DIV/0!



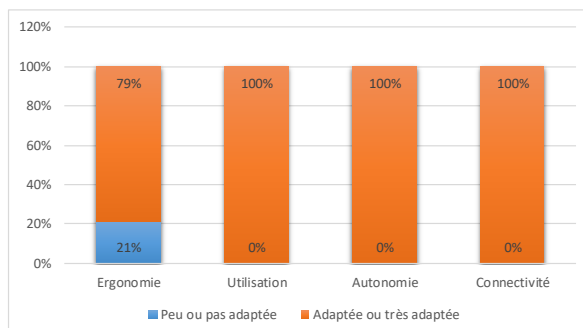
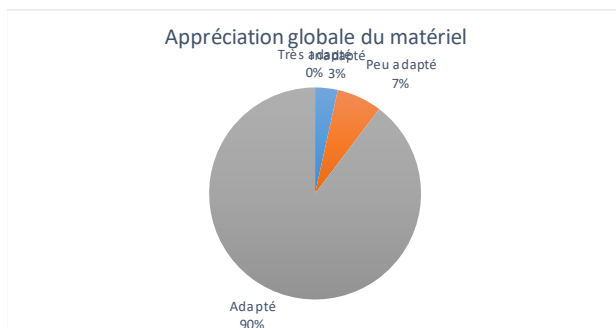
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	38 871
Nombre d'agressions	1
Nombre de déclenchements	3
Nombre de dépôts de plainte	0
Nombre de protections fonctionnelles	0
Nombre d'administrateurs	7
Nombre de gestionnaires	8
Nombre de saisine "doits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

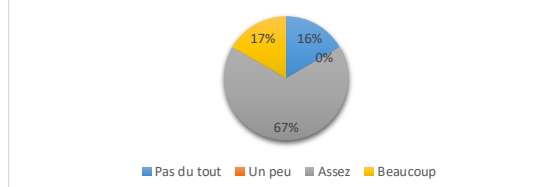
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

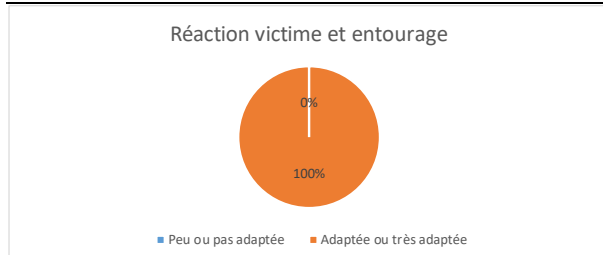
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



La population n'est pas inquiétée par le port de la caméra dans 100% des cas

Le comportement agressif n'est pas renforcé par la présence de la caméra dans 100% des cas

La simple annonce du déclenchement de la caméra apaise les tensions dans 33% des cas

C. Service départemental d'incendie et de secours du Gard

Déploiement en cours.

Pas de données disponibles

D. Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne

1. Contexte départemental

Au regard de l'augmentation de 47% du nombre d'agressions en 2018 (28 agressions) par rapport à 2017 (19 agressions), le SDIS 31 a fait connaître sa volonté à la préfecture de s'engager dans cette expérimentation dès la parution de la loi n°2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Pour cela, un avis favorable a été recueilli des instances consultatives en juin 2019 puis une approbation de l'assemblée délibérante du SDIS le 24 juin 2019 : cette expérimentation a acquis le consentement de tous, et ce avant l'acquisition des caméras mobiles.

Le choix s'est porté sur les 2 CIS qui connaissaient le plus d'agressions, deux centres d'incendie et de secours toulousains, CSP Toulouse Lagnon et Toulouse Vion. Cinq caméras ont été affectées dans chacun d'entre eux, avec une utilisation sur toutes les missions. Les caméras sont en libre-service sur une station d'accueil, ou à demeure dans certains VSAV.

2. Le bilan

Depuis la mise en place des caméras, il y a eu une diminution des déclarations des agressions sur les secteurs du CSP Toulouse Lagnon et Toulouse Vion, et plus globalement sur l'ensemble du département :

- diminution de 11% entre 2018 et 2019 (25 agressions) ;
- diminution de 32% entre 2019 et 2020 (17 agressions).

Cette baisse pourrait être la conséquence totale ou partielle du contexte sanitaire.

En ce qui concerne les caméras, force est de constater que les caméras sont peu utilisées pour plusieurs raisons :

- Le port de la caméra a du mal à rentrer dans les mœurs, même si le matériel est plus utilisé la nuit dans un but de prévention, le fait de l'avoir est souvent dissuasif ;
- Le personnel trouve que cet élément est intrusif au sein de l'intervention, et craint que des éléments puissent être reprochés : gestes, paroles, posture, technique utilisée ;
- Certains agents, en fonction des générations, ont peu d'affinité avec ces technologies ;
- Les équipes et le chef d'agrès ont déjà un certain nombre de matériels à prendre : la radio et son holster, la tablette pour les bilans, le téléphone portable, l'outil de forçage si besoin (OFD), le sac premiers secours, le multi paramètre et l'aspirateur de mucosités pour les équipiers, ...
- La saisie du code d'identification semble trop long lors de l'allumage de la caméra en particulier au départ de l'intervention alors qu'il y a beaucoup d'autres éléments à prendre en compte.

Depuis novembre 2019 nous avons eu :

- Agression dans les CIS dotés : 10
- Le nombre de déclenchement : 5
- Le nombre de dépôts de plainte : 6
- Le nombre de transmission aux services enquêteurs (réquisition ou pas) : 1 sans réquisition

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : après dépôt de la vidéo au mois décembre, nous n'avons à ce jour, aucune orientation procédurale.

- ✓ Technique : la saisie du code d'identification semble trop longue lors de l'allumage de la caméra en particulier au départ de l'intervention alors qu'il y a beaucoup d'autres éléments à prendre en compte.
- ✓ Opérationnel : le personnel trouve que cet élément est intrusif au sein de l'intervention, et craint que des éléments puissent être reprochés : gestes, paroles, posture, technique utilisée...
- ✓ Formation/humain : Le port de la caméra a du mal à rentrer dans les mœurs, même si le matériel est plus utilisé la nuit dans un but de prévention, le fait de l'avoir est souvent dissuasif.

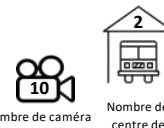
4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique : faciliter la transmission des vidéos, par un système sécurisé entre les différentes institutions partenaires. Ce système sécurisé pourrait nous permettre de transférer les vidéos, mais aussi les bandes etc...
- ✓ Technique : Etudier un dispositif qui facilite le port de la caméra
 - À plus long terme, une application de déchargement en lien avec NEXSIS permettrait d'indiquer qu'un enregistrement a été fait sur intervention ce qui permettrait une mise en relation avec le CRSS.
 - Modifier la base du CCTP réalisé en commun par les SIS expérimentateurs. Par exemple, en ce qui concerne la programmation des caméras, il serait souhaitable que la saisie du matricule se fasse a posteriori lors du déchargement des vidéos.
- ✓ Opérationnel : ouvrir l'utilisation des caméras sur des interventions particulières (scène de crime, etc.).

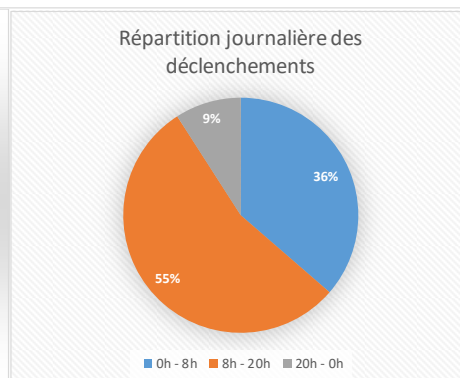
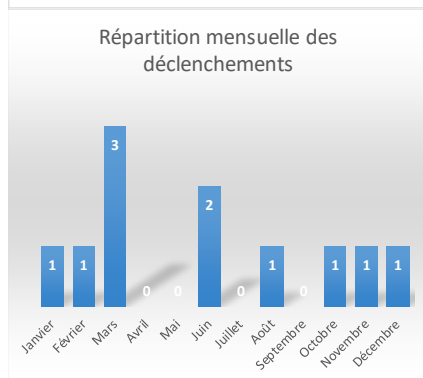
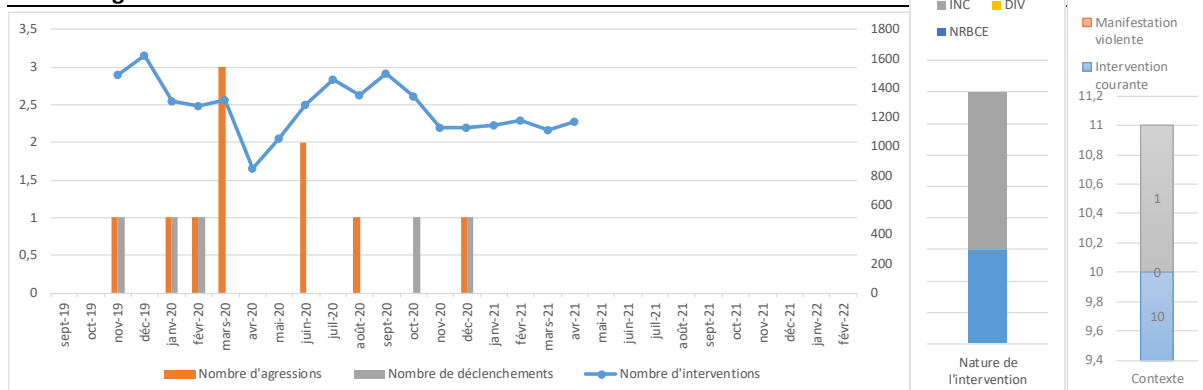
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Haute Garonne

Données comprises entre le 22/11/19 et 16/12/20

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,02%	36%	120%	0%	83%



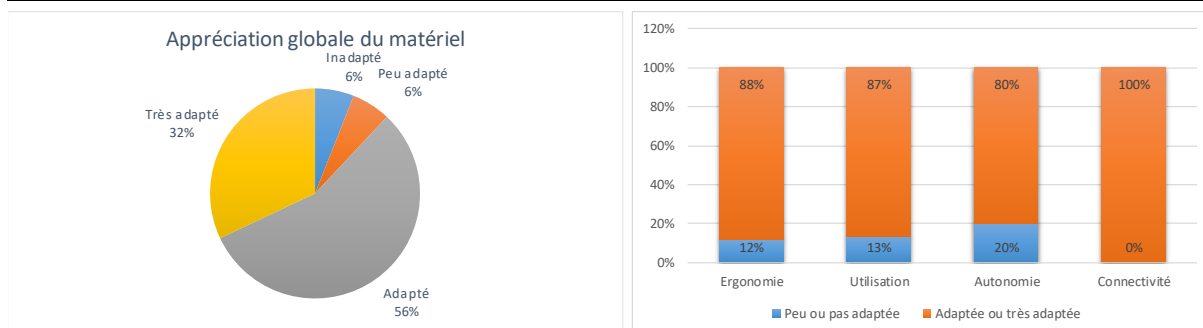
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	22 735
Nombre d'agressions	10
Nombre de déclenchements	5
Nombre de dépôts de plainte	6
Nombre de protections fonctionnelles	5
Nombre d'administrateurs	0
Nombre de gestionnaires	5
Nombre de saisine "droits d'accès"	1

Appréciation du matériel par les utilisateurs



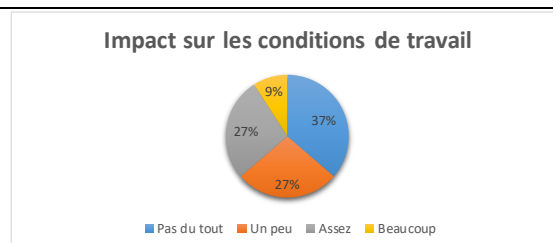
Perception du sapeur-pompier

L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 100% des cas

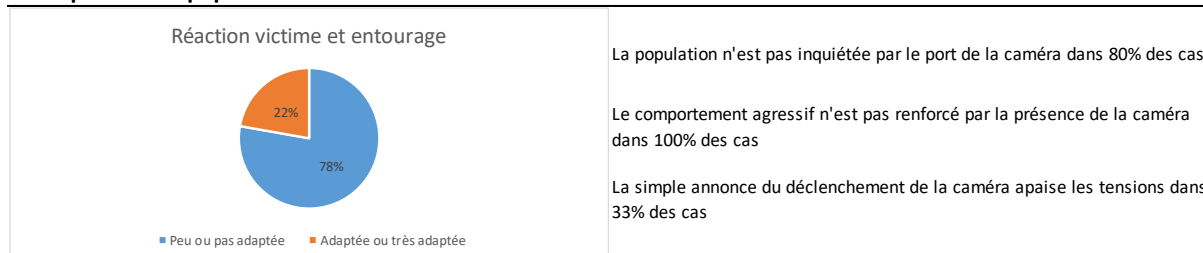
L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas



Perception de la population



E. Service départemental d'incendie et de secours de la Gironde

1. Contexte départemental

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Gironde a souhaité participer à l'expérimentation conduite par les premiers SDIS, les statistiques établies par l'observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale le faisant clairement apparaître comme un des départements les plus touchés.

La perception de la problématique a amené très tôt le service à tracer de la manière la plus fine possible les faits d'agression en opération. Un groupe de travail local dédié a été mis en place plusieurs mois avant le début de l'expérimentation nationale.

Ce groupe a logiquement préconisé une participation nationale du SDIS 33, pour laquelle la gouvernance de l'établissement a donné son accord.

Les orientations prises au niveau de la Gironde sont basées sur des statistiques précises réalisées mensuellement.

Six CIS ont été choisis pour l'expérimentation :

- les trois CIS assurant la couverture de la ville de Bordeaux, qui sont également les trois CIS regroupant le plus de signalement d'agressions ;
- un CIS en milieu rural et exclusivement composé de sapeurs-pompiers volontaires pour tester la capacité d'appropriation de ces matériels par cette catégorie de personnels ;
- un CIS mixte en milieu rural, en alternance l'été avec le CIS côtier d'une station balnéaire qui voit son activité décuplée durant cette période.

Pour la durée de l'expérimentation, le choix a été opéré d'affecter une caméra par VSAV, car plus de 90 % des faits d'agressions relevés le sont lors des opérations pour secours d'urgence aux personnes.

2. Le bilan

Depuis le démarrage de l'expérimentation, les sapeurs-pompiers des six CIS tests ont capté près de 150 vidéos en opération, essentiellement dans des situations où divers types d'agression étaient rencontrés.

L'utilisation de la caméra est visiblement positive dans certaines situations, dans un rôle préventif. Cependant, certains agresseurs n'étant pas pleinement conscients de leurs actes, l'efficacité du dispositif n'est pas systématique.

Le nombre de dépôts de plainte a légèrement baissé dans les CIS dotés de caméras. La durée de l'expérimentation ne permet pas d'attribuer de manière certaine cette baisse à ces utilisations.

Quelques rares captations vidéo ont été saisies dans le cadre de procédures judiciaires. L'impact de ce dispositif dans le cadre de ces procédures n'est pas apparu déterminant, mais le faible nombre d'occurrence ne permet pas de conclure de manière certaine.

3. Les difficultés rencontrées

Aucune

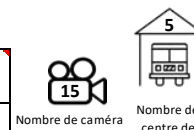
4. Les propositions d'amélioration

Le SDIS de la Gironde considère qu'une prolongation de l'expérimentation pourrait être souhaitable pour affiner les constats réalisés jusque-là.

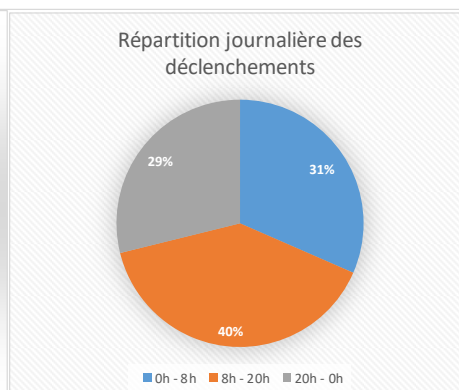
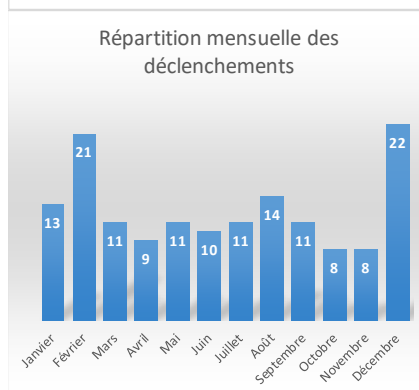
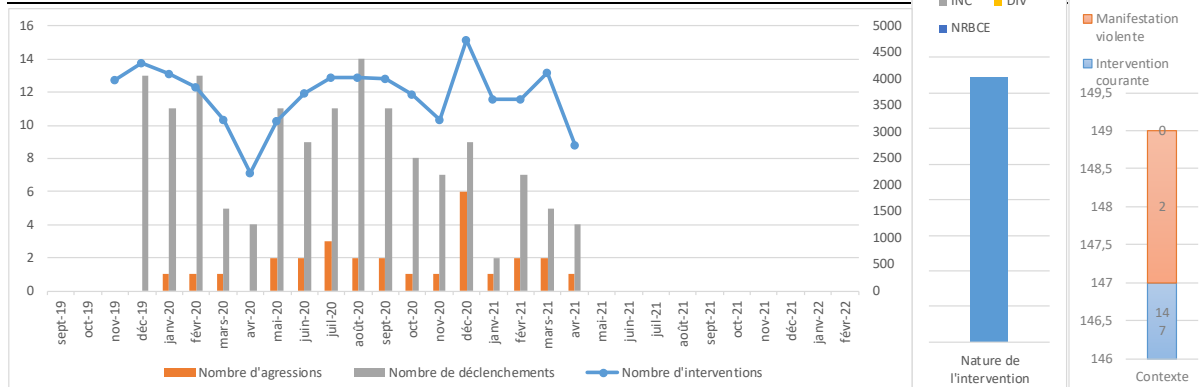
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Gironde

Données comprises entre le 07/12/19 et 29/04/21

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,22%	40%	3%	1%	100%



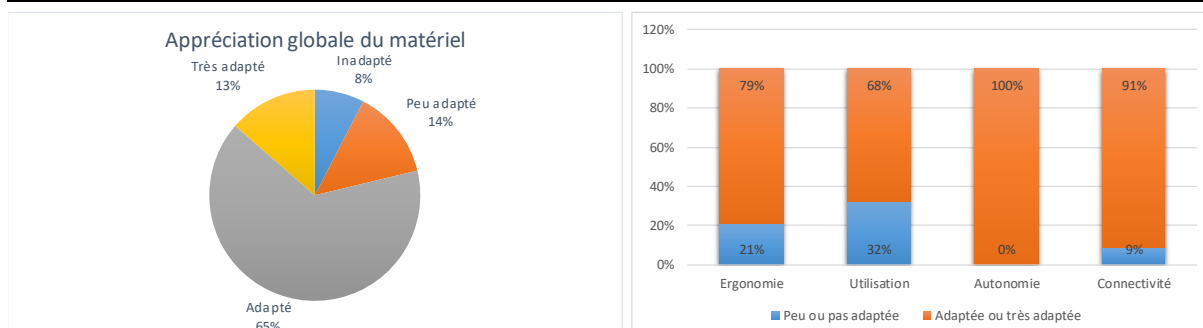
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	66 443
Nombre d'agressions	28
Nombre de déclenchements	144
Nombre de dépôts de plainte	5
Nombre de protections fonctionnelles	5
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	4
Nombre de saisine "droits d'accès"	11

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

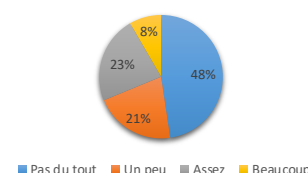
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 59% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 6% des cas

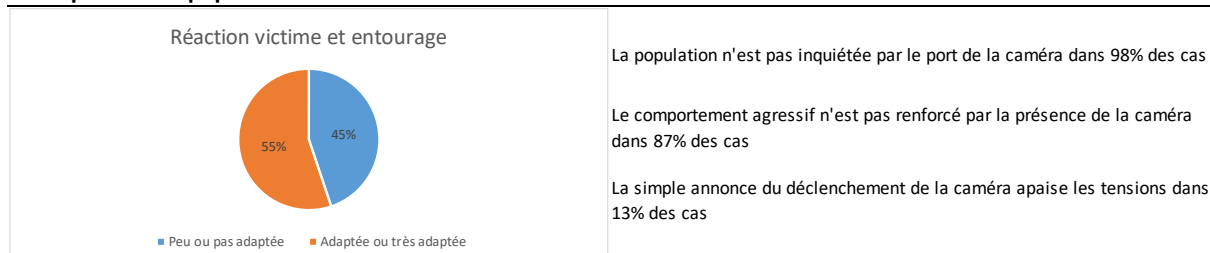
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 3% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 94% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



F. Service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault

Déploiement en cours.

Pas de données disponibles

G. Service départemental d'incendie et de secours de Loire Atlantique

1. Contexte départemental

Les agressions à l'encontre des personnels du SDIS 44, qu'ils soient sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires, personnels administratifs ou techniques, concernent essentiellement des faits délictueux survenant lors d'opérations de secours d'urgence à personne (SUAP): violences verbales ou physiques, insultes et menaces de mort ou coups et blessures.

L'établissement a recensé 48 agressions en 2018, 90 en 2019, 70 en 2020 (chiffre à pondérer en raison de la période de pandémie) contre une vingtaine par an entre 2005 et 2017.

Les bassins de risques se situent pour moitié en zone urbaine ou péri-urbaine, et pour moitié en milieu rural. Les secteurs à forte dominante de sapeurs-pompiers volontaires ne sont donc pas épargnés par ces phénomènes.

Il est à noter le profil type de l'agresseur, qui est la plupart du temps la personne que les sapeurs-pompiers sont venus secourir, sur fond d'alcool et/ou de stupéfiants. L'alcoolisation du bénéficiaire des secours est un élément récurrent dans les situations d'agression.

L'élément déclenchant de l'entrée dans l'expérimentation.

Le SDIS 44 a été confronté depuis ces dernières années à des violences exacerbées lors de manifestations contestataires (Notre-Dame des Landes, gilets jaunes) mais également lors d'opérations de secours d'urgence aux personnes, notamment à domicile. La violence de ces agressions de sapeurs-pompiers est caractéristique : les simples insultes sont dorénavant des menaces de mort, les coups et blessures sont maintenant des violences avec arme (arme blanche, arme à feu).

C'est une synergie globale de l'établissement en matière de sûreté et de protection des personnels en intervention qui a conduit le SDIS 44 à entrer dans l'expérimentation nationale de port des caméras individuelles conduite par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (dialogue social, concertations entre l'Etat-Major et les centres d'incendie et de secours (CIS), échanges entre SDIS comparables, etc...).

Le choix des CIS supports repose sur le souhait de remontées d'indicateurs en nombre suffisant. Les CIS choisis sont donc ceux ayant la plus forte activité opérationnelle (catégories 1 et 2, certains 3).

Ces CIS disposent de 1 à 2 caméra(s) priorisée(s) sur les départs pour SUAP (VSAV). Les sapeurs-pompiers ne sont pas obligés de prendre la caméra en intervention (décision unilatérale afin de permettre aux SP de s'approprier l'outil sans obliger au port, qui aurait entraîné de la défiance).

2. Le bilan

Il est difficile de corréler la dotation avec la diminution des agressions (28 en 2019 et 52 en 2020 dans les CIS dotés de caméras), compte-tenu du faible port de la caméra et de la période COVID. Le SDIS 44 se dirige probablement vers une dotation accrue de ce moyen qui semble atténuer l'agressivité des individus (expérience des autres territoires métropolitains). Discussion à venir entre l'équipe de direction et les OS.

Les caméras ont été déclenchées seulement 5 fois, ce qui a donné lieu à 3 dépôts de plainte accompagnés systématiquement de la transmission des images enregistrées.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : les services enquêteurs retranscrivent par écrit les éléments visionnés sur les enregistrements caméras. Aucun enregistrement n'a été visionné par le tribunal jusqu'à présent.
- ✓ Technique : l'entreprise titulaire du marché n'a pas assurée correctement le service après-vente et le suivi du projet. Le matériel est très régulièrement en panne et il n'y a aucune maintenance de premier niveau en France, tout repart en Chine à chaque fois. Le back office est compliqué et non négligeable en temps investi (paramétrages, sécurité informatique, maintenance et procédures, etc...)
- ✓ Opérationnel : l'ergonomie des accessoires de port de la caméra est à faire évoluer. Ils ne sont pas pratiques aujourd'hui. La caméra peut tomber, le baudrier fourni est long à installer, etc...

4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique :
 - Envisager côté service enquêteur un versement de l'enregistrement directement au dossier pour visionnage par la justice des enregistrements.
 - Envisager une interface NEXSIS dans la récupération via réquisition des enregistrements par les services enquêteurs (au même titre que les enregistrements audio au CODIS).
- ✓ Technique : effectuer un point national de l'évolution des techniques et des fournisseurs (présentation au groupe de suivi) car difficile d'accéder à l'information et aux entreprises en ces temps de COVID (pas de salons, pas de démarchages, peu d'échanges).
- ✓ Opérationnel : coupler ce dossier au port du gilet tactique SP (emport de matériel, anti-lacération et protection balistique).

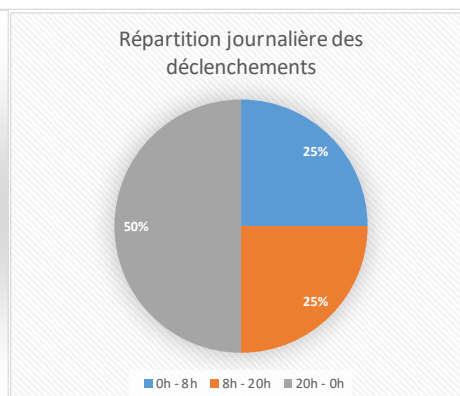
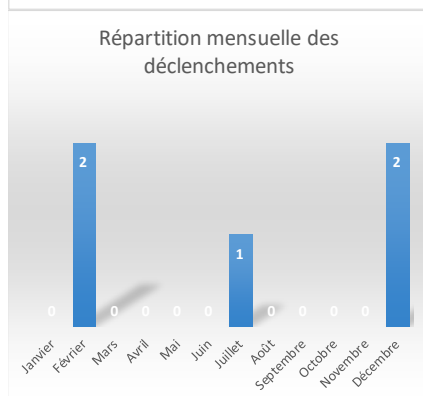
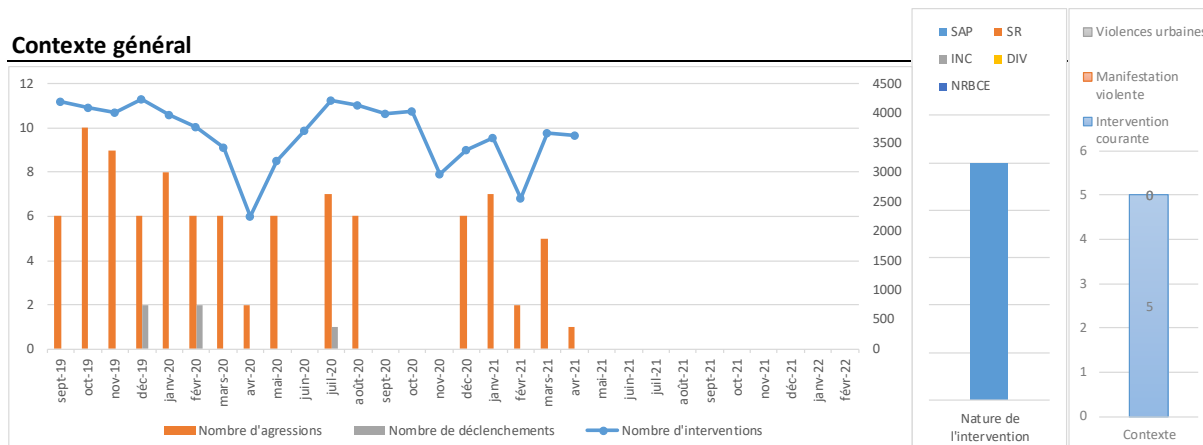
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Loire Atlantique

Données comprises entre le 10/12/19 et 31/07/20

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,01%	60%	60%	60%	100%



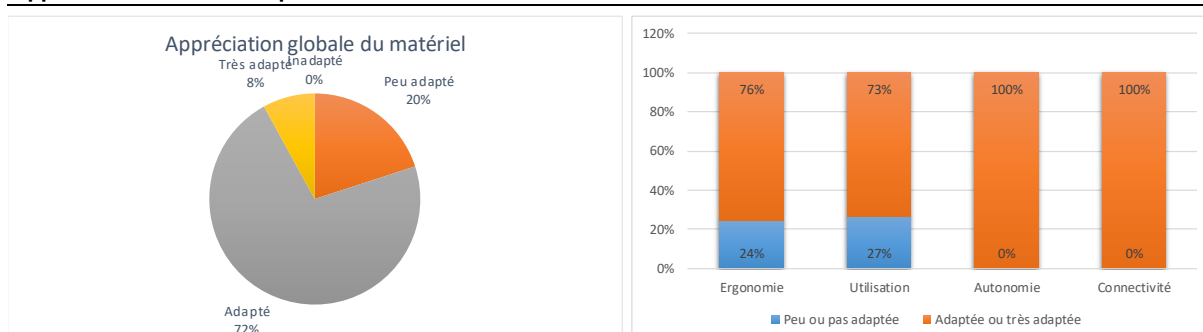
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	73 025
Nombre d'agressions	93
Nombre de déclenchements	5
Nombre de dépôts de plainte	3
Nombre de protections fonctionnelles	3
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	2
Nombre de saisine "doits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



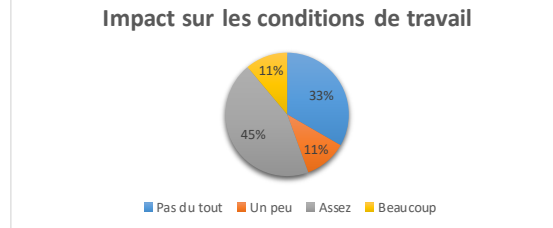
Perception du sapeur-pompier

L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 0% des cas

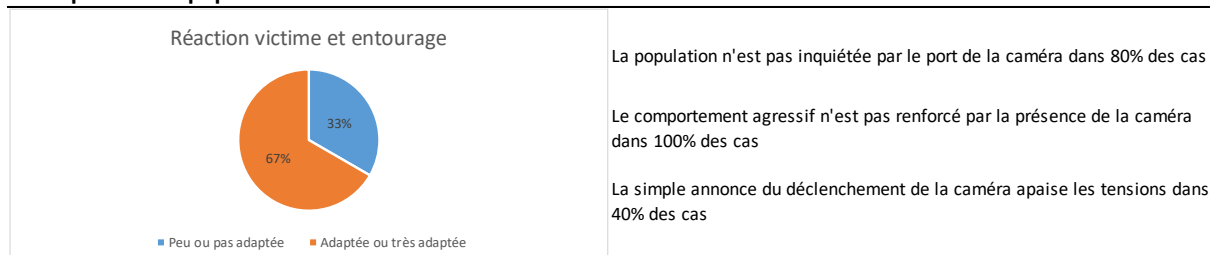
L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas



Perception de la population



H. Service départemental d'incendie et de secours de Maine et Loire

1. Contexte départemental

Le service départemental d'incendie et de secours de Maine-et-Loire s'est inscrit dans l'expérimentation des caméras piétons et participe au groupe de travail piloté par la DGSCGC.

Suite aux consultations des instances au cours du premier semestre 2019 et à l'autorisation préfectorale du 14 novembre 2019, le SDIS 49 a procédé à l'acquisition de trois caméras mobiles Allwan auprès d'une société prestataire du département de Maine et Loire.

Ce matériel affecté au CSP Angers Académie depuis décembre 2019 est à la disposition des chefs d'agrès des trois VSAV du centre.

2. Le bilan

Sur la période de septembre à fin novembre 2019, quatre agressions sur les 1886 interventions ont été constatées. Elles n'ont pas fait l'objet de dépôt de plainte de la part du personnel. Le SDIS 49 était entré dans l'expérimentation sans être doté du matériel.

Depuis le mois de décembre 2019 (date de mise en service des caméras au SDIS 49), les sapeurs-pompiers de Maine-et-Loire ont réalisé 8318 interventions pour des missions de secours à personnes.

(Pour être en corrélation avec les indicateurs mensuels : $1886 + 8318 = 10204$ interventions).

Durant cette période d'expérimentation, les remontées d'informations sur l'utilisation des caméras mobiles ont mis en exergue :

- Une seule agression sur les sapeurs-pompiers a été relevée sans dépôt de plainte n'a pas fait l'objet d'un déclenchement.
- Quatre déclenchements préventifs de la part des chefs d'agrès VSAV ont été observés sans dépôt de plainte.

3. Les difficultés rencontrées

Statistiquement et selon les remontées du terrain antérieurement à la mise en place des caméras, nous devrions observer plus de déclenchements de ces équipements. La quasi absence d'usage peut s'expliquer par la crainte de l'utilisation des enregistrements par la hiérarchie pour « juger » la qualité professionnelle des équipages. Certains sapeurs-pompiers considèrent qu'il s'agit d'une intrusion dans l'intimité des victimes et /ou des familles.

4. Les propositions d'amélioration

La proposition d'amélioration porte essentiellement sur le port de la caméra en plus des autres équipements que doivent emmener les sapeurs-pompiers lors des interventions (poste radio, tablettes...).

Des formations avec l'accompagnement au changement doivent être mises en place pour répondre aux différentes interrogations des personnels.

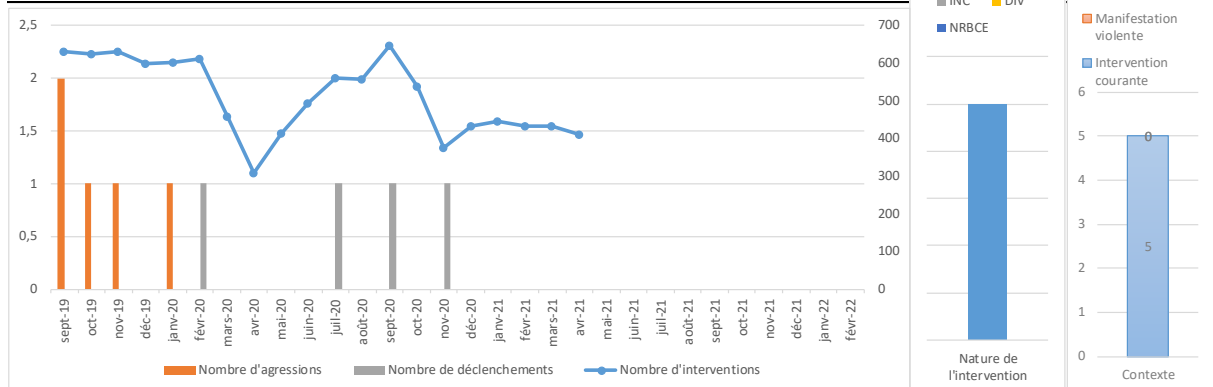
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Maine et Loire

Données comprises entre le 14/02/20 et 07/11/20

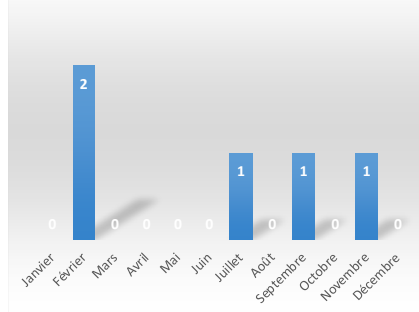
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,04%	37%	0%	100%	#DIV/0!

4	1
Nombre de caméra	Nombre de centre de

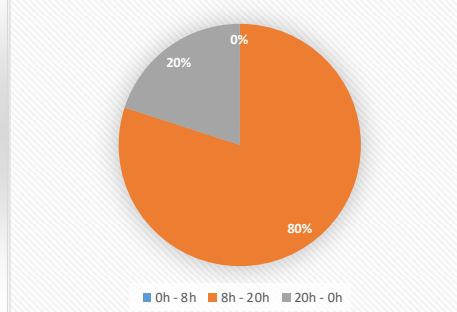
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



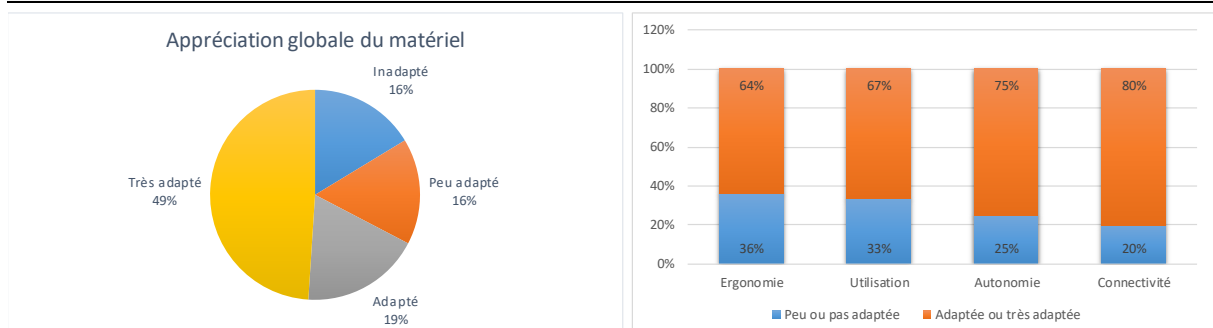
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	10 204
Nombre d'agressions	5
Nombre de déclenchements	4
Nombre de dépôts de plainte	0
Nombre de protections fonctionnelles	0
Nombre d'administrateurs	6
Nombre de gestionnaires	3
Nombre de saisine "droits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

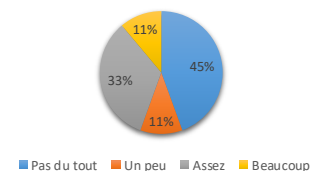
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 40% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

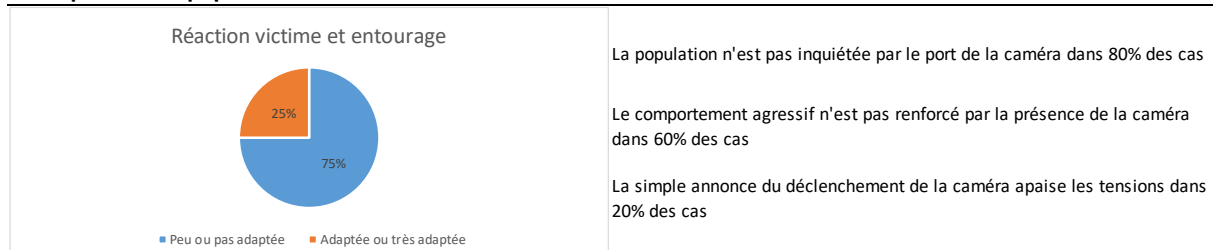
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 20% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 75% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



I. Service départemental d'incendie et de secours du Morbihan

1. Contexte départemental

2021	Nb agressions
Janvier	1
Février	2
Mars	2
Avril	1 (avec déclenchement de caméra)

L'entrée du SDIS 56 est une demande du PCASDIS pour faire suite à une évolution des agressions au sein du SDIS. Nous avons estimé que les caméras pouvaient être un moyen complémentaire à ceux existant afin de favoriser la prévention des agressions contre les SP (formation « faire face aux agressions et violences », véhicules équipés de film de protection sur les vitres, accompagnement juridiques des agents, ...).

Pour l'expérimentation dans le Morbihan, 3 CIS mixtes dont le secteur de 1er appel possède des quartiers prioritaires de la ville (QPV) ont été retenus (Lorient, Hennebont et Vannes). Ce sont les 3 CIS réalisant le plus de sorties de secours.

4 caméras piéton et un dock de déchargement ont été attribués à ces centres soit $4 \times 3 = 12$ caméras. S'agissant d'une expérimentation, le message qui a été donné aux personnels est de les tester dans le plus de situations possibles afin de bénéficier du plus grand retour d'expérience. Nous leur avons conseillé de prendre systématiquement.

Par ailleurs, le groupement formation a été doté d'une caméra afin de les intégrer dans les formations « faire face aux agressions et violences » et le groupement des systèmes d'information et de communication dispose de 2 caméras en spare.

Au total, le SDIS 56 dispose donc de 15 caméras, conformément à l'arrêté préfectoral.

2. Le bilan

50 déclenchements sur intervention depuis le 01/01/2020. Dans un seul cas, il y a eu agression et dépôt de plainte.

2021	Nb agressions
Janvier	1
Février	2
Mars	2
Avril	1 (avec déclenchement de caméra)

Une seule transmission a été faite à la Police Nationale pour injures sur personnes titulaire de l'autorité publique (policiers et SP).

Après une phase de découverte et d'apprentissage, les retours sont très positifs de la part des personnels. La caméra est prise systématiquement pour les opérations du type « ouverture de porte ».

Dans un seul cas, l'usage de la caméra a créé des tensions (avec un SDF, le chef d'agrès a alors coupé la caméra).

La caméra apparaît comme un moyen de prévention des agressions ce qui est conforme à ce que nous en attendions

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : dossier d'autorisation « compliqué » à réaliser (lourd administrativement)

4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique :
 - disposer d'une loi pérenne.
 - clarifier les réquisitions des forces de l'ordre qui sollicitent des images dans d'autres cas que les agressions de SP, que faut-il faire ? Transmettre ou non ? une précision semble plus que nécessaire.
- ✓ Technique : on voit une évolution des équipements des SP. Ceux-ci sont dotés de plus en plus de matériels performant à porter (caméra piéton, caméra thermique, gilet pare-lame, EPI de protection balistique, explosimètre, ...). La difficulté est d'intégrer ces différents éléments et non pas d'en faire une superposition qui peut ralentir la progression des binômes.
- ✓ Opérationnel : évoluer vers des caméras intégrées à bord des véhicules en complément des caméras piéton.

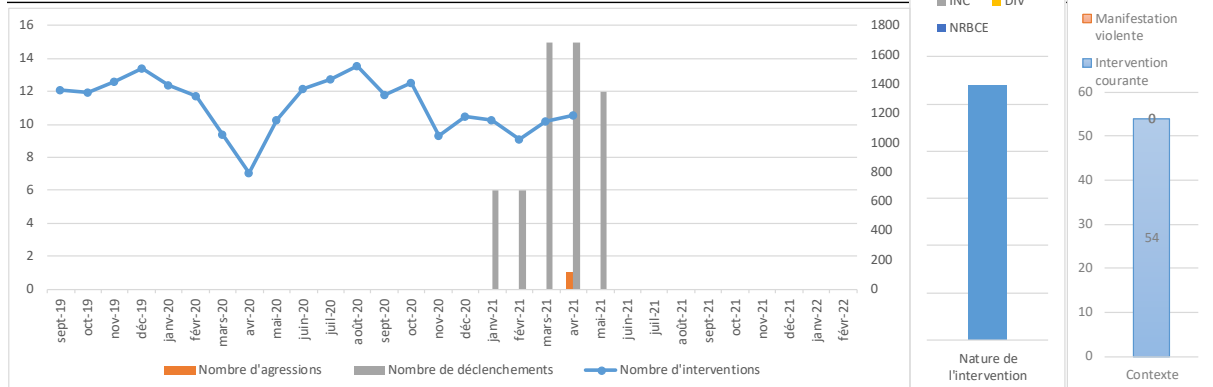
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Morbihan

Données comprises entre le 01/01/21 et 19/05/21

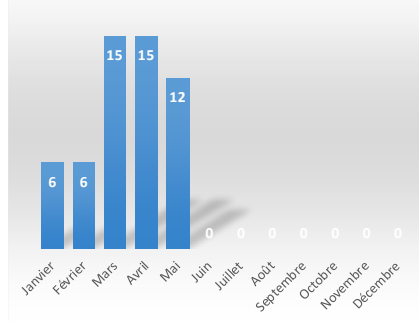
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,21%	99%	2%	100%	100%

12	3
Nombre de caméra	Nombre de centre de

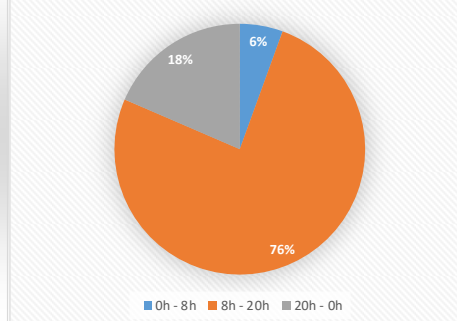
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



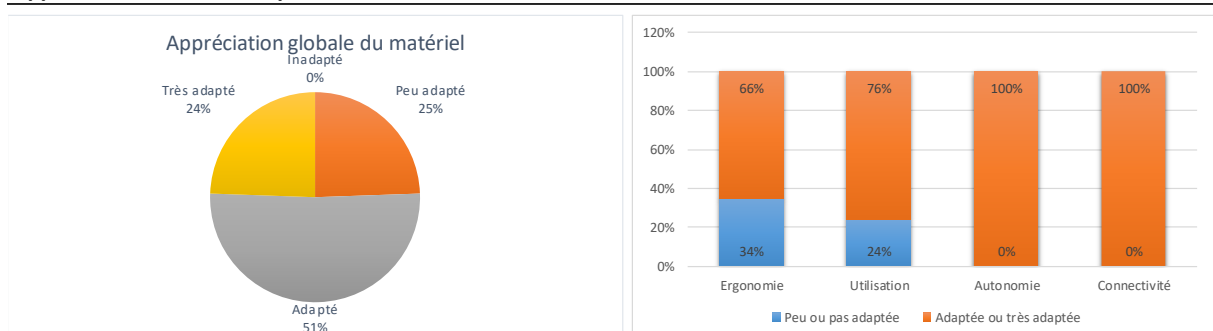
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	25 137
Nombre d'agressions	1
Nombre de déclenchements	54
Nombre de dépôts de plainte	1
Nombre de protections fonctionnelles	1
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	9
Nombre de saisine "doits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

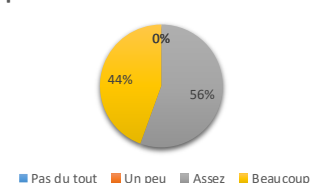
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

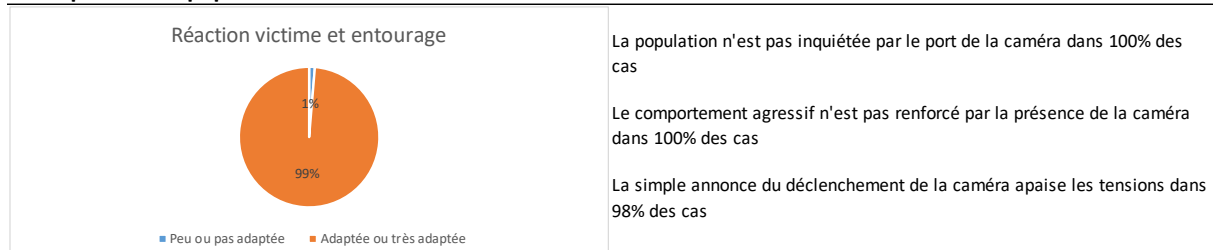
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



J. Service départemental d'incendie et de secours du Nord

1. Contexte départemental

Conformément à la note opérationnelle 2019-34, 14 centres de secours du SDIS du Nord ont débuté l'expérimentation des caméras piétonnes dans un premier temps à destination des VSAV, un quinzième centre les a rejoints dans l'expérimentation : le CIS Caudry à l'issue d'une agression violente.

L'expérimentation a débuté par les CIS Littré, Roubaix et Maubeuge le 31 décembre 2019, suivis entre le 1er janvier et le 28 février par les 12 autres centres de secours qui ont tous pu être formés dans ce laps de temps.

Une première formation a eu lieu pour les référents (1 par centre de secours), puis 2 référents des CIS Roubaix et Littré participants au groupe de travail départemental, ils se sont déplacés dans l'ensemble des CIS pour assurer la formation des personnels.

A ce jour les caméras ont été utilisées 4340 fois et déclenchées environ 250 fois dont 10 fois où une incivilité a été déclarée.

A 3 reprises des personnels ont souhaité visionner les images suite à une intervention tendue voir violente. L'une de ces demandes faisait suite à un impact psychologique important malheureusement un défaut d'utilisation n'a pas permis de répondre à la demande.

Une modification du logiciel rapport a été réalisé afin de répondre aux obligations réglementaires et permettre d'assurer l'identification des porteurs et les interventions où la caméra a été déclenchée.

2. Le bilan

Nous constatons une disparité importante dans l'utilisation de ces dernières en fonction des centres de secours. En effet, si le centre de secours de Wasquehal plébiscite de façon importante l'utilisation des caméras (25 porteurs pour 550 interventions), d'autres centres de secours ne portent aucun intérêt à cette expérimentation tels que les centres de secours de Lille Bouvines ou de Lille Malus, où nous ne recensons qu'une trentaine d'utilisations. Par ailleurs, les centres de secours de Fort Mardyck, Tourcoing et Hazebrouck y portent peu d'intérêt même si l'on peut constater, pour ces derniers une légère progression au dernier trimestre.

Il s'avère que le chef d'agrès est l'élément moteur dans l'utilisation ou non de l'outil.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique
 - Peu de réquisitions ont été faites 2 réquisitions suite à dépôt de plainte avec prise d'images.
- ✓ Technique
 - Si les AXON BODY 2 sont relativement intuitive et facile d'utilisation le manque de pratique a engendré une mauvaise utilisation et impliqué des erreurs et difficultés dans le déclenchement lors d'agression avérée.
- ✓ Opérationnel
 - La crise sanitaire a engendré des difficultés de communication afin de conforter la formation et promouvoir ce nouvel outil. De plus les EPI nécessaire à la prise en charge des victimes a freiné l'utilisation des caméras, le temps de préparation et de désinfection étant déjà très impactant pour les personnels
- ✓ Formation/humain

- La sensibilisation des officiers chefs de groupe et chefs de centre n'a pas été suffisamment développée, par conséquent nous nous sommes privée d'une ressource pour dynamiser cette expérimentation.
- Dans la communication axée l'utilisation des caméras aux seules interventions de secours à personnes, a spontanément limité l'expérimentation toutefois nous avons constaté dans un certain nombre de centres de secours l'utilisation de ces caméras par d'autres véhicules, comme notamment le FPT, mais aussi pour certains le VLI, voir le Chef de Groupe. Ces différentes utilisations vont nous permettre d'apporter l'information la plus précise sur l'intérêt de ces dernières.
- Les informations afin d'établir un RETEX fiable que ce soit au niveau départemental ou pour renseigner les demandes du groupe de travail National restent encore problématique.

4. Les propositions d'amélioration

Prévoir une communication pour les chefs de centre et chefs de groupe sur les atouts de cette outil, les conditions d'utilisation, la charte départementale.

Permettre aux référents départementaux de repasser dans l'ensemble des 15 centres de secours afin de faire une FMPA (utilisation, rappel de la charte, importance des renseignements dans le CRSS, importance des fiches retex) et prévoir une FMPA bimestrielle dans l'ensemble des centres de secours par les référents CIS sur l'utilisation.

Redéployer au moins une des caméras des centres de secours qui ne les plébiscitent pas vers des centres de secours en demande. EX : en supprimer une dans les centres de secours de Lille Malus et de Lille Bouvines afin de les mettre à la disposition du CIS Dunkerque.

Travailler en lien étroit avec le référent départemental des interventions en situation violente et des violences urbaines pour créer des modules de formation intégrant l'utilisation des caméras.

Afin d'améliorer l'ergonomie et éviter les oublis, prévoir un gilet multi support (caméra, radio, téléphone, tablette) et la possibilité de charger ces outils dans les cabine VSAV.

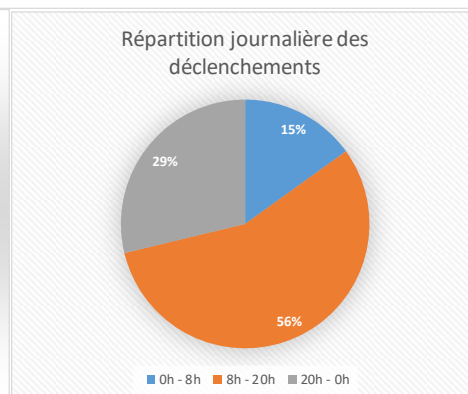
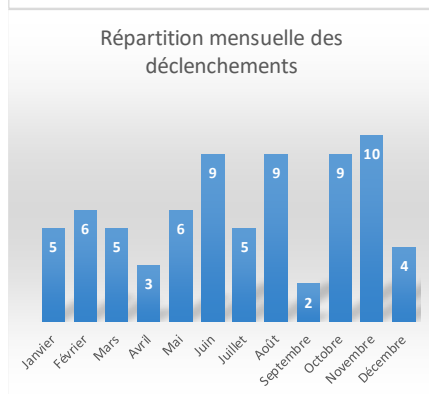
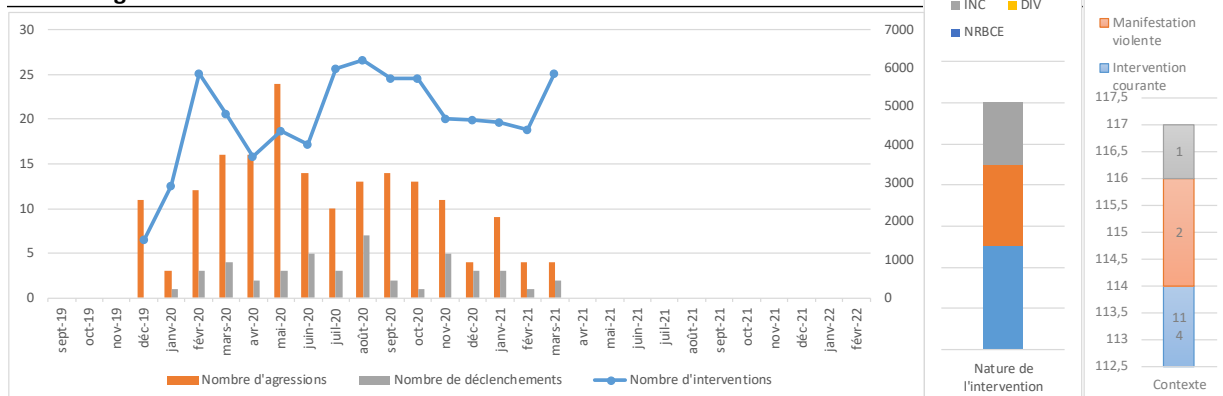
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Nord

Données comprises entre le 29/01/20 et 14/03/21

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,06%	70%	40%	0%	100%



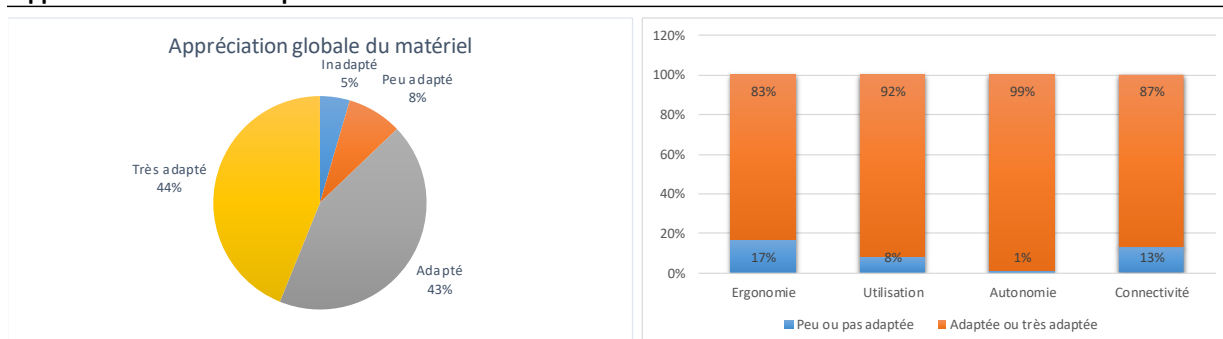
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	74 938
Nombre d'agressions	178
Nombre de déclenchements	45
Nombre de dépôts de plainte	18
Nombre de protections fonctionnelles	18
Nombre d'administrateurs	6
Nombre de gestionnaires	8
Nombre de saisine "droits d'accès"	3

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

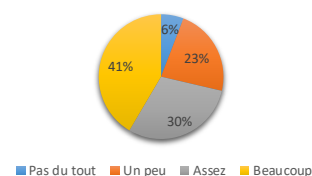
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 52% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 14% des cas

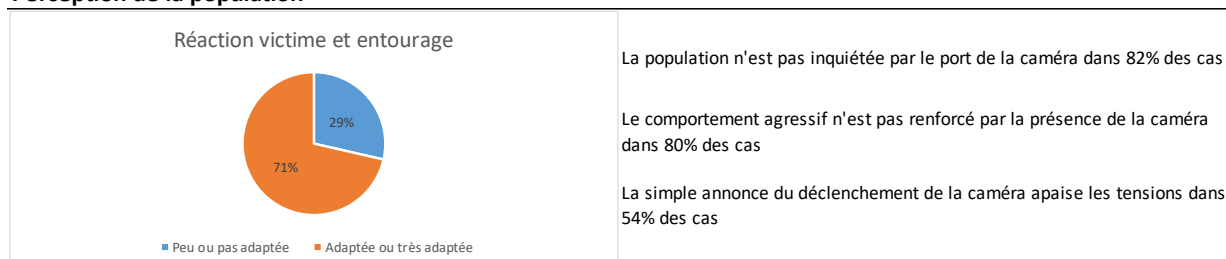
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 13% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 87% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



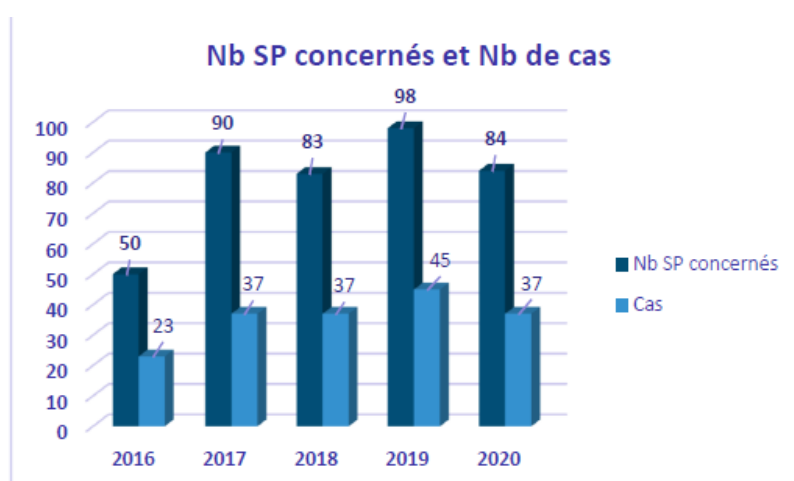
K. Service départemental d'incendie et de secours de l'Oise

1. Contexte départemental

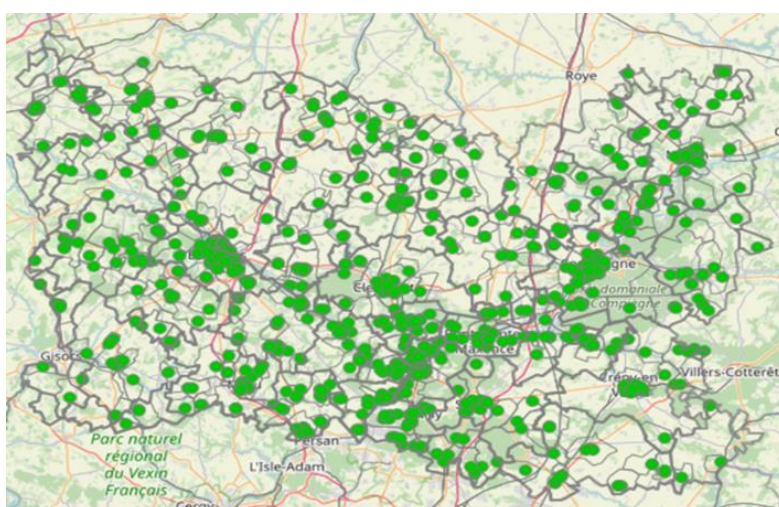
Un recensement des agressions sur les 5 dernières années, montre que le SDIS de l'Oise présente un ratio nombre d'agressions/nombre d'interventions deux fois supérieur à la moyenne nationale (plus de 3 fois en 2016).

Année	Nombre de Cas	Nombre de SP	Nombre Inter	Ratio /10.000 inter	Ratio National
2016	23	106	63533	16.7	5
2017	37	90	64753	13.9	6
2018	37	83	69834	11.9	6.9
2019	45	98	66835	14.67	*
2020 au 02/12/20	34	80	56139	14.26	*

* Suivi national des agressions transféré de l'ONDRP à la DSCGC – Données à venir



La répartition géographique des agressions montre une concentration de celle-ci sur les grands centres urbains notamment le bassin Creillois, Compiègne et Beauvais. A noter que le phénomène n'épargne aucune partie du territoire et impacte également les parties rurales.



Dans ce contexte le SDIS 60 a élaboré en 2020, un plan sécurité, prévention et protection des sapeurs-pompiers face aux agressions externes. Ce plan comporte un volet sur la mise en œuvre des caméras piétons. Afin de débiter l'expérimentation, le déploiement des caméras piétons a été effectué dans deux centres de secours (un urbain et un semi-urbain) en février 2021. Cette première phase de déploiement va être suivie d'une deuxième en juin prochain dans 6 centres de secours.

Les caméras piétons sont mises à disposition des chefs d'agrès et conducteurs des VSAV et FPT dans chacun des centres de secours, sans distinction de la nature d'intervention.

2. Le bilan

La prise en main par les sapeurs-pompiers des caméras piétons s'est déroulée rapidement et sans difficultés. La facilité d'utilisation constitue un facteur important pour l'appropriation par les agents.

Depuis le début de l'expérimentation par le SDIS 60, les personnels des centres de secours concernés n'ont pas été victimes d'une agression. Il ressort des échanges que le port de la caméra est bien perçu par le public et que cela permet d'apaiser une tension qui peut parfois exister avec la victime ou son entourage.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Technique : les systèmes de portage sont à faire évoluer en tenant compte de l'usage de gilets anti lacérations.

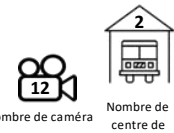
4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Technique : l'accès aux vidéos pour des besoins de RETEX, d'évolution des pratiques ou de formation est à encourager avec l'usage d'application permettant de rendre anonyme les victimes et le public.

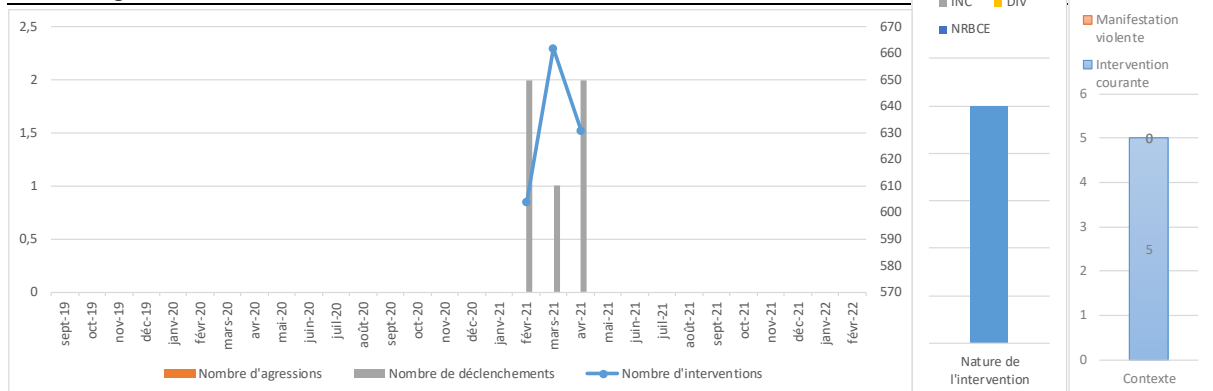
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Oise

Données comprises entre le 14/02/21 et 16/04/21

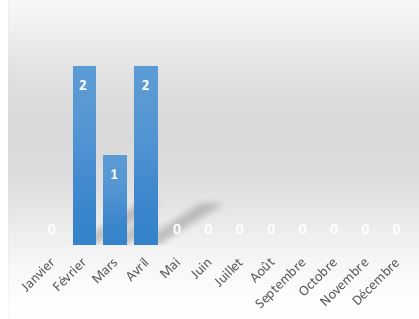
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,26%	73%	0%	#DIV/0!	#DIV/0!



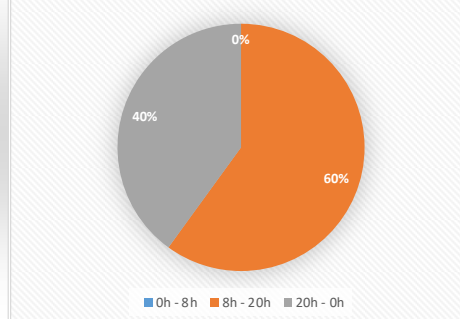
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



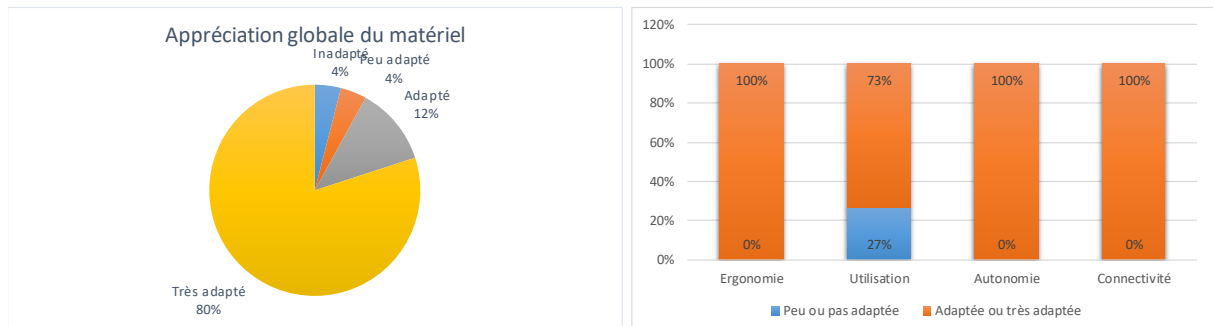
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	1 897
Nombre d'agressions	0
Nombre de déclenchements	5
Nombre de dépôts de plainte	0
Nombre de protections fonctionnelles	0
Nombre d'administrateurs	3
Nombre de gestionnaires	6
Nombre de saisine "droits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

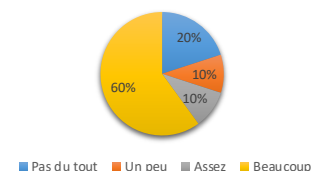
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

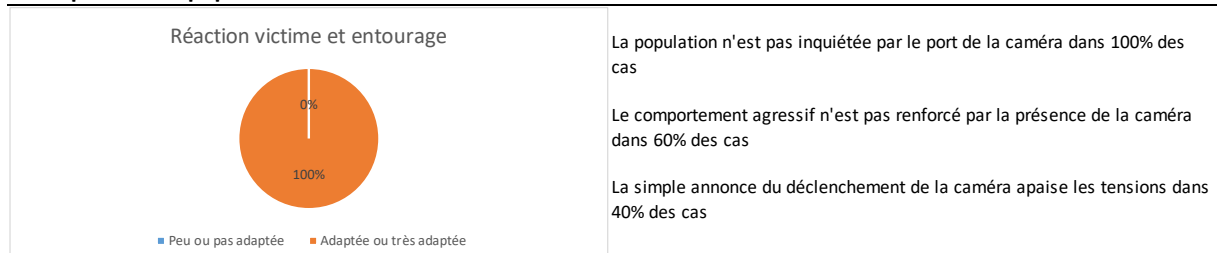
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 20% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 80% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



L. Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin

Déploiement en cours.

Pas de données disponibles

M. Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin

Déploiement en cours.

Pas de données disponibles

N. Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours du Rhône

1. Contexte départemental

Pour mémoire, en 2018, au SDMIS, 77% des agressions à l'encontre des SP concernaient une mission du VSAV, 19% une mission du FPT et 4% d'autres missions.

L'expérimentation a débuté au SDMIS le 23 septembre 2019 dans 16 casernes qui sont chacune dotées de 2 caméras. Les 5 casernes armées par un chef de groupe 24h/24h sont dotées d'une caméra supplémentaire.

Les modalités de mise en œuvre sont définies dans une Directive Opérationnelle signée par le directeur du SDMIS.

Au total, ce sont 37 caméras réparties en caserne comme suit :

- Lyon-Corneille (3)
- Lyon-Confluence (2)
- Lyon-Rochat (3)
- Villeurbanne-la-Doua (2)
- Villeurbanne-Cusset (3)
- Meyzieu/Décines (2)
- Lyon-Gerland (3)
- Pierre-Bénite (2)
- Saint-Priest (3)
- Feyzin (2)
- Villefranche-sur-Saône (2)
- Lyon-Croix-Rousse (2)
- Rillieux-la-Pape (2)
- Lyon-Duchère (2)
- Tassin-la-Demi-Lune (2)
- Givors (2)

Le chef d'agrès VSAV pour toutes les natures d'opération de secours, et le chef d'agrès du FPT pour les missions pour feu sur VP, ont l'obligation, lorsqu'une des deux caméras est disponible, de la prendre au départ de l'intervention.

Il en est de même pour le chef de groupe des 5 casernes concernées pour chacun de ses engagements, avec la caméra qui lui est exclusivement réservée.

2. Le bilan

Chiffres clés

- Date du début de l'expérimentation : 23 septembre 2019,
- Modèle : ZEPCAM, fabricant TPL,
- Nombre de caméras déployées : 37,
- Nombre de casernes concernées : 16,
- Accompagnement : 20 référents formés dans les 16 casernes concernées,
- Gestionnaires/Administrateurs : 5 gestionnaires et 5 administrateurs.

Retours

- 67 déclenchements depuis le début de l'expérimentation (27 en 2019, 31 en 2020 et 9 en 2021),
- 12 situations ayant entraîné un dépôt de plainte,
- 9 enregistrements récupérés par les services enquêteurs,

- 128 161 opérations de secours effectuées par les 16 casernes concernées depuis le début de l'expérimentation.

Chaque chef d'agrès est recontacté après chaque déclenchement de caméra à des fins de RETEX et voir avec lui les éventuels points d'amélioration. Les utilisateurs semblent indiquer que le fait de porter une caméra individuelle modifie le comportement des personnes sans qu'il soit possible de le mesurer.

3. Les difficultés rencontrées

La société TPL ne propose pas, pour le moment, une possibilité d'un floutage automatique. Cette possibilité permettrait d'obtenir des enregistrements anonymisés pour la formation des personnels dans le cadre de la prévention et lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers.

Les sapeurs-pompiers victimes d'une agression avec déclenchement de la caméra individuelle n'ont pas le droit de visionner les images tant qu'elles ne sont pas anonymisées.

Quelques petits soucis avec la vis de fixation à l'arrière de la caméra, qui parfois entraîne le blocage de la caméra dans son support.

4. Les propositions d'amélioration

Permettre aux équipages victimes d'agressions de pouvoir visionner les enregistrements, au retour d'intervention, même si ces derniers ne sont pas anonymisés.

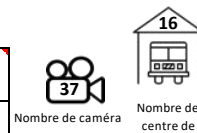
Permettre à l'outil de flouter automatiquement les enregistrements.

Faire en sorte que la caméra se mette en route automatiquement dès sa sortie du rack et que l'utilisateur n'ait plus qu'à utiliser le bouton pour la déclencher (actuellement le fait d'appuyer sur le bouton pour la mettre en route et appuyer sur le même bouton pour la déclencher entraîne des mauvaises manipulations) : cette modification est essentielle.

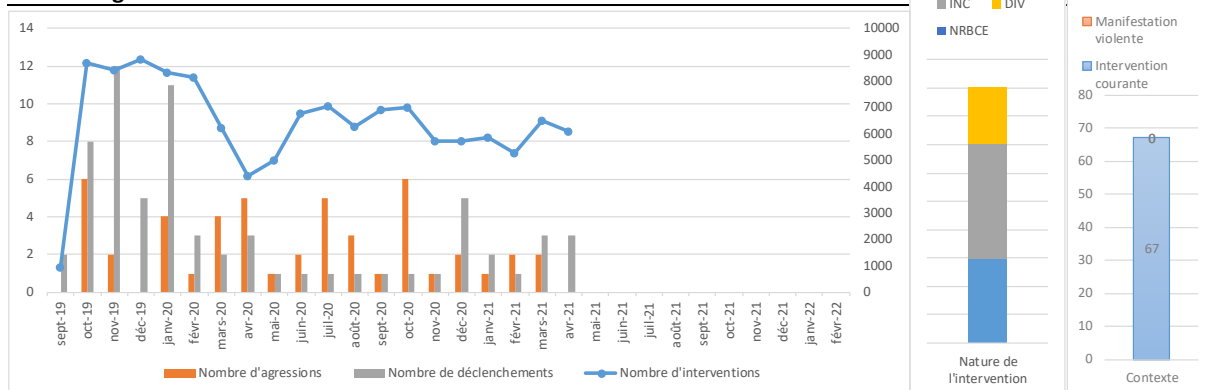
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Rhône

Données comprises entre le 28/09/19 et 27/04/21

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,05%	65%	18%	#DIV/0!	100%



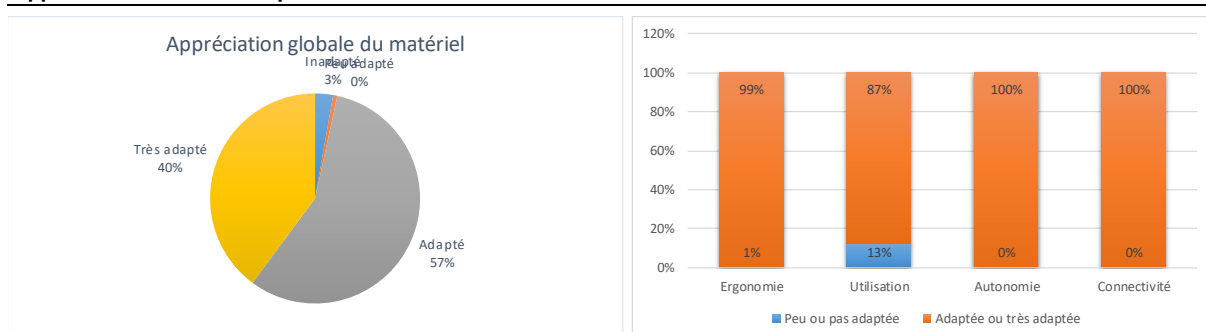
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	128 161
Nombre d'agressions	48
Nombre de déclenchements	67
Nombre de dépôts de plainte	12
Nombre de protections fonctionnelles	12
Nombre d'administrateurs	5
Nombre de gestionnaires	5
Nombre de saisine "doits d'accès"	5

Appréciation du matériel par les utilisateurs



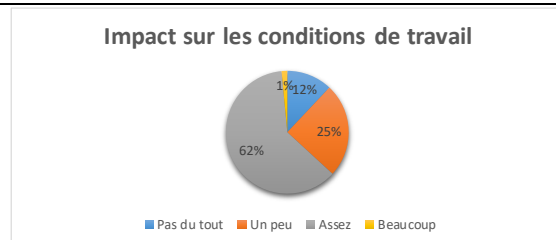
Perception du sapeur-pompier

L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 12% des cas

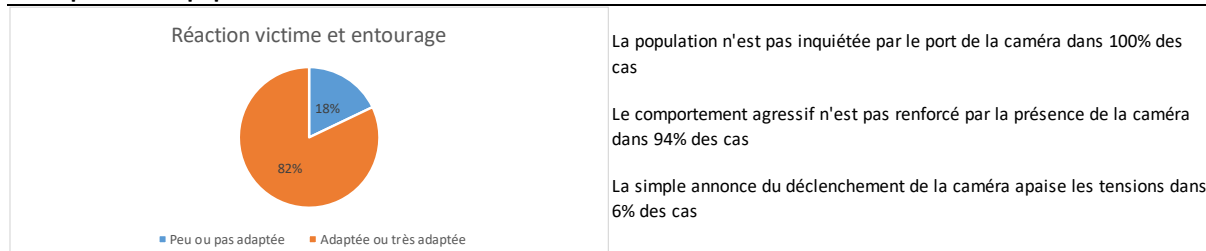
L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 2% des cas

L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 1% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 100% des cas



Perception de la population



O. Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

1. Contexte départemental

Le choix des CIS a permis d'expérimenter des profils de territoire variés. Les zones d'interventions couvertes représentent l'ensemble des typologies que l'on peut trouver dans le département des Yvelines (espaces ruraux, urbains, quartiers sensibles...).

La stratégie de déploiement s'est portée sur une caméra par VSAV des CIS expérimentateurs. Il a été imposé au chefs d'agrès l'emport de la caméra pour tout départ sur intervention. Une latitude a été laissée au CA des engins de lutte contre les incendies d'emporter un dispositif sur les interventions d'assistance aux victimes (ouverture de porte...).

Cinq centres de secours supplémentaires ont intégré le dispositif en avril 2021 afin d'enrichir les résultats de l'expérimentation. La phase de formation des effectifs de ces CIS est pratiquement réalisée à la date du 14/05/2021.

2. Le bilan

Depuis le début de l'expérimentation dans les Yvelines, voici le bilan concernant les 9 CIS supports :

- 63 189 interventions ;
- 126 déclenchements ;
- 2 agressions ;
- 2 dépôts de plainte.

Le port de la caméra n'a pas permis pour le moment d'identifier les auteurs d'une agression dans le département. Néanmoins, des situations tendues ont pu être désamorçées par leur présence. Les caméras incitent les victimes ainsi que l'ensemble des acteurs (SP, forces de l'ordre, SAMU...) à une plus grande mesure dans leurs propos et gestes.

Dans le contexte des interventions avec un contexte psychiatrique et en présence de victimes instables, elles ne permettent pas de faire baisser la tension. Leur présence permet cependant aux équipages d'être rassurés sur le fait que leurs actions ne seront pas déformées par la victime ou par son entourage.

Il reste encore un travail de formation et d'accompagnement pour que les caméras soient pleinement utilisées et dans le bon cadre. Nous assistons encore à de nombreux déclenchements « préventifs ». Si le déclenchement très en amont de l'enregistrement permet de broser le paysage de l'intervention, cette habitude entraîne une multiplication des enregistrements même en dehors d'un risque d'agression avéré ou susceptible de se produire.

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : l'accompagnement de la DGSCGC nous a permis de nous affranchir assez rapidement des obligations légales. Le dossier de base qui nous a été fourni a été un plus pour nous guider dans la démarche d'autorisation préfectorale. Par la suite, nous avons pu augmenter notre parc matériel sur une simple demande auprès de la préfecture. Le référent RGPD du SDIS a également été facilitateur pour nous permettre de répondre aux exigences de la CNIL.
- ✓ Technique : le SDIS 78 est satisfait du matériel et de la solution de stockage proposée par la société Axon. Une faiblesse a néanmoins été constatée sur les docks des Axon Body 2, premier modèle utilisé. La génération suivante est en cours d'évaluation dans les 5 CIS qui ont rejoint l'expérimentation.

- ✓ Opérationnel : lors d'une intervention, la caméra portée par l'équipage a été arrachée puis détruite. Si nous pouvons déplorer la perte matérielle, nous pouvons nous féliciter de l'option choisie d'une fixation aimantée. Celle-ci permet de limiter le risque d'un acharnement contre l'équipage afin de détruire des preuves vidéos.
Les caméras n'ont pas permis pour le moment de mettre en cause les auteurs d'une agression. Cela étant, l'habitude commence à être prise de notifier aux FO la présence d'un enregistrement lors des dépôts de plainte. Cette pratique permet de porter à leur connaissance ce dispositif et nous commençons à recevoir des réquisitions judiciaires portant sur les enregistrements d'intervention.
- ✓ Formation/humain : la formation est un enjeu important pour l'acceptation du dispositif. Les enregistrements, ou leur absence, mettent en évidence des faiblesses dans la maîtrise de l'outil. Ainsi, nous avons encore de nombreux déclenchement « préventifs ». Le dispositif, avec sa mémoire tampon d'une minute permettrait de s'affranchir d'un grand nombre de ces déclenchements. La caméra pourrait ainsi être déclenchée uniquement en cas d'agression avérée. Il faut tempérer ce propos par notre volonté d'inciter les équipages à déclencher facilement au moindre doute afin que le dispositif soit adopté. Enfin certains enregistrements démontrent une mauvaise maîtrise technique de l'outil.



4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique
 - La consolidation du dispositif par une loi autorisant définitivement les sapeurs-pompiers à utiliser ce dispositif permettrait de finaliser l'équipement de l'ensemble des CIS.
 - L'élargissement aux caméras embarquées dans les véhicules serait intéressant. Les équipages sont en effet régulièrement confrontés à des difficultés sur les trajets. De plus, dans les contextes de violences urbaines, ces enregistrements pourraient permettre d'identifier les auteurs d'agressions caractérisées.
- ✓ Technique
 - Il serait facilitateur de disposer sur ce modèle de caméra d'un système d'identification du porteur. Cela permettrait de fiabiliser l'identification de l'équipage dans le cadre des obligations imposées par la CNIL.
 - Une implémentation dans le SGO afin de rattacher automatiquement la caméra à une opération de secours, notamment son numéro assurerait un suivi encore plus fin.
 - Enfin, il faut développer la caméra comme un outil de formation et de retour d'expérience. C'est un moyen de captation qui permet, au-delà de protéger les SP, de les faire progresser. Faisons d'une pierre deux coups.
- ✓ Opérationnel : les caméras pourraient être étendues à l'ensemble des moyens du SDIS. Tout équipage lors de toute mission peut être la cible d'une agression. Les officiers notamment, seuls dans leurs véhicules, sont ainsi des cibles pour le dispositif. Les engins de lutte contre l'incendie le sont également clairement dans leurs missions d'assistance aux victimes (ouverture de porte...) ou dans des zones dites « sensibles ».

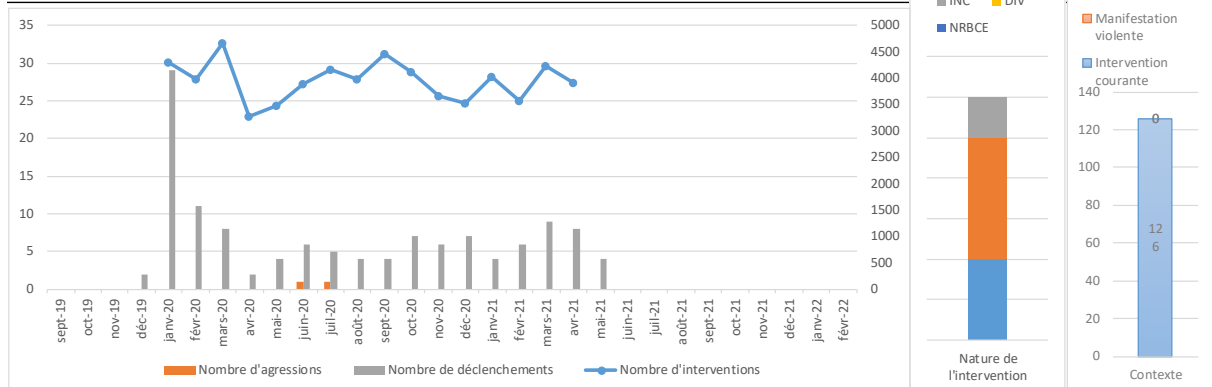
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Yvelines

Données comprises entre le 30/12/19 et 13/05/21

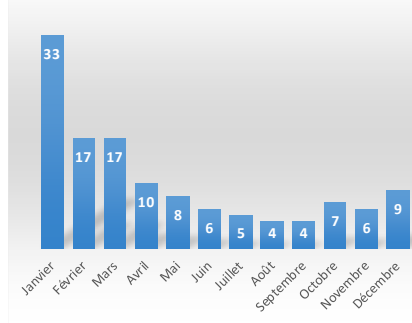
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,20%	80%	2%	0%	100%

 34	 14
Nombre de caméra	Nombre de centre de

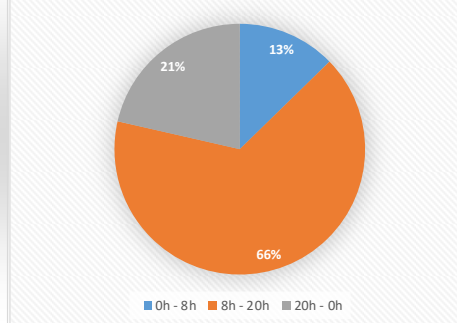
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



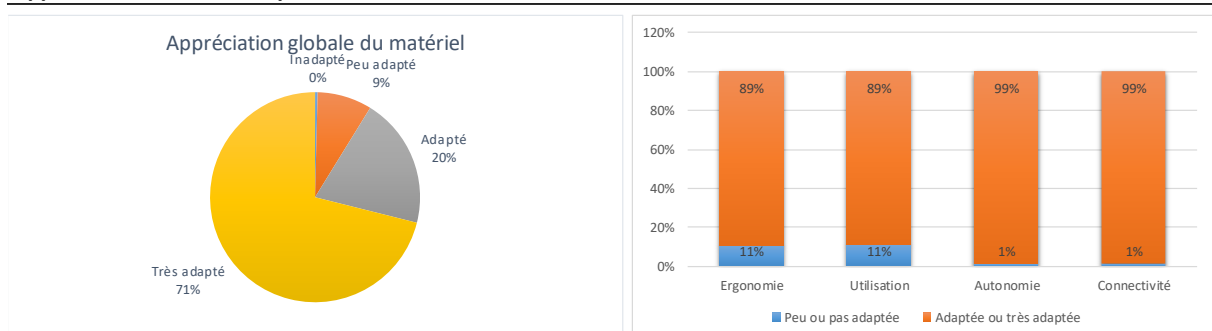
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	63 189
Nombre d'agressions	2
Nombre de déclenchements	126
Nombre de dépôts de plainte	2
Nombre de protections fonctionnelles	2
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	4
Nombre de saisine "doits d'accès"	1

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

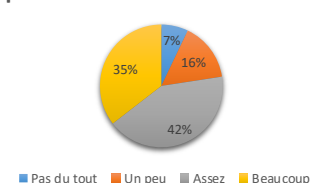
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 57% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

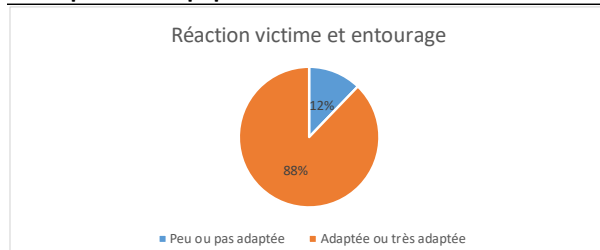
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 89% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



La population n'est pas inquiétée par le port de la caméra dans 91% des cas

Le comportement agressif n'est pas renforcé par la présence de la caméra dans 96% des cas

La simple annonce du déclenchement de la caméra apaise les tensions dans 46% des cas

P. Service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse

1. Contexte départemental

Soucieux de la sécurité de ses agents et compte tenu du nombre grandissant des agressions dont ils font l'objet, le SDIS 84 s'est porté candidat pour intégrer le groupe des SIS volontaires ayant choisi d'expérimenter le port de caméras individuelles en interventions.

En décembre 2019, sous l'impulsion du groupe de travail « Prévention des Agressions des Sapeurs-Pompiers en Intervention (P.A.S.P.I.), 4 centres d'incendies et de secours du département, dont l'activité opérationnelle fait ressortir un nombre significatif d'agressions, ont été équipés de caméras individuelles. Dotation de 10 équipements sur le CSP Avignon, 4 sur Carpentras, 4 sur Orange et 4 sur Cavaillon.

Emport systématique lors départ d'un :

- VSAV, quelle que soit la nature de l'intervention
- FPT ou FPTL pour :
 - Feu de VL
 - Feu de poubelles
 - Feu sans indication
- FPT du groupe extraction :
 - A raison d'une caméra par FPT (1 pour Orange, 1 pour Avignon)

En fonction du niveau de vigilance urbaine (à partir de jaune) ou sur demande du chef de groupe (si information particulière) pour :

- Tout départ incendie urbain
- Toute intervention diverse

S'il reste une caméra disponible au centre, le chef de groupe pourra s'en équiper si la situation le justifie. Les caméras sont disponibles sur des racks de chargement situés en salle opérationnelle.

2. Le bilan

L'augmentation en 2019 du nombre d'incivilité pourrait s'expliquer par une plus grande implication des personnels dans la remontée d'information suite à la campagne d'information et de sensibilisation sur les agressions envers les sapeurs-pompiers. (Création du PASPI ...).

La baisse de l'activité opérationnelle en 2020, suite à la crise sanitaire de la COVID 19, peut aussi expliquer la diminution sensible enregistrée au cours de cette année.

Les incivilités sont majoritairement caractérisées par des insultes (voir des injures) associées une fois sur deux à une agression physique (ou tentative d'agression).

Malheureusement, à l'instar des interventions du 25 décembre 2020 sur la commune de Carpentras (tirs de balles sur un VSAV) et celle du 11 mars 2021 sur la commune de Monteux (agression à l'arme blanche de 2 SP) les sapeurs-pompiers ne sont pas à l'abri d'une réaction disproportionnée des agresseurs qui n'hésitent plus à user d'armes.

L'utilisation des caméras est maintenant acceptée et jugée dissuasive par la majorité du personnel. Toutefois au vu des statistiques et des retours terrain, un travail pédagogique et d'accompagnement est indispensable pour renforcer l'implication des personnels dans l'utilisation des caméras. Afin d'y arriver, la formation peut s'avérer être un des leviers notamment par l'acquisition d'un logiciel formation et la mise en place de simulation (Mises en situation professionnelles).

Il est important également de fiabiliser nos données statistiques par un suivi plus rigoureux de notre dispositif.

Le matériel est globalement satisfaisant. Un bémol pour notre harnais de fixation qui n'est pas des plus ergonomique. La demande d'acquisition d'un gilet tactique est régulièrement évoqué par le personnel

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : aujourd'hui, nous n'avons plus de retour de difficultés pour nos agents de déposer une plainte dans les commissariats ou gendarmeries. Nous constatons de façon nette une priorisation des actions judiciaires à l'encontre des agresseurs des sapeurs-pompiers et une volonté de sanctions exemplaires.
- ✓ Technique :
 - Notre baudrier de fixation n'est pas des plus apprécié il est même jugé dangereux pour certains car il offrirait la possibilité à un agresseur abordant le pompier par l'arrière de l'étrangler.
 - L'emplacement des caméras dans les CSP de l'expérimentation serait peu pratique, générant oublis ou perte de temps pour les récupérer.
 - Prendre la caméra en partant en intervention est chronophage car cela implique avant chaque départ en intervention de saisir un code permettant de la rattacher à un agent nominalement.
- ✓ Opérationnel : comme énoncé précédemment, les caméras piétons ne sont pas emportées systématiquement sur les interventions comme prévu par notre note de service interne . Par exemple sur l'événement Carpentrasien récent, les pompiers n'avaient pas la caméra. De nombreuses « raisons » sont annoncées par les utilisateurs parmi lesquelles :
 - La caméra serait un moyen de surveiller le comportement des agents.
 - Peur que leur présence, fasse à elle seule dégénérer ou aggraver une situation.
- ✓ Formation/humain : absence de logiciel permettant de voir ce qui est filmé.

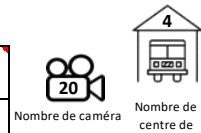
4. Les proposition d'amélioration

- ✓ Juridique : maintenir les bons contact Force de l'ordre/ parquet.
 - Rencontre annuelle interservices.
 - Etre réactif lors d'évènements marquants sur intervention (retour d'information rapide)
- ✓ Technique : t
 - Tester de nouveaux système d'attache caméra / prospective sur gilet tactique
 - Réaliser des tests permettant d'analyser la qualité des images filmées dans différentes configurations (atmosphère sombre/ très éclairée,...).
 - Réaliser des extractions de films régulièrement pour contrôler la qualité des images.
- ✓ Opérationnel :
 - Campagne de communication interne pour augmenter l'utilisation des caméras.
 - Ecriture de retours d'expérience sur les interventions de Carpentras et Monteux.
 - Elaboration de fiches de doctrines complémentaire.
 - Accompagnement plus important des référents « caméras » au sein des CIS participant à l'expérimentation
- ✓ Formation :
 - Achat d'un logiciel formation permettant de visualiser les vidéos lors des FMA
 - Etablir des mises en situation professionnelle susceptibles d'être rencontrés sur intervention. Thématique INC, SAP...

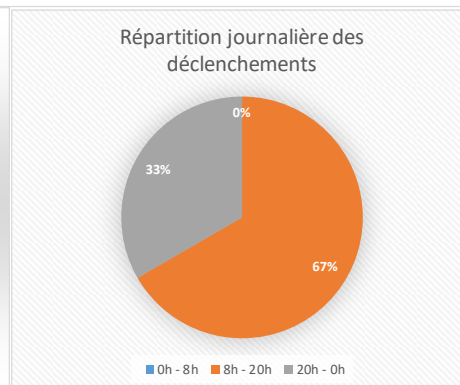
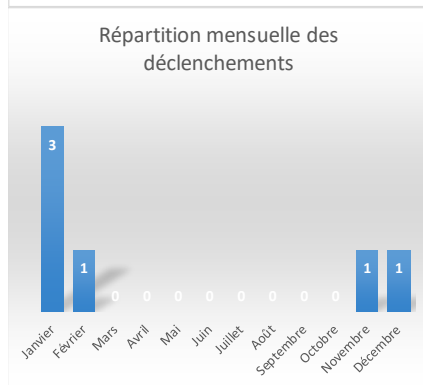
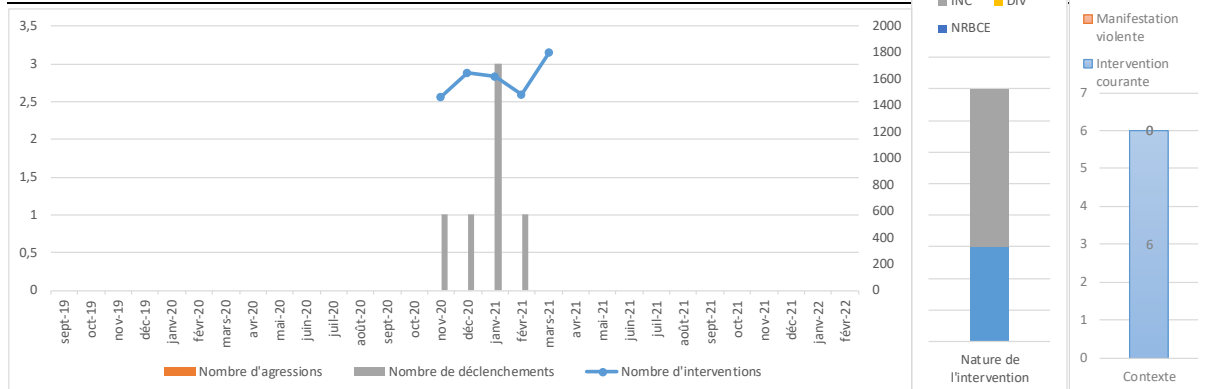
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Vaucluse

Données comprises entre le 05/11/20 et 22/02/21

Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,07%	33%	0%	0%	#DIV/0!



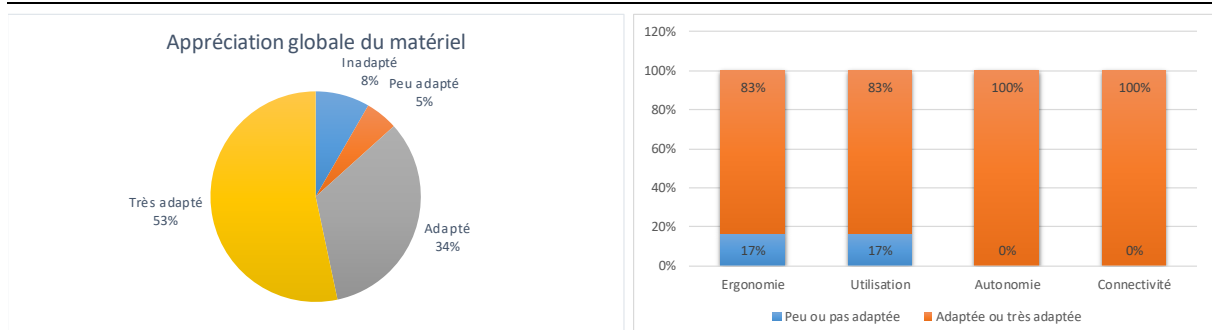
Contexte général



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	8 024
Nombre d'agressions	0
Nombre de déclenchements	6
Nombre de dépôts de plainte	0
Nombre de protections fonctionnelles	0
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	10
Nombre de saisine "doits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



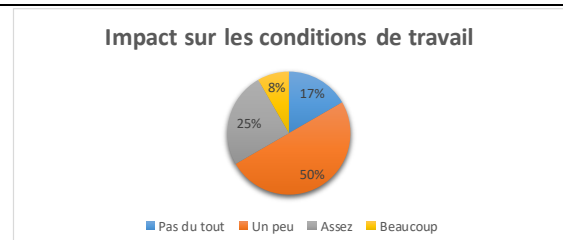
Perception du sapeur-pompier

L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 17% des cas

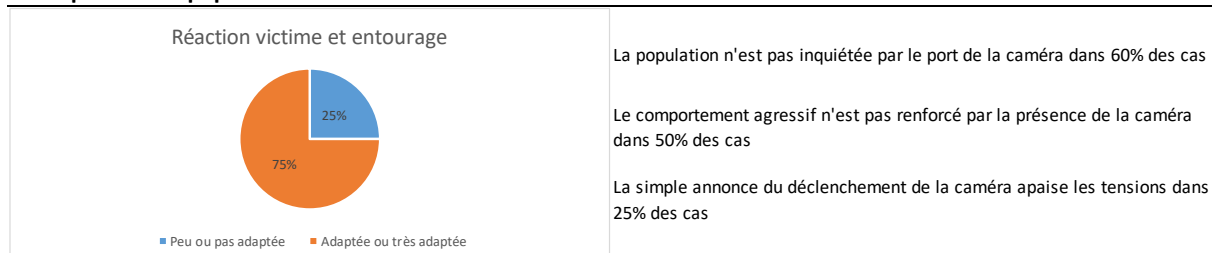
L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 75% des cas



Perception de la population



Q. Service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise

1. Contexte départemental

Le SDIS du val d'Oise est depuis toujours attaché à la sécurité de ses agents sur opérations. Régulièrement confronté à des épisodes de violences urbaines (1990, 2005 et 2007 pour celles qui ont particulièrement marqué les esprits) et pour lesquelles des mesures de prévention ou de protection sont inscrites dans les procédures opérationnelles, la prise en compte des violences et incivilités du quotidien, toujours trop nombreuses, demeure un souci permanent pour l'établissement.

Néanmoins celui-ci s'est toujours montré proactif pour accompagner les agents en cas d'agression que ce soit lors du dépôt de plainte ou de leur assurer une protection fonctionnelle systématique. Parallèlement des mesures de coopération inter services avec les forces de l'ordre (FO) ont contribué par le biais d'exercices communs et d'une prise en compte de l'exposition des sapeurs-pompiers, à une plus grande réactivité des FO sur opérations et à une facilitation des démarches administratives lors des dépôts de plainte. Ce partenariat s'est traduit par la signature d'un protocole de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers en intervention entre le SDIS, la DDSP et le GGD en 2015.

C'est donc tout naturellement que le SDIS 95 s'est montré particulièrement intéressé par un dispositif à même de contribuer à la prévention des agressions ou, le cas échéant, d'aboutir à l'identification des auteurs lorsque la DGSCGC a lancé un appel à candidater sur la phase d'expérimentation des caméras piéton.

A la parution du décret, les démarches de demande d'autorisation de mise en œuvre ont été lancées et dès le mois d'octobre 2019, 9 centres d'incendie et de secours ont été équipés de 2 caméras pour une utilisation prioritaire et un port obligatoire lors des interventions SUAP. Cependant, il n'est pas exclu qu'en certaines occasions de fortes tensions, une caméra soit mise à disposition d'autres agrès et en particulier les FPT.

Le choix des centres d'incendie et de secours participant à l'expérimentation a été motivé par le volume d'interventions SUAP qu'ils réalisent au quotidien et le nombre d'agressions dont ils avaient fait l'objet les années précédentes.

La phase de test s'est opérée en 2 temps afin de pouvoir déterminer la doctrine la plus efficiente :

- La première année, 2 caméras étaient présentes dans chacune des VSAV.
- Depuis fin 2020, seul l'équipier dispose de la caméra.

Enfin, compte tenu des retours majoritairement positifs, décision a été prise de compléter le dispositif de 20 caméras supplémentaires à destination de 10 nouveaux CIS. Outre le fait que le nombre de SP bénéficiant du dispositif sera doublé, le SDIS sera en mesure de contribuer plus largement à l'expérimentation nationale dans l'attente d'une généralisation souhaitable.

2. Le bilan

Il est difficile de comparer l'évolution puisque dans les chiffres que nous remontons ne sont pris en compte que les agressions ayant eu lieu en présence de caméras (utilisées ou non).

Depuis octobre 2019, le SDIS recense 23 déclenchements de caméras qui ont donné lieu à 14 déclenchements suivis d'un dépôt de plainte.

Les vidéos ont été réquisitionnées à 3 reprises.

S'il est difficile de mesurer l'impact de la présence des caméras sur opération quant au fait qu'elles dissuadent de passer à l'acte, il s'avère que les retours montrent qu'elles sont plutôt

de nature à faire baisser les tensions (hormis les situations particulières liées à l'alcoolisme ou aux troubles psychiatriques).

3. Les difficultés rencontrées

- ✓ Juridique : la mise à disposition des vidéos ne semble pas de nature à faire accélérer les procédures.
- ✓ Technique : matériel fiable. Il convient néanmoins d'intégrer que les matériels portatifs se multiplient pour les équipages (portatif, tablette, caméra,...) et que l'ergonomie générale nécessite d'être prise en compte.
- ✓ Opérationnel : hormis pendant la phase aigüe de la COVID où il a été nécessaire de privilégier le port des EPI spécifiques à celui de la caméra, aucune difficulté opérationnelle n'est apparue.
- ✓ Formation/humain : la formation est très simple et l'acculturation vient assez facilement après une phase de sensibilisation (qu'il convient de renouveler ponctuellement).

4. Les propositions d'amélioration

- ✓ Juridique : la systématisation du versement des images au dossier lors des dépôts de plainte apporterait davantage de crédit au dispositif.
- ✓ Technique : il apparaît indispensable de développer des gilets tactiques adaptés au port des différents équipements portatifs à disposition des équipages VSAV.

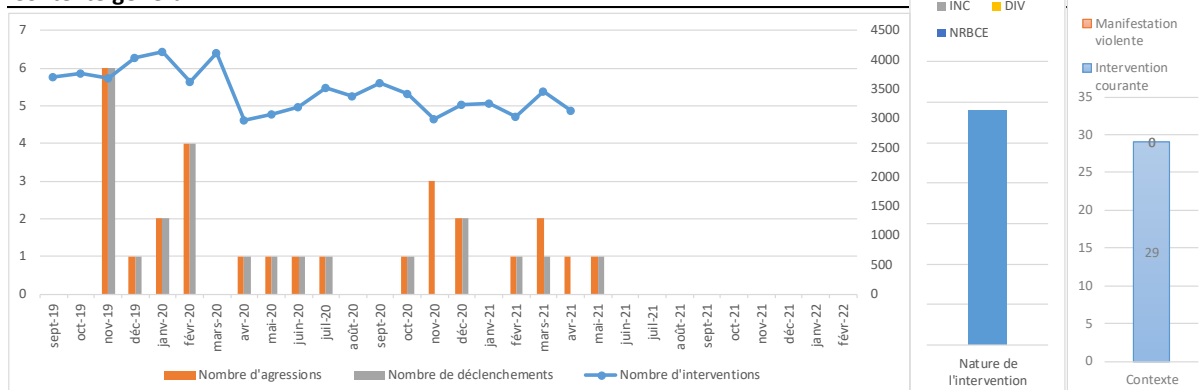
Expérimentation des caméras individuelles - Service d'incendie et de secours de Val d'Oise

Données comprises entre le 06/11/19 et 12/05/21

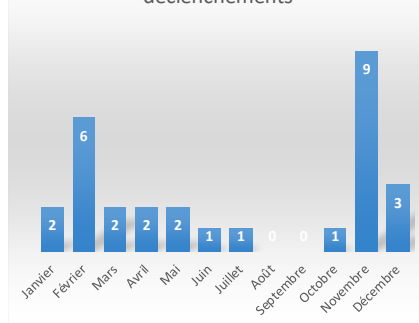
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,03%	51%	61%	100%	100%



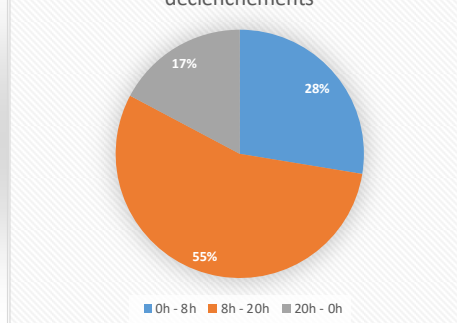
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



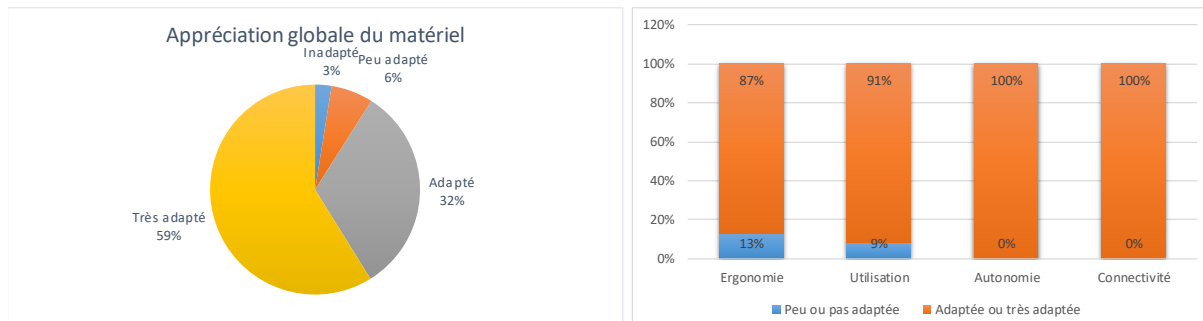
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	69 344
Nombre d'agressions	28
Nombre de déclenchements	23
Nombre de dépôts de plainte	14
Nombre de protections fonctionnelles	14
Nombre d'administrateurs	4
Nombre de gestionnaires	15
Nombre de saisine "droits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

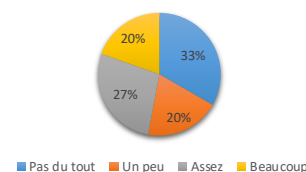
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 50% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 17% des cas

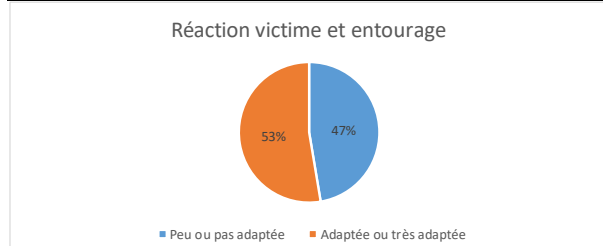
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 19% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 86% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



La population n'est pas inquiétée par le port de la caméra dans 74% des cas

Le comportement agressif n'est pas renforcé par la présence de la caméra dans 80% des cas

La simple annonce du déclenchement de la caméra apaise les tensions dans 26% des cas

R. Brigade de sapeurs-pompiers de Paris

1. Contexte départemental

Le contexte de l'augmentation constante des agressions sur le secteur interdépartemental de la BSPP depuis 2018, ainsi que le décès tragique du CPL Henry par agression à l'arme blanche en 2018 ont conforté la volonté de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris de s'inscrire dans le dispositif d'expérimentation des caméras-piétons.

Une première phase de déploiement a permis de décider du modèle de caméra à retenir ; la deuxième phase a permis d'équiper l'ensemble des centres de secours avec un total de 200 caméras déployées sur l'ensemble du secteur de la brigade. La caméra est affectée au VSAV et portée par le chef d'agrès ; elle peut également être emportée par le chef d'agrès d'un engin pompe sonné pour un code motif d'appel « crise nerveuse ».

2. Le bilan

A ce jour la BSPP recense au total 85 déclenchements de caméra, sachant que le déploiement n'a été finalisé qu'au cours du 3ème trimestre 2020. Sur ces 85 déclenchements, on comptabilise 33% de dépôts de plainte et 4% de ces enregistrements ont été transmis pour action répressive.

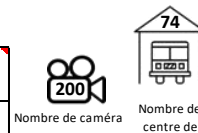
La jeunesse du dispositif ne permet pas encore à la BSPP de disposer d'un véritable retour d'expérience analysant les caractéristiques des situations d'agression avant et après dotation de caméras.

3. Les difficultés rencontrées

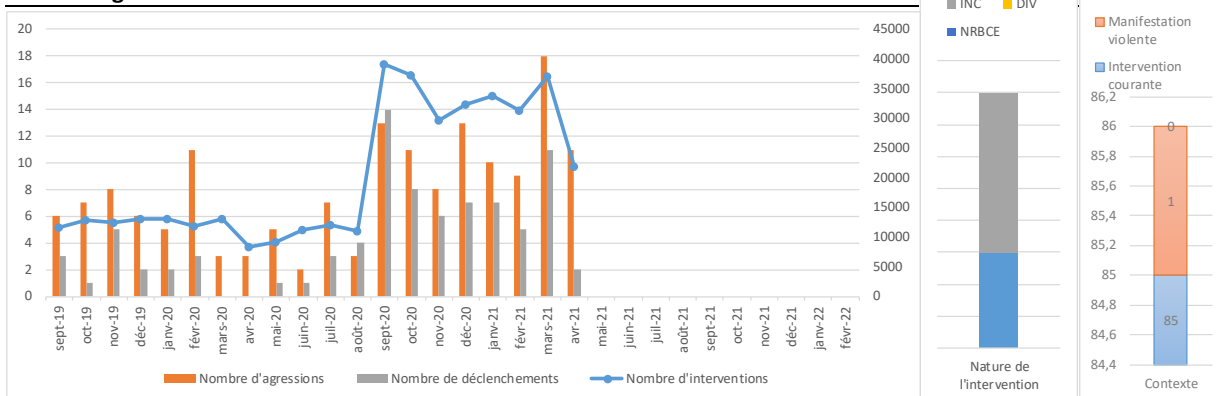
La principale difficulté opérationnelle relevée dans l'action du SP est de savoir apprécier le moment opportun pour déclencher l'enregistrement, qui implique de savoir distinguer un comportement violent d'une agression. Sur le terrain la rapidité de l'action et du passage de la violence à l'agression se solde par une forte proportion de cas dans lesquels le sapeur estime n'avoir pas eu le temps de la déclencher (65% des cas).

4. Les propositions d'amélioration

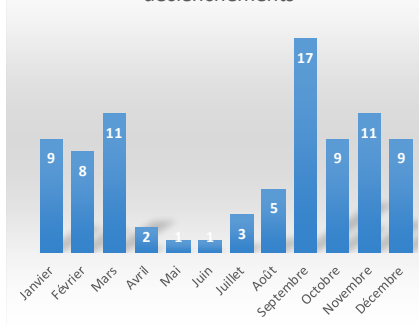
Insécurité potentielle ou avérée	Action préventive	Dépôt de plainte	Action répressive	Protection fonctionnelle
0,02%	39%	33%	4%	100%



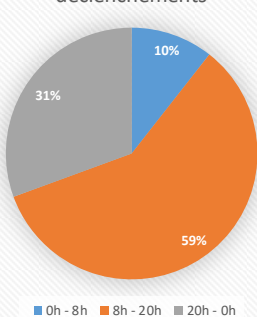
Contexte général



Répartition mensuelle des déclenchements



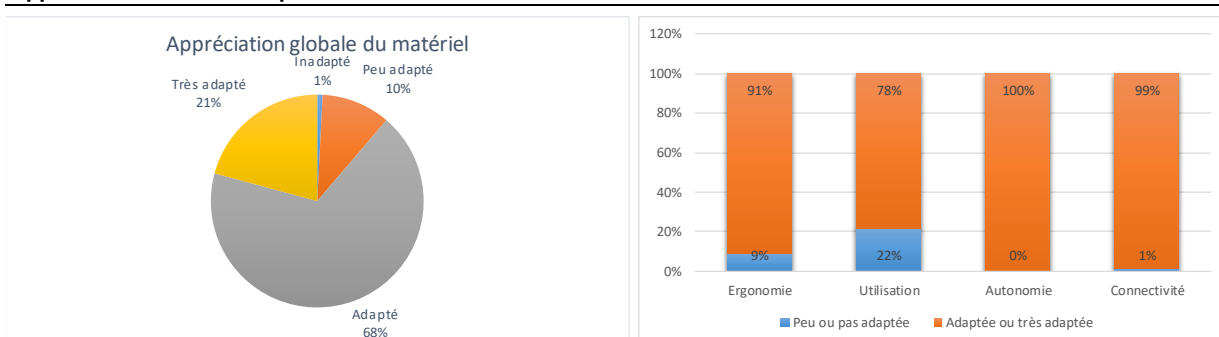
Répartition journalière des déclenchements



Autres chiffres clés

Nombre d'interventions	402 051
Nombre d'agressions	159
Nombre de déclenchements	85
Nombre de dépôts de plainte	28
Nombre de protections fonctionnelles	28
Nombre d'administrateurs	2
Nombre de gestionnaires	12
Nombre de saisine "doits d'accès"	0

Appréciation du matériel par les utilisateurs



Perception du sapeur-pompier

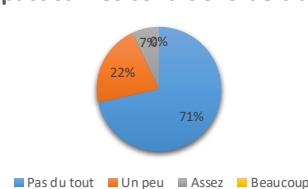
L'utilisateur n'a pas eu le temps d'annoncer le déclenchement de l'enregistrement dans 0% des cas

L'utilisateur n'a pas pensé à déclencher l'enregistrement dans 0% des cas

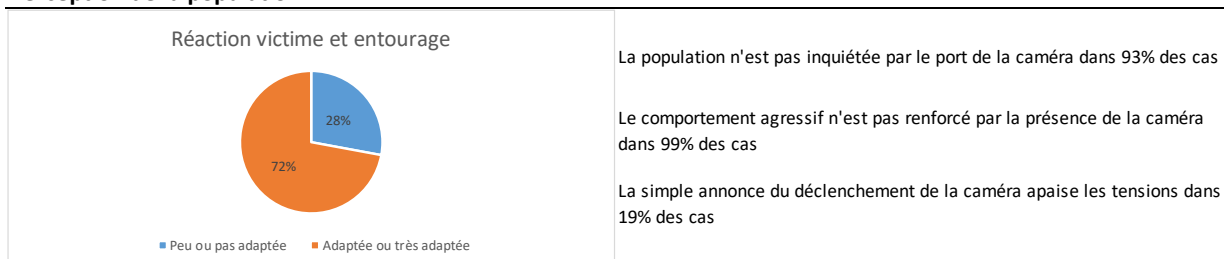
L'utilisateur n'a pas eu le temps de déclencher l'enregistrement dans 65% des cas

L'utilisateur estime ne pas porter atteinte à la vie privée de la victime ou des tiers dans 98% des cas

Impact sur les conditions de travail



Perception de la population



VII. Annexes

Annexe n°1 - Note aux préfets

Annexe n°2 - Note aux présidents de conseil d'administration

Annexe n°3 - Le cahier des clauses techniques particulières

Annexe n°4 - Dossier technique de présentation du traitement

Annexe n°5 - Engagement de conformité – Cerfa 13810*03

Annexe n°6 - Analyse d'impact relative à la protection des données

Annexe n°7 - Arrêté type d'autorisation

Annexe n°8 - Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimental des caméras mobiles en dotation dans les SIS

Annexe n°9 – Vadémécum pour la saisie de données

A. Annexe n°1 - Note aux préfets



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES

DIRECTION DES SAPEURS-POMPIERS
Sous-direction de la doctrine et des ressources humaines
Bureau de la doctrine, de la formation et de l'équipement
DGSCGC/SDDRH/BDFE/FG/2019/W⁹³⁶
Affaire suivie par : François GROS
Tél. : 01 72 71 66 14
francois.gros@interieur.gouv.fr

Paris, le

24 JUL. 2019

Le ministre de l'intérieur

à

Monsieur le préfet de police de Paris

Monsieur le préfet de police des Bouches du Rhône

Mesdames et messieurs les préfets de département

Objet : Expérimentation des caméras individuelles par les sapeurs-pompiers

Réf : Décret n°2019-743 en date du 17/07/2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions

P.J.1 : Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimentale des caméras mobiles en dotation dans les SIS

P.J.2 : Dossier technique de présentation du traitement

P.J.3 : Engagement de conformité – Cerfa 13810*03

P.J.4 : Analyse d'impact relative à la protection des données

P.J.5 : Arrêté type d'autorisation

Dans un contexte d'augmentation des violences commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, le Parlement a adopté la loi n°2018-697 le 03 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique. Cette loi ouvre la voie de l'expérimentation par les sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et des marins-pompiers de Marseille, dans les conditions fixées par le décret visé en référence.

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60

ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr

Dans ce cadre les autorités de gestion des services d'incendie et de secours (SIS) définies à l'article 2 du décret susmentionné ont vocation à solliciter votre autorisation préalable afin d'avoir recours aux caméras individuelles.

Pour accompagner cette expérimentation un groupe de travail regroupant les 11 services d'incendie et de secours¹ qui ont manifesté leur volonté d'expérimenter le dispositif a été constitué. Il a permis d'élaborer notamment une doctrine d'emploi (P.J. n°1) et un cahier des clauses techniques particulières commun. Ce groupe de travail évolue en comité de suivi afin d'élaborer les indicateurs qui permettront au Gouvernement de rendre compte au Parlement à l'issue de la période d'expérimentation.

1- L'expérimentation

1.1- Les finalités du décret

L'expérimentation a pour objet de prévenir les incidents que constituent les violences et agressions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, de collecter des preuves si malgré tout elles surviennent et de contribuer à former les agents.

1.2- Le cadre de l'utilisation

Le déclenchement des caméras ne peut intervenir que lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril l'intégrité physique des sapeurs-pompiers, eu égard aux circonstances de l'intervention ou aux comportements des personnes.

Les images et sons captés ne peuvent être visionnés par l'utilisateur de la caméra, ni transmis en temps réel à distance.

Les images et sons sont conservés pendant 6 mois.

Les identifications d'accès au traitement par les gestionnaires et administrateurs du système sont conservées pendant 36 mois, puis effacées automatiquement.

1.3- Durée de l'expérimentation et bilan

L'expérimentation court juridiquement depuis le 5 février 2019 (6 mois après la publication de la loi) et jusqu'au 5 février 2022. Elle ne sera toutefois effective sur le terrain qu'après avoir été autorisée par vos soins.

Le bilan réalisé par l'autorité de gestion ayant sollicité votre autorisation, sur la base des indicateurs préalablement définis par le comité de suivi, devra être transmis sous votre couvert, au ministre de l'intérieur au plus tard le 05 juin 2021.

¹ Liste disponible en annexe

2- La procédure d'autorisation

La demande d'autorisation est formulée par l'autorité de gestion du service d'incendie et de secours, soit selon les cas :

- le président du Conseil d'administration du service d'incendie et de secours (SDIS, SDMIS ou SIS de Corse) ;
- le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ;
- le Maire de Marseille.

Cette demande d'autorisation comporte un dossier technique (P.J. n°2), un engagement de conformité (P.J. n°3) à l'acte réglementaire unique constitué par le décret 2019-743 et les modalités et conditions locales de mise en œuvre complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données (P.J. n°4) fournie par le ministère de l'intérieur à la CNIL.

J'attire votre attention sur ce dernier document qui doit être élaboré par le délégué à la protection des données (DPD) du service d'incendie et secours, sous la responsabilité du Président du conseil d'administration qui assure la fonction de responsable du traitement, au sens du 7) de l'article 4 du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit RGPD.

Compte tenu de la nature du traitement, susceptible de porter atteinte aux libertés individuelles, les images et sons captés ne peuvent être visionnés que par un nombre limité d'acteurs. Ils relèvent de deux catégories. D'une part, le chef de corps et son adjoint autorisés par le décret, d'autre part les agents individuellement désignés et habilités par ces derniers pour permettre la mise en œuvre du dispositif dénommés gestionnaires et administrateurs. Enfin, ces données peuvent être destinées aux officiers et agents de police judiciaire, à l'inspection générale de la sécurité civile, à l'autorité de gestion exerçant le pouvoir disciplinaire et aux agents en charge de la formation à la condition pour cette dernière catégorie d'agents d'avoir été anonymisées.

Vous veillerez à ce que le nombre de gestionnaires et d'administrateurs du système, qui constituent les agents susceptibles d'accéder au traitement, soit strictement limité aux besoins et fassent l'objet d'une procédure formelle de désignation et d'habilitation régulièrement mise à jour.

Un modèle d'arrêté d'autorisation à l'utilisation des caméras individuelles par les sapeurs-pompiers est joint à la présente note (P.J. n°5).

Mes services, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, direction des sapeurs-pompiers, sous-direction de la doctrine et des ressources humaines, bureau de la doctrine de la formation et des équipements (Colonel hors classe François GROS - francois.gros@interieur.gouv.fr - 01.72.71.66.14), se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce dossier.


Jacques WITKOWSKI



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES

DIRECTION DES SAPEURS-POMPIERS

Sous-direction de la doctrine et des ressources humaines

Bureau de la doctrine, de la formation et de l'équipement

DGSCGC/SDDRH/BDFE/FG/2019/N° 219

Affaire suivie par : François GROS

Tél. : 01 72 71 66 14

francois.gros@interieur.gouv.fr

Paris, le

24 JUL. 2019

Le ministre de l'intérieur

à

Messieurs les présidents de Conseil d'administration des services d'incendie et de secours

Monsieur le général commandant la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris

Monsieur le maire de Marseille

Objet : Expérimentation des caméras individuelles par les sapeurs-pompiers

Réf : Décret n°2019-743 en date du 17/07/2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions

PJ.1 : Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimentale des caméras mobiles en dotation dans les SIS

PJ.2 : Dossier technique de présentation du traitement

PJ.3 : Engagement de conformité – Cerfa 13810*03

PJ.4 : Analyse d'impact relative à la protection des données

Dans un contexte d'augmentation des violences commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, le Parlement a adopté la loi n°2018-697 le 03 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique. Cette loi ouvre la voie de l'expérimentation par les sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et des marins-pompiers de Marseille, dans les conditions fixées par le décret visé en référence.

Il vous appartient donc, en tant qu'autorités de gestion d'un service d'incendie et de secours (SIS), de solliciter le représentant de l'État dont relève votre SIS en application des dispositions de l'article 2 du décret susmentionné.

Pour accompagner cette expérimentation un groupe de travail regroupant les 11 services d'incendie et de secours qui ont manifesté leur volonté d'expérimenter le dispositif a été constitué. Il a permis d'élaborer notamment une doctrine d'emploi (P.J. n°1) et un cahier des clauses techniques particulières commun. Ce groupe de travail évolue en comité de suivi afin d'élaborer les indicateurs qui permettront au Gouvernement de rendre compte au Parlement à l'issue de la période d'expérimentation.

1- L'expérimentation

1.1- Les finalités du décret

L'expérimentation a pour objet de prévenir les incidents que constituent les violences et agressions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, de collecter des preuves si malgré tout elles surviennent et de contribuer à former les agents.

1.2- Le cadre de l'utilisation

Le déclenchement des caméras ne peut intervenir que lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril l'intégrité physique des sapeurs-pompiers, eu égard aux circonstances de l'intervention ou aux comportements des personnes.

Les images et sons captés ne peuvent être visionnés par l'utilisateur de la caméra, ni transmis en temps réel à distance.

Les images et sons sont conservés pendant 6 mois.

Les identifications d'accès au traitement par les gestionnaires et administrateurs du système sont conservées pendant 36 mois, puis effacées automatiquement.

1.3- Durée de l'expérimentation et bilan

L'expérimentation court juridiquement depuis le 5 février 2019 (*6 mois après la publication de la loi*) et jusqu'au 5 février 2022. Elle ne sera toutefois effective sur le terrain qu'après avoir été autorisée par le préfet dont relève le SIS.

Le bilan réalisé par l'autorité de gestion ayant sollicité l'autorisation préfectorale, sur la base des indicateurs préalablement définis par le comité de suivi, devra être transmis sous couvert du préfet dont relève le SIS, au ministre de l'intérieur au plus tard le 05 juin 2021.

2- La procédure d'autorisation

La demande d'autorisation est adressée au représentant de l'État dans le département défini, à l'article 2 du décret susmentionné :

- le préfet de département pour les SDIS, le SDMIS et les SIS de Corse ;
- le préfet de police de Paris pour la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ;
- le préfet de police des Bouches du Rhône pour le bataillon de marins-pompiers de Marseille.

Cette demande d'autorisation comporte un dossier technique (P.J. n°2), un engagement de conformité (P.J. n°3) à l'acte réglementaire unique constitué par le décret 2019-743 et les modalités et conditions locales de mise en œuvre complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données (P.J. n°4) fournie par le ministère de l'intérieur à la CNIL.

Je souhaite attirer votre attention sur la nécessité d'apporter le plus grand soin à la rédaction des éléments relatifs aux modalités et conditions locales de mise en œuvre du traitement, complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel adressée à la Commission nationale de l'informatique et des libertés par le ministère de l'intérieur avec la demande d'avis sur les dispositions du présent décret, conformément au 3° du II de l'article 2. Ce document qui doit être élaboré par le délégué à la protection des données (DPD) du service d'incendie et secours, sous votre responsabilité en qualité de responsable du traitement selon les dispositions du 7) de l'article 4 du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit RGPD, est susceptible d'engager votre responsabilité.

Enfin, compte tenu de la nature du traitement, susceptible de porter atteinte aux libertés individuelles, la sécurité du système d'information au sein duquel sera implémentée l'application en local ou chez un tiers doit faire l'objet d'une attention particulière tant au plan logiciel, que matériels ou de sécurisation des accès physiques.

Mes services, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, direction des sapeurs-pompiers, sous-direction de la doctrine et des ressources humaines, bureau de la doctrine de la formation et des équipements (Colonel hors classe François GROS - francois.gros@interieur.gouv.fr - 01.72.71.66.14), se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce dossier


Jacques WITKOWSKI

S O M M A I R E

1 – DEFINITION DU BESOIN	3
1.1 DEFINITIONS DU BESOIN	3
1.2 DEFINITIONS TECHNIQUES	3
1.3 DEFINITIONS DES POSTES	4
2 – POSTE 1 ACQUISITION DE CAMERAS PIETONS INDIVIDUELLES ET PRESTATIONS ASSOCIEES	4
2.1 INTRODUCTION	4
2.2 GENERALITES DU SYSTEME	5
2.3 PARTIE CAMERA	5
2.4 PARTIE PRISE DE SON	5
2.5 PARTIE ENREGISTREMENT	6
2.6 PARTIE STOCKAGE - DECHARGEMENT	6
2.7 PARTIE ALIMENTATION	7
2.8 PARTIE FIXATION DE LA CAMERA SUR L'UTILISATEUR	7
2.9 PARTIE ACCESSOIRES	7
2.10 PARTIE INTERFACE DE PROGRAMMATION	8
2.11 FORMATIONS	8
3 – POSTE 2 PROGICIEL DE DECHARGEMENT ET D'EXPLOITATION DES DONNEES VIDEOS	8
3.1. ARCHITECTURE GLOBALE ET SCENARIOS	8
SCENARIO 1 « DECHARGEMENT DES DONNEES »	9
SCENARIO 2 « EXPLOITATION DES DONNEES »	10
SCENARIO 3 « GESTION DES DONNEES »	10
SCENARIO 4 « ADMINISTRATION »	10
3.2. APPLICATION DE DECHARGEMENT ET D'EXPLOITATION	10
3.3. FORMATIONS	12

1 — DEFINITION DU BESOIN

1.1 DEFINITIONS DU BESOIN

Les caméras mobiles mises en service au sein des services d'incendie et de secours s'inscrivent dans une démarche expérimentale de prévention des incidents et de protection des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires et des militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille, ci-après dénommés sapeurs-pompiers.

Les sapeurs-pompiers recherchent des solutions de capture d'images et de sons pour un port individuel.

Elles peuvent être utilisées lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.

Le système visé, compact, portable, robuste et à usage piéton, a pour finalité première le compte-rendu filmé de situations de violences auxquelles sont confrontés les sapeurs-pompiers en intervention, en extérieur comme en intérieur, de jour comme de nuit.

Ces caméras doivent aider à l'apaisement des rapports sapeurs-pompiers/population et l'utilisation des images peut se faire à des fins judiciaires ou pour réaliser des actions de formation.

Le système doit être d'emploi simple et de mise en œuvre rapide sur différents supports.

1.2 DEFINITIONS TECHNIQUES

- « **Matériel** », « **équipement** » ou « **système** » désigne indifféremment les mots « caméras », « enregistreur » ainsi que les éléments directement associés (objectifs, écrans, connectiques, supports de stockage) à l'exception des ordinateurs portables ou fixes utilisés pour le paramétrage, le contrôle à distance et le visionnage des images.
- « **Caméra** » désigne l'ensemble capteur d'image avec son électronique de proximité et son objectif.
- « **Mode veille** » l'appareil est allumé et effectue le pré-enregistrement.
- « **Mode enregistrement** » l'appareil garde en mémoire le pré-enregistrement et enregistre l'évènement.
- « **Logiciel** » désigne l'ensemble des outils logiciels associés permettant le bon fonctionnement des équipements fournis par le titulaire. Exemples : systèmes d'exploitation intégré à un enregistreur, système de gestion des images, pilotes, codec vidéo, applicatif de configuration...
- « **Documentation** » désigne l'ensemble des manuels liés aux différents matériels et logiciels ainsi que la documentation d'installation et d'exploitation des différents composants des équipements acquis.

Il existe 2 types d'exigences :

- **Les exigences primordiales**, notées P, sont des exigences minimales absolument nécessaires à l'obtention de la capacité opérationnelle recherchée ; la non-satisfaction est éliminatoire. ;
- **Les exigences souhaitables**, notées S, sont des exigences utiles à la conservation des capacités opérationnelles faisant l'objet d'une notation prise en compte dans le jugement des offres.

L'administration tiendra compte du respect des exigences (P) et (S) dans sa notation.

1.3 DEFINITIONS DES POSTES

Ce dossier de consultation est composé de plusieurs postes dont la décomposition est la suivante :

- **Poste 1 : Caméras piétons individuelles et prestations associées ;**
- **Poste 2 : Progiciel de déchargement et d'exploitation des données vidéos.**

2 – POSTE 1 ACQUISITION DE CAMERAS PIETONS INDIVIDUELLES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

2.1 EXIGENCES JURIDIQUES

Exigence	Priorité	Description
Exi. 1	P	Le système répond au cadre juridique fixé par la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

2.2 GENERALITES DU SYSTEME

Exigence	Priorité	Description
Exi. 2	S	Le volume global de la caméra doit être le plus faible possible et n'excède pas 330 cm ³ .
Exi. 3	P	La caméra doit être IP 54 ou équivalente au minimum, c'est-à-dire résister à la pluie et à la poussière.
Exi. 4	P	La caméra doit être IK 07 ou équivalente au minimum, c'est-à-dire résister aux chocs jusqu'à 2 joules.
Exi. 5	P	La caméra et ses accessoires doivent être fonctionnels dans des gammes de températures de l'ordre de -20° C à +50° C (pour une utilisation dans les DOM-TOM).
Exi. 6	P	La caméra comporte un numéro d'identification unique qui est reporté sur les enregistrements dans les méta-données.
Exi. 7	S	Le numéro d'identification unique de la caméra doit être lisible sur l'extérieur du boîtier.
Exi. 8	P	L'identification de l'agent porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données doit être réalisée. Cette identification est reportée sur les enregistrements dans les méta-données ou dans une application de suivi de l'activité.
Exi. 9	S	La caméra permet d'entrer un numéro d'identification du porteur à chaque démarrage de caméra.
Exi. 10	P	Le lieu où ont été collectées les données est reportée sur les enregistrements dans les méta-données ou dans une application de suivi de l'activité.
Exi. 11	S	La caméra dispose d'un module permettant la localisation des images stockées. L'information de géolocalisation est reportée sur les enregistrements dans les méta-données.
Exi. 12	P	Tous les menus et paramétrages sont en français.
Exi. 13	P	Le paramétrage (concernant tous les éléments d'administration du système) ne sont pas accessibles par le porteur de la caméra mais par un personnel désigné administrateur.
Exi. 14	P	Le système est fourni avec une documentation complète en français.

2.3 PARTIE CAMERA

Exigence	Priorité	Description
Exi. 15	P	La caméra dispose d'un capteur couleur pour filmer de jour.
Exi. 16	S	La caméra doit pouvoir être utilisée en faible luminosité (0,5 Lux au minimum), dans un contexte de nuit avec un éclairage urbain. La commutation pour le passage du mode jour à nuit est automatique.

Exi. 17	S	L'angle de vue verticale minimal est de 40°.
Exi. 18	S	L'angle de vue horizontal minimal est de 90°.
Exi. 19	S	La résolution et la qualité de la caméra et des vidéos enregistrées doivent permettre d'identifier une personne jusqu'à 3 mètres.
Exi. 20	S	Le système permet d'obtenir des images nettes même lors de déplacements rapides du porteur.

2.4 PARTIE PRISE DE SON

Exigence	Priorité	Description
Exi. 21	P	La caméra intègre un dispositif de prise de son muni d'un micro.
Exi. 22	S	La caméra permet la prise de son en milieu urbain de telle sorte qu'une conversation jusqu'à 3 mètres du porteur soit compréhensible.

2.5 PARTIE ENREGISTREMENT

Exigence	Priorité	Description
Exi. 23	P	La caméra dispose d'un signal visuel signifiant que l'appareil est en enregistrement ou pré-enregistrement.
Exi. 24	S	La caméra dispose d'un système de pré-enregistrement paramétrable, par défaut à 30 secondes.
Exi. 25	P	La caméra dispose d'un signal visuel signifiant que l'appareil est allumé.
Exi. 26	S	La caméra dispose d'un bouton facilement accessible permettant le lancement de l'enregistrement.
Exi. 27	S	Le déclenchement de l'enregistrement s'effectue en moins d'une seconde.
Exi. 28	S	La caméra dispose d'un bouton facilement accessible permettant l'arrêt de l'enregistrement. Ce bouton peut être le même que le bouton de l'Exi. 25.
Exi. 29	S	Il n'y a pas de risque de confusion entre le bouton de l'Exi. 25 et le bouton permettant l'arrêt complet de l'appareil, s'ils sont différents.
Exi. 30	P	La caméra dispose d'un horodatage incrusté sur chaque image de la vidéo. Cet horodatage n'est pas désactivable.
Exi. 31	P	La caméra permet un maintien de l'horodatage à jour même en cas d'extraction de la batterie.
Exi. 32	S	Si la caméra dispose d'un écran alors elle propose une fonction de mise en veille automatique.
Exi. 33	P	La relecture des enregistrements est impossible par le porteur.
Exi. 34	S	L'enregistrement vidéo s'effectue à une cadence minimale de 25 images non entrelacées par seconde.

2.6 PARTIE STOCKAGE - DECHARGEMENT

Exigence	Priorité	Description
Exi. 35	P	Le stockage des données cryptées dans la caméra s'effectue sur un support de mémoire non extractible.
Exi. 36	S	La caméra doit permettre de stocker au minimum 3 heures de vidéo et audio.
Exi. 37	P	Les données enregistrées par les caméras individuelles sont transférées sur un support informatique sécurisé dès le retour au service.
Exi. 38	P	Le titulaire fournit une solution filaire permettant d'extraire les données vidéo de la caméra sur un poste de travail via un protocole USB 2 minimum ou sur une station d'accueil multi-caméras permettant de stocker les vidéos.
Exi. 39	S	Le déchargement des données doit pouvoir s'effectuer de manière automatique.
Exi. 40	P	Le format des fichiers est non propriétaire, c'est-à-dire lisible par au moins un lecteur multimédia grand public gratuit (type VLC par exemple).
Exi. 41	S	La caméra dispose d'une alarme lorsque la mémoire approche de la saturation.
Exi. 42	P	La caméra ne permet pas de suppression automatique de données lorsque la mémoire est pleine.
Exi. 43	P	Aucune suppression ni modification de données n'est possible depuis l'interface de la caméra par le porteur.
Exi. 44	P	Les noms des fichiers enregistrés laissent apparaître au minimum : jour, mois, année, heure, numéro d'identification de la caméra.

Exi. 45	P	L'accès au stockage du système est sécurisé par un mot de passe défini par l'administrateur.
Exi. 46	P	Les données stockées sont chiffrées (AES256 – chiffrement symétrique).

2.7 PARTIE ALIMENTATION

Exigence	Priorité	Description
Exi. 47	P	La caméra dans sa configuration nominale est alimentée par une ou plusieurs batteries internes non extractibles ou alors extractibles mais ne nécessitant pas d'outil particulier pour l'extraction.
Exi. 48	P	La batterie est rechargeable (conforme aux normes en vigueur) et ne présente pas d'effet mémoire notable.
Exi. 49	S	L'autonomie de la caméra dans sa configuration nominale est au minimum de 3 h 00 en enregistrement continu.
Exi. 50	S	Le temps de rechargement de la batterie est inférieur ou égal à 8 h 00.
Exi. 51	S	Si la batterie est extractible, le titulaire fournit une seconde batterie identique en tous points à la batterie fournie initialement avec la caméra.
Exi. 52	P	Si la batterie est extractible, le titulaire fournit un chargeur dédié pour la batterie permettant son rechargement sans immobilisation de la caméra.
Exi. 53	S	La caméra dispose d'un indicateur d'état de chargement de la batterie.
Exi. 54	S	La caméra dispose d'une alarme pour signaler que le niveau résiduel de charge de la batterie est faible.

2.8 PARTIE FIXATION DE LA CAMERA SUR L'UTILISATEUR

Exigence	Priorité	Description
Exi. 55	P	La caméra est fournie avec un dispositif de fixation adapté au volume et à la masse de l'appareil. La caméra est maintenue de manière stable. Ce dispositif de fixation ne doit pas entraîner de modification sur les tenues d'uniformes réglementaires (TSI et tenue de feu, cf. arrêté du 08 avril 2015).
Exi. 56	P	Compte tenu de la conception des tenues de sapeurs-pompiers, les dispositifs de fixation de type Molle sont exclus.
Exi. 57	P	Le dispositif de fixation doit être adapté à un port constant durant l'intervention, à la marche et à la course modérée.
Exi. 58	P	La fixation de la caméra garantit que l'orientation de prise de vue choisie par le porteur soit conservée tout au long de l'intervention.

2.9 PARTIE ACCESSOIRES

Exigence	Priorité	Description
Exi. 59	P	La caméra est fournie avec un chargeur de type bureau, un dispositif de transfert des vidéos et du son, un dispositif de fixation sur le porteur tel qui définit aux Exi. 55 à 58.
Exi. 60	S	Les dispositifs de charge et de transfert peuvent être communs.
Exi. 61	S	Un moyen de recharge de la caméra depuis un véhicule (prise allume cigare).
Exi. 62	S	Le titulaire peut fournir un moyen simple à mettre en place permettant de recharger et/ou transférer des vidéos et du son simultanément plusieurs caméras.

2.10 PARTIE INTERFACE DE PROGRAMMATION

Exigence	Priorité	Description
Exi. 63	P	Le titulaire fournit l'API WINDOWS et l'API LINUX du pilote (driver) de la caméra piéton ainsi que sa documentation en français pour permettre à l'administration le développement d'un logiciel dédié. Cette documentation comporte à minima les explications permettant d'accéder aux vidéos contenues dans la caméra, de les télécharger et de les effacer.

2.11 DOCUMENTATION

Le soumissionnaire doit fournir un document A4 recto/verso maximum, rédigé en français, qui précise les modalités de mise en œuvre de l'outil.

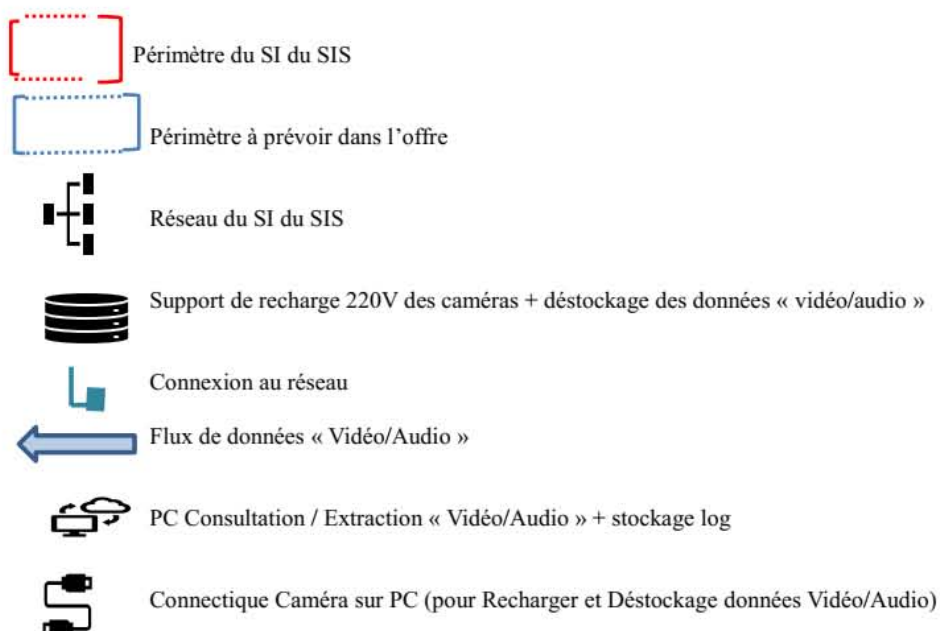
3 – POSTE 2 PROGICIEL DE DECHARGEMENT ET D'EXPLOITATION DES DONNEES VIDEOS

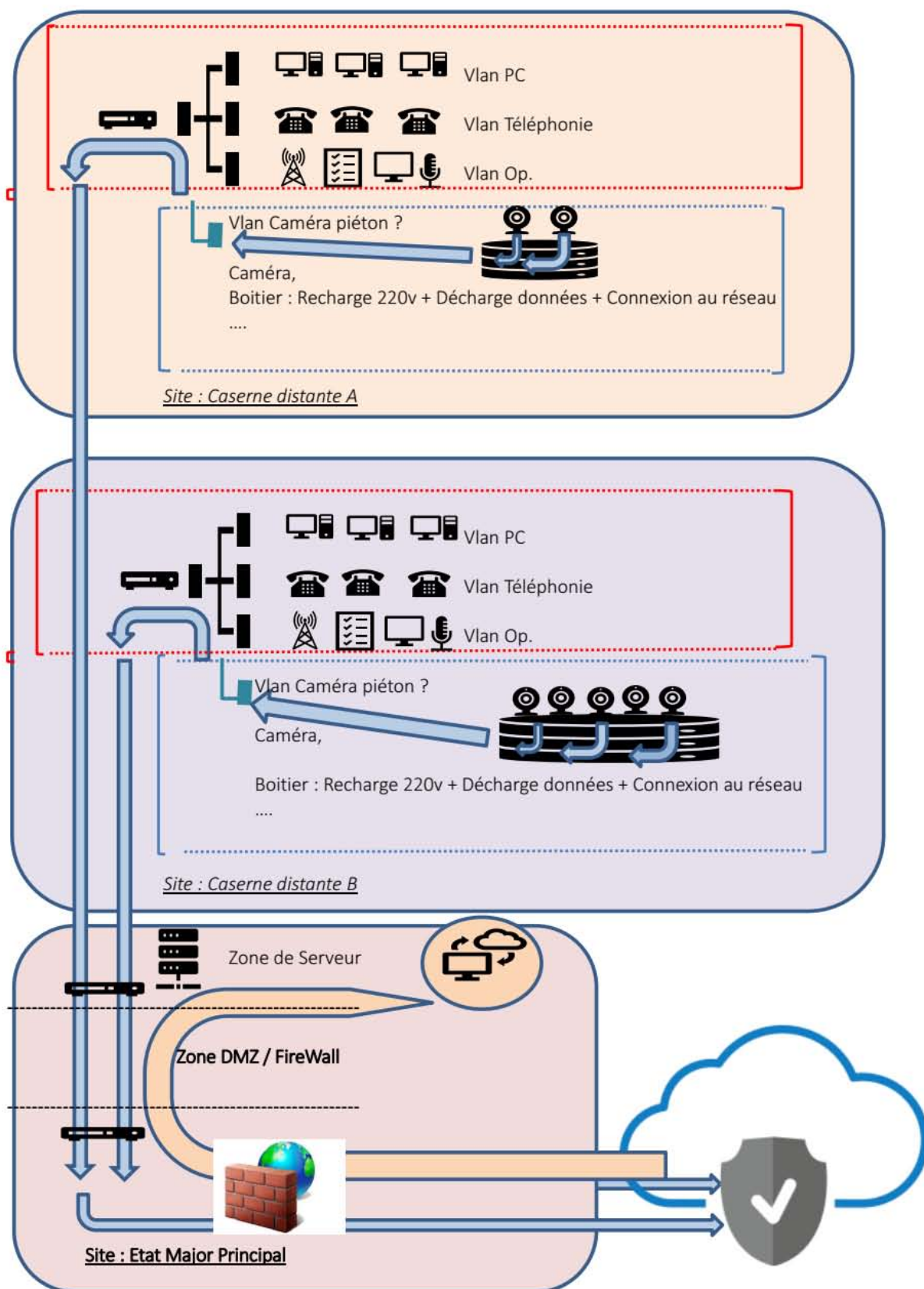
3.1. ARCHITECTURE GLOBALE ET SCENARIOS

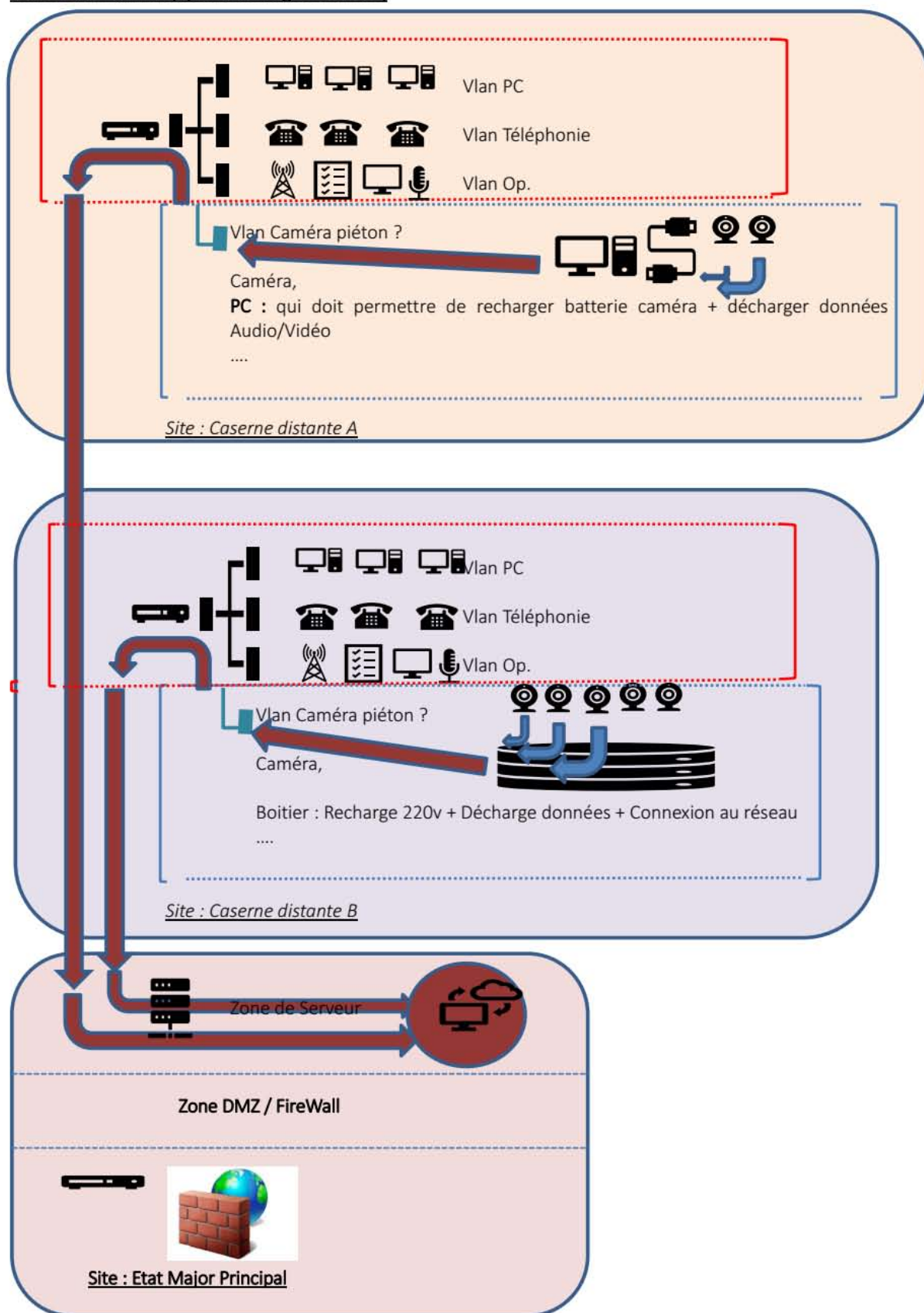
Trois architectures possibles devront pouvoir être proposées :

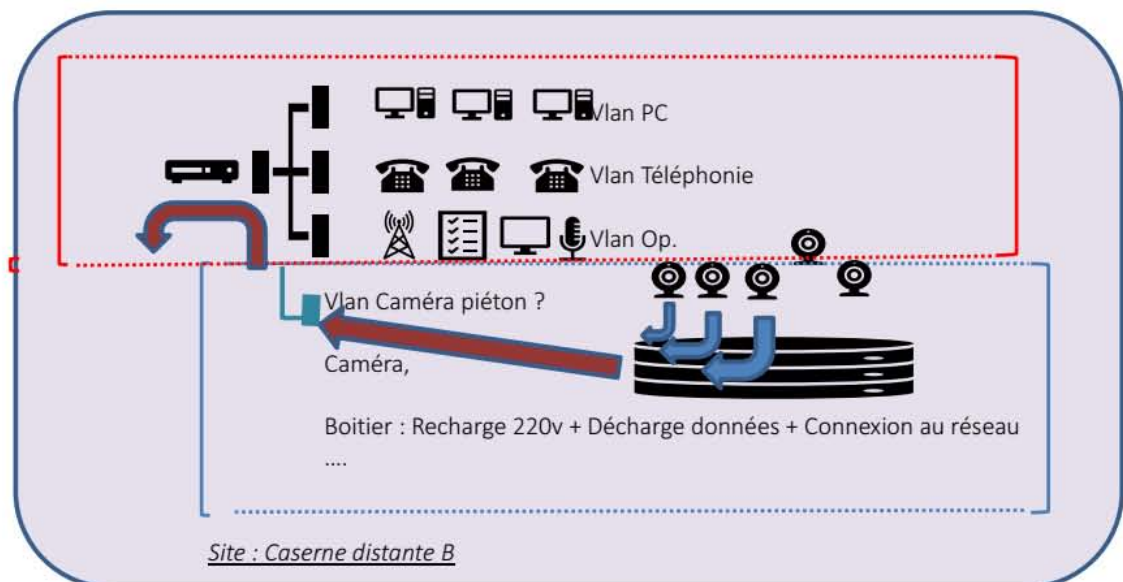
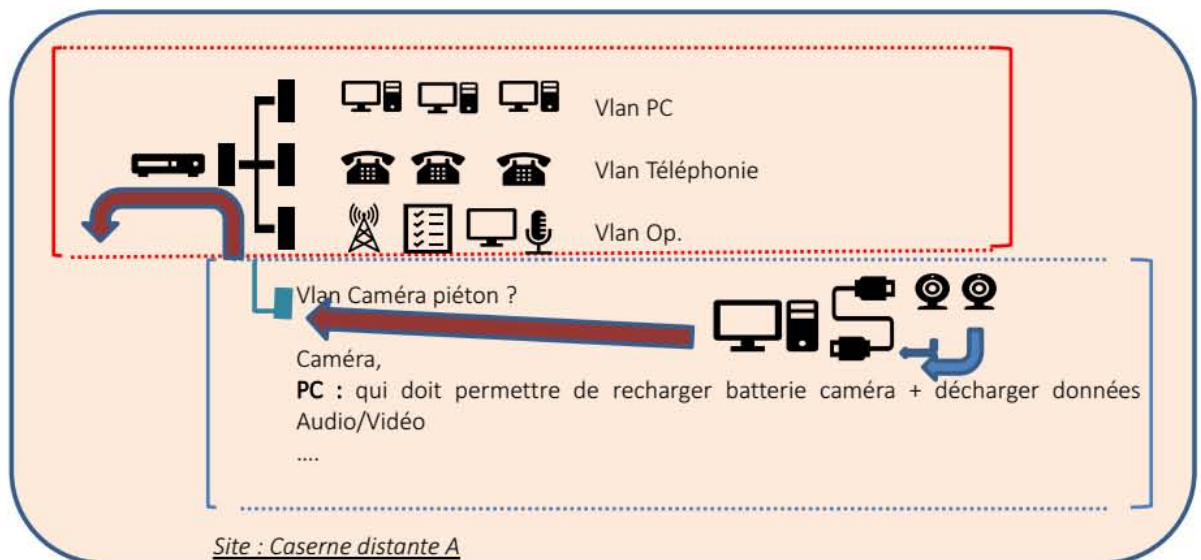
- Mode SAAS (serveurs hébergés dans le Cloud sécurisé) ;
- Mode On Premise (Installation sur notre propre infrastructure serveur et réseau, avec stockage centralisé) ;
- Mode On Premise (Installation sur notre propre infrastructure serveur et réseau, avec stockage en local).

Légende :



MODE SAAS :

MODE ON PREMISE (option stockage centralisé)

MODE ON PREMISE (option stockage local)

L'application désigne le ou les logiciels permettant à la fois le déchargement des données et leur exploitation. Elle est utilisée dans l'un des trois environnements décrit ci-dessus et permet à minima la mise en œuvre des scénario d'exploitation suivants :

SCENARIO 1 « DECHARGEMENT DES DONNEES »

- 1- Le porteur rentre d'intervention au centre d'incendie et de secours avec sa caméra ;
- 2- Il la connecte sur le socle de déchargement (mono ou multi caméras) ;
- 3- De façon automatique, la caméra décharge les données vers un espace de stockage pré-défini. Pas d'authentification autre que l'ouverture de session ;
 - a. Option : Le script chiffre et signe les données transférées.
- 4- Le script efface les données stockées une fois le déchargement terminé ;
- 5- Un message de fin de déchargement prévient l'opérateur que l'export est terminé ;
- 6- Déconnexion logique de la caméra ;
- 7- Fin du scénario 1.

SCENARIO 2 « EXPLOITATION DES DONNEES »

- 1- L'application est hébergée sur un serveur ou en local ;
- 2- L'accès est réservé au profil «gestionnaire» ;
- 3- Le gestionnaire se connecte à l'application via une base de données utilisateur ;
- 4- Une fois authentifié, il exploite l'outil au travers de l'interface ;
- 5- Fin du scénario 2.

SCENARIO 3 «GESTION DES DONNEES »

- 1- Les données sont stockées sur l'espace pendant une durée de 6 mois, par défaut ;
- 2- Au bout de 6 mois, elles sont écrasées automatiquement ;
 - a. Option : Les données sont stockées chiffrées (AES256) et signées (SHA2).

SCENARIO 4 « ADMINISTRATION »

- 1- L'application comprend une partie « administration » du système ;
- 2- Un administrateur (personnel SIC ou équivalent) peut mettre à jour la base de données des utilisateurs locale ;
- 3- Le répertoire de stockage utilisé par le script de déchargement est défini par l'administrateur ;
 - a. Option : gestion des clés pour le stockage et la consultation
- 4- Gestion des logs ;
- 5- L'administrateur peut modifier la durée de conservation des données.

3.2. APPLICATION DE DECHARGEMENT ET D'EXPLOITATION

GÉNÉRALITÉS

Exigence	Priorité	Description
Exi. 64	P	Le titulaire fournit une application en langue française permettant de gérer les données des caméras.
Exi. 65	P	La licence de l'application est valide quel que soit le poste de travail sur lequel elle est installée et quel que soit le nombre de caméras à décharger.
Exi. 66	S	L'application fonctionne en mode client-serveur de type web sur le réseau local
Exi. 67	S	Si l'application fonctionne en mode WEB, le navigateur à utiliser
Exi. 68	P	L'application n'a pas besoin des droits administrateur du poste sur lequel il est installé pour fonctionner.

Exi. 69	P	L'application est compatible avec les systèmes d'exploitation suivants : •
Exi. 70	P	L'application gère trois types de profil : porteur, gestionnaire et administrateur.
Exi. 71	P	Le profil porteur ne peut que décharger les vidéos d'une caméra à partir d'un poste de travail sans authentification au niveau de l'application ou d'un socle de déchargement multi-caméras
Exi. 72	P	Le profil gestionnaire peut décharger, visualiser, exporter vers un support amovible (CD, clé USB...) les données vidéo et audio dans le respect de l'Exi. 97.
Exi. 73	P	L'administrateur accède à l'ensemble des fonctionnalités de l'application dans le respect de l'Exi. 97 à l'exception de la visualisation et de l'exportation des vidéos et audio.
Exi. 74	P	L'authentification est requise pour la partie exploitation de l'application et s'effectue via une base de données utilisateur fournie par le SIS.
Exi. 75	P	L'application gère les droits d'accès (profil porteur, gestionnaire, administrateur) grâce à la base de données utilisateur (matricule, nom, prénom).

PARTIE DÉCHARGEMENT

Exi. 76	P	Les données vidéo des caméras sont supprimées automatiquement de l'appareil après avoir été transférées.
---------	---	--

PARTIE EXPLOITATION

Exi. 92	P	L'application permet de visualiser les données vidéo et audio sur le poste de travail du gestionnaire.
Exi. 93	P	L'application permet de rechercher une vidéo à l'aide de critères tels que la date/heure, nom de fichier, numéro de caméra ou autre information contenue dans les métadonnées
Exi. 94	P	Les données stockées (après déchargement) sont supprimées automatiquement au bout de 6 mois.
Exi. 95	S	Lors d'une consultation, les méta-données sont lues et accessibles à au gestionnaire au travers d'une interface ergonomique.
Exi. 96	P	Lors d'une extraction vers un support amovible, les informations suivantes doivent apparaître (automatiquement et/ou rempli par l'utilisateur) : - la date et l'heure de l'extraction ; - le motif judiciaire, administratif, disciplinaire ou pédagogique ; - le service ou l'unité destinataire des données ; - l'identification des enregistrements extraits et de la caméra dont ils sont issus. Ces informations sont stockées et jointes avec l'extrait exporté.
Exi. 97	P	Le logiciel tient un journal (« log ») de toutes les actions effectuées par les utilisateurs (tous profils confondus). Ce journal est exportable en format texte. Il recense à minima : - les matricule, nom, prénom des agents procédant à l'opération de consultation ou d'extraction ; - l'horodatage de la consultation et/ou de l'extraction ainsi que le motif judiciaire, administratif, disciplinaire ou pédagogique ; - nom, prénom, fonction et service ou unité destinataire des données ; - l'identification des enregistrements audiovisuels extraits et de la caméra dont ils ont issus. Seul l'administrateur peut accéder au journal.
Exi. 98	P	Les données de log sont conservées pendant une durée de 3 ans.

3.3. FORMATIONS

La formation doit permettre aux gestionnaires de télécharger, visualiser, exporter vers un support amovible (CD, clé USB...) les données vidéo et audio. Les gestionnaires peuvent être amenés à former et à conseiller les porteurs.

La formation doit permettre aux administrateurs d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités de l'application. Les administrateurs peuvent être amenés à former et à conseiller les gestionnaires et/ou porteurs.

Chaque session de formation est effectuée pour 1 à 12 personnes.



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES**

Direction des sapeurs-pompiers
Sous-direction de la doctrine et des ressources humaines

Dossier technique de présentation du traitement

1- Présentation du contexte

Nombre d'agressions	
Nombre de dépôts de plainte	
Nombre de protections fonctionnelles accordées	
<i>Eléments locaux marquants</i>	

2- Données techniques

Nombre de caméras acquises	
Nombre de sites de déploiement	
<i>Identification des sites de déploiement</i>	
<ul style="list-style-type: none"> - - - - - - 	
<i>Description du mode d'hébergement des données (local, central, externalisé)</i>	

<i>Description du dispositif de sécurisation physique des données</i>	

3- Habilitations	
Nombre d'administrateurs	
Nombre de gestionnaires	

4- Concertation - Information - Budget	
Consultation CHSCT	
Consultation CT	
Consultation CCDSPV	
Analyse d'impact CNIL	
Budget prévisionnel alloué	

<i>Observations diverses</i>

Fait à,
Le (date)

Le (qualité autorité de gestion)

Analyse d'impact

Traitements relatifs à l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions

1. Présentation générale

Les services d'incendie et de secours, régis par les articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. L'article L. 1424-2 du CGCT dispose notamment qu'« ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence. Dans le cadre de leurs compétences ils exercent les missions suivantes :

[...]

3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;

4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.»

Initialement victimes de phénomènes de violences collectives liées aux violences urbaines face auxquels les sapeurs-pompiers se sont formés pour adapter leur stratégie d'intervention, ils sont aujourd'hui de plus en plus fréquemment confrontés à des situations individuelles qui les conduisent à être dénigrés, insultés et agressés par les victimes elles-mêmes ou leur entourage.

L'accroissement du nombre mais aussi la nature des actes d'incivilité et d'agressions constatés à l'encontre des sapeurs-pompiers a conduit le législateur à adopter la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique qui, en son article 1^{er}, ouvre aux services d'incendie et de secours la possibilité de lancer une expérimentation de ce dispositif.

L'article 1^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique autorise, à titre expérimental, pour une durée de trois ans à compter du 5 février 2019, dans l'exercice de leurs missions de prévention, de protection et de lutte contre les risques de sécurité civile, de protection des personnes et des biens et de secours d'urgence, les sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires et les militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille à procéder, au moyen de caméras individuelles, à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.

Le décret prévoit les modalités d'autorisation d'emploi de ces caméras par le représentant de l'Etat dans le département et de mise en œuvre par les services d'incendie et de secours des traitements de données à caractère personnel issues des enregistrements audiovisuels et notamment leurs finalités, les données enregistrées, les modalités et leur durée de conservation, les conditions d'accès aux enregistrements et les modalités d'exercice des droits des personnes concernées.

1.1 Vue d'ensemble

1.1.1 Traitements considérés

Description du traitement	Les sapeurs-pompiers sont autorisés à procéder à un enregistrement audiovisuel au moyen de caméras individuelles dans le cadre de leurs interventions dans les conditions définies par l'article 1 ^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018. Ces enregistrements audiovisuels pourront alors permettre aux services d'incendie et de secours de mettre en œuvre des traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles fournies aux sapeurs-pompiers au titre de l'équipement des personnels.
Finalités du traitement	Ces traitements ont pour finalités : <ol style="list-style-type: none">1) La prévention des incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers ;2) Le constat des infractions et la poursuite des auteurs par la collecte de preuves, dans le cadre d'une procédure judiciaire ;3) La formation et pédagogie des sapeurs-pompiers.

Enjeux du traitement	Permettre de collecter des enregistrements audiovisuels afin d'éviter les incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers, de poursuivre les auteurs d'infractions en cas d'incidents et de former les sapeurs-pompiers à l'aide de mises en situation concrètes par le biais des enregistrements audiovisuels.
Responsable du traitement	Chaque service d'incendie et de secours sera responsable du traitement mis en œuvre pour son service dans son département
Sous-traitant(s)	

En cas de recours à un sous-traitant, veuillez préciser le nom et les coordonnées de ce dernier

1.1.2. Textes applicables

Textes applicables au traitement	Modalité de prise en compte
Textes législatifs et réglementaires	
Article 1er de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	Décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et engagement de conformité transmis à la CNIL préalablement à la mise en œuvre de chaque traitement
Dispositions des II et IV de l'article 26 [31] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.	
Décret pris pour l'application de l'article 1er de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	

1.2. Données, processus et supports

1.2.1 Description des données, destinataires et durées de conservation

Données	Destinataires	Durée de conservation
Images et sons captés par les caméras individuelles utilisées par les sapeurs-pompiers dans les circonstances et finalités prévues au I de l'article 1 ^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	Dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître, ont seuls accès aux données les personnes suivantes : 1) Le directeur et le directeur adjoint du service d'incendie et de secours, le commandant et le commandant en second de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, le commandant et le commandant en second du bataillon de marins-pompiers de Marseille; 2) Les agents individuellement désignés et habilités par les autorités mentionnées au 1).	6 mois à compter du jour de l'enregistrement des données. Lorsque les données ont été extraites ou transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, dans le délai de six mois, elles sont conservées
Jour et plages horaires d'enregistrement	Dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des	

Identification de l'agent porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données	agents, peuvent être destinataires de tout ou partie des données : 1) Officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale ; 2) Inspecteurs et inspecteurs associés de l'Inspection générale de la sécurité civile ; 3) L'autorité de gestion exerçant le pouvoir disciplinaire ainsi que les membres des instances disciplinaires et les agents en charge de l'instruction des dossiers présentés à ces instances ; 4) Les agents chargés de la formation des personnels.	selon les règles propres à chacune de ces procédures par l'autorité qui en a la charge.
Lieu où ont été collectées les données		

1.2.2. Description des processus et supports

Processus	Description détaillée du processus	Supports des données concernés
Autorisation d'utilisation des caméras individuelles	<p>I. La demande d'autorisation de recours aux caméras individuelles est présentée :</p> <p>1° Pour les sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires d'un service d'incendie et de secours par le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours au préfet de département ;</p> <p>2° Pour les militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, par le commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, au préfet de police ;</p> <p>3° Pour les militaires du bataillon des marins-pompiers de Marseille, par le maire de Marseille au préfet de police des Bouches-du-Rhône ;</p> <p>II. - Elle est accompagnée des pièces suivantes :</p> <p>1° Un dossier technique de présentation du traitement envisagé ;</p> <p>2° L'engagement de conformité destiné à la Commission nationale de l'informatique et des libertés précisant le nombre de caméras et les centres d'incendie et de secours ou services utilisateurs ;</p> <p>3° Le cas échéant, les éléments nécessités par les circonstances locales de mise en œuvre du traitement, complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel adressée à la Commission nationale de l'informatique et des libertés par le ministère de l'intérieur avec la demande d'avis sur les dispositions du présent décret</p> <p>II. L'enregistrement audiovisuel des interventions des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires, militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille est autorisé par arrêté du préfet</p>	

	<p>compétent. Cet arrêté précise le nombre de dispositifs et les centres d'incendie et de secours ou services utilisateurs.</p> <p>En application du IV de l'article 26 [31] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'autorité de gestion du service d'incendie et de secours envoie l'engagement de conformité à la CNIL.</p>	
Enregistrement audiovisuel	<p>Dans l'exercice de leurs missions de prévention, de protection et de lutte contre les risques de sécurité civile, de protection des personnes et des biens et de secours d'urgence, les sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires et les militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille peuvent procéder au moyen de caméras individuelles à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.</p>	<p>Les enregistrements sont conservés dans les mémoires internes non amovibles des caméras des sapeurs-pompiers jusqu'à leur retour d'interventions.</p>
Transfert des données	<p>Lorsque les sapeurs-pompiers ont procédé à l'enregistrement d'une intervention dans les conditions précisées ci-dessus, les données enregistrées par les caméras individuelles sont transférées sur un support informatique sécurisé dès le retour au service.</p>	<p>Deux solutions ont été retenues pour le déchargement, le stockage et l'exploitation des données :</p> <p>1- le système de déchargement multiple :</p> <p>Il se présente sous la forme d'une station de travail équipée de 4 ou 8 docks et d'un disque dur interne de 10 To permettant le transfert des enregistrements et la recharge des caméras et de 8 docks de rechargement de batteries, ainsi que d'un logiciel d'administration, de recherche et d'extraction.</p> <p>Lors du retour au service, l'opérateur dépose la caméra sur un dock disponible. Le déchargement et l'effacement des enregistrements sont automatiques.</p> <p>2- le PC dédié (destiné aux sites équipés d'un très faible nombre de caméras) :</p> <p>Lors du retour au service, l'opérateur connecte la caméra au PC dédié via le cordon USB contenu dans la mallette. Le déchargement et l'effacement des enregistrements sont automatiques.</p> <p>Pour les deux solutions,</p>

Précisez la solution retenue en fonction de votre infrastructure

		<p>l'opérateur ne doit effectuer aucune ouverture de session et ni accéder au logiciel de recherche et d'extraction.</p> <p>Ces deux solutions peuvent être installées sur le réseau du service d'incendie et de secours ou hors réseau et les enregistrements sont cryptés sur le disque dur de la station (AES 256).</p>
Consultation des données	Les enregistrements effectués à l'aide des caméras individuelles ne peuvent être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur un support informatique sécurisé. Aucun système de transmission permettant de visionner les images à distance en temps réel ne peut être mis en œuvre.	<p>Les systèmes de déchargement sont équipés d'un logiciel d'administration et de recherche, prévoyant deux profils :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'administrateur technique : il crée les utilisateurs « gestionnaires » désignés par le chef de service et paramètre les durées de conservations des enregistrements et des logs, par défaut respectivement 6 mois et 36 mois. A la demande de l'autorité compétente, il peut effectuer les recherches dans les logs (log = toute action effectuée sur les profils, les enregistrements, les méta-données ou les logs eux-mêmes). - le gestionnaire : il effectue des recherches d'enregistrements sur la base des métadonnées (numéro de la caméra et du porteur, horodatage et données GPS), les visionne et les exporte dans le cadre prévu par les textes. Toutes les actions du gestionnaire sont enregistrées (logs). <p>Les copies des enregistrements qui font l'objet d'une transmission à l'autorité judiciaire, administrative ou hiérarchiques dans le cadre des procédures judiciaires, administratives ou disciplinaires sont conservées selon les règles et modalités propres à chacune de ces procédures par l'autorité qui en a la charge.</p>
Extraction des données	Le directeur et le directeur adjoint du service d'incendie et de secours, le commandant et le commandant en second de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, le commandant et le commandant en second du bataillon de marins-pompiers de Marseille et les agents individuellement désignés et habilités ces autorités peuvent procéder à l'extraction de données et informations énumérées à l'article 4 du projet de décret pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents.	

2. Principes fondamentaux

2.1. Mesures garantissant la proportionnalité et la nécessité du traitement

2.1.1. Finalités

Dans un contexte d'augmentation des actes de violences commis à l'égard des sapeurs-pompiers lors de leurs missions de secours (elles sont passées de 1 234 déclarations en 2012 à 2 725 en 2017, soit 120% d'augmentation), l'usage des caméras individuelles par les sapeurs-pompiers vise à répondre à un besoin de sécurisation physique de ces derniers lors de leurs interventions.

Les traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles fournies aux sapeurs-pompiers au titre de l'équipement des personnels remplissent trois finalités :

- 1) La prévention des incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers ;
- 2) Le constat des infractions et poursuite des auteurs par la collecte de preuves, dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- 3) La formation et pédagogie des sapeurs-pompiers.

Finalités	Légitimité
Prévention des incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers	Permettre de réduire le nombre d'incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers
Constat des infractions et poursuite des auteurs par la collecte de preuves dans le cadre d'une procédure judiciaire	Permettre de constater puis poursuivre les auteurs d'infractions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers au cours de leurs interventions.
Formation et pédagogie des sapeurs-pompiers	Permettre une mise en situation des sapeurs-pompiers afin de mieux appréhender les risques encourus lors de leurs interventions. Les données utilisées pour cette finalité sont anonymisées.

2.1.2. Fondement

Les traitements entrent dans le champ du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. En effet si ces traitements ont notamment une finalité de prévention, de recherche, de constatation ou de poursuite d'infractions pénales lors des interventions des sapeurs-pompiers, les traitements ne sont pas mis en œuvre par des autorités compétentes en matière de prévention, de recherche, de constatation ou de poursuites d'infractions pénales (au sens de la directive 2016/680 du 27 avril 2018).

Les traitements ont pour base de licéité le e) du 1 de l'article 6 du règlement (UE) 2016/679.

Les traitements se fondent également sur les II et IV de l'article 26 [31] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans la mesure où ces traitements ont notamment une finalité de prévention, de recherche, de constatation ou de poursuite d'infractions pénales. Les traitements peuvent par ailleurs collecter des données de la nature de celles mentionnées au I de l'article 8 [6] de la même loi, à l'exception des données relatives à la santé, qui peuvent être révélées dans les images et sons captés.

2.1.3. Minimisation des données

Détail des données traitées	Catégories	Justification du besoin et de la pertinence des données	Mesures de minimisation
Images et sons captés par les caméras individuelles utilisées par les sapeurs-pompiers dans les circonstances et finalités	Données sensibles	Données indispensables en cas de procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire car constitutives d'éléments de	L'enregistrement n'est pas permanent mais seulement activé lorsque se produit ou est susceptible de se produire un

prévues au I de l'article 1 ^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique		preuves	<p>incident de nature à mettre en péril l'intégrité physique des intervenants, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.</p> <p>L'enregistrement fait systématiquement l'objet d'un signal visuel et d'une information préalable des personnes enregistrées, sauf si les circonstances l'interdisent.</p> <p>Une information générale du public sur l'emploi des caméras par les SP est organisée par le ministre de l'intérieur.</p> <p>Les données sont effacées automatiquement à l'expiration d'un délai de six mois.</p> <p>Il est interdit de sélectionner dans les traitements une catégorie particulière de personnes à partir des données relevant du I de l'article 8 [6] de la loi du 6 janvier 1978.</p> <p>Lorsque ces données sont utilisées à des fins pédagogiques et de formation, elles font l'objet d'une anonymisation.</p>
Jour et plages horaires d'enregistrement	Données non sensibles	Données indispensables en cas de procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire pour vérifier la date de l'enregistrement	Effacement automatique des données 6 mois après le jour de leur enregistrement lorsqu'elles n'ont pas été extraites dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.
Identification du matricule de l'agent porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données	Données non sensibles	Données indispensables en cas de procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire pour vérifier la qualité de l'agent	
Lieu où ont été collectées les données	Données non sensibles	Données indispensables en cas de procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire pour vérifier la localisation des faits	

2.1.4. Qualité des données

Mesures pour la qualité des données	Modalités de mise en œuvre
Cryptage des données	Le traitement est crypté automatiquement au déchargement de la caméra sans intervention de l'agent
Intégrité des images et sons captés	Les agents ne peuvent avoir accès aux enregistrements pris à l'aide de leur caméra et disponibles sur la mémoire interne de celles-ci. La consultation des enregistrements n'est possible qu'après transfert sur un support informatique sécurisé et par des personnes limitativement énumérées et habilitées. Il n'est pas possible de procéder à une rectification matérielle des images et sons, garantissant leur intégrité.
Séparation des profils	Profil administrateur qui peut créer des gestionnaires. Profil gestionnaire qui peut extraire des données du traitement (art. 6) et dont toutes les actions sont conservées dans le journal des logs conservés 3 ans

2.1.5. Durées de conservation

Types de données	Durée de conservation	Justification de la durée de conservation	Mécanisme de suppression à la fin de la conservation
Images et sons captés par les caméras individuelles utilisées par les sapeurs-pompiers dans les circonstances et finalités prévues au I de l'article 1 ^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	6 mois à compter du jour de l'enregistrement des données. Lorsque les données ont été extraites ou transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, dans le délai de six mois, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures par l'autorité qui en a la charge.	Laisser un temps suffisant aux personnes filmées pour exercer, le cas échéant, un recours donnant lieu à une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire. Permettre le traitement des enregistrements audiovisuels et la prise de décision d'une éventuelle extraction de données pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.	Au terme du délai de 6 mois, les données sont effacées automatiquement des traitements. Il s'agit d'une purge définitive des données du système.
Jour et plages horaires d'enregistrement		Conservation nécessaire en cas de poursuites dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.	
Identification de l'agent porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données		Conservation nécessaire en cas de poursuites dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.	
Lieu où ont été collectées les données		Conservation nécessaire en cas de poursuites dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.	

2.1.6. Evaluation des mesures

Mesures garantissant la proportionnalité et la nécessité du traitement	Acceptable / améliorable	Mesures correctives / préventives
<p>Finalités : déterminées, explicites et légitimes</p> <p>Les finalités des traitements sont expressément définies à l'article 1er de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018.</p> <p>Les données ne sont conservées qu'en vue de leur exploitation dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.</p>	Acceptable	
<p>Fondement : licéité du traitement, interdiction du détournement de finalité</p> <p>Les traitements entrent dans le champ du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (article 6, 1, e) et des II et IV de l'article 26 [31]</p>	Acceptable	Mesure préventive : un détournement des finalités des enregistrements et des traitements ou de l'utilisation des données peut être sanctionné dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire
<p>Minimisation des données : adéquates, pertinentes et limitées</p> <p>L'article 1er de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 précise que les sapeurs-pompiers peuvent procéder à un enregistrement audiovisuel uniquement «lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées » et l'enregistrement n'est pas permanent.</p> <p>L'enregistrement ne peut être déclenché dans le cas où il est susceptible de porter atteinte au secret médical.</p>	Acceptable	
Qualité des données : exactes et tenues à jour	Acceptable	
Durée de conservation : limitée à six mois	Acceptable	Mesure préventive : les données sont automatiquement et définitivement effacées à l'expiration du délai de six mois

2.2. Évaluation des mesures protectrices des droits des personnes concernées

2.2.1. Mesures pour l'information des personnes

L'article 1^{er} de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 dispose que « les caméras sont portées de façon apparente par les agents. Un signal visuel spécifique indique si la caméra enregistre. Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'une information des personnes enregistrées, sauf si les circonstances l'interdisent. »

Le décret prévoit que « l'information générale du public sur l'emploi des caméras individuelles par le service d'incendie et de secours est délivrée sur le site internet du service ou, à défaut, par voie d'affichage dans le service ».

Les sapeurs-pompiers, utilisateurs des caméras individuelles, sont informés de la législation applicable à ces dispositifs et formés à leur utilisation.

Les informations prévues aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 sont mises à disposition par le service d'incendie et de secours territorialement compétent.

Mesures pour le droit à l'information	Modalités de mise en œuvre et justifications
Présentation des conditions d'utilisation/confidentialité	Une information générale du public sur l'emploi de ces caméras est organisée par le ministre de l'intérieur. Cette information rappelle le cadre juridique, les modalités d'utilisation des caméras et de conservation des enregistrements ainsi que les droits des personnes concernées. Publication d'une information générale du public par le service d'incendie et de secours sur le site Internet du service ou à défaut par voie d'affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent.
Possibilité d'accéder aux conditions d'utilisation/confidentialité	Sur le site internet du ministère de l'intérieur, sur le site internet et par voie d'affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent. L'expérimentation sera accompagnée d'une instruction relative à l'emploi des caméras individuelles.
Conditions lisibles et compréhensibles	L'instruction relative à l'emploi des caméras individuelles est rédigée en français et vulgarise les objectifs fixés par la loi et les consignes données aux sapeurs-pompiers pour les utiliser. Elle est accessible sur le site internet du ministère de l'intérieur, sur le site internet et par voie d'affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours.
Existence de clauses spécifiques au dispositif	Non applicable
Présentation détaillée des finalités des traitements de données (objectifs précis, croisements de données s'il y a lieu, etc.)	Sur le site internet du ministère de l'intérieur, sur le site internet du service d'incendie et de secours et par voie d'affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent.
Présentation détaillée des données personnelles collectées	Les personnes concernées sont informées du déclenchement de l'enregistrement sauf si les circonstances l'interdisent. La liste des données est communiquée sur le site internet et par voie d'affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent
Présentation des éventuels accès à des identifiants de l'appareil, en précisant si ces identifiants sont communiqués à des tiers	Non applicable

Présentation des droits de la personne concernée (retrait du consentement, suppression de données, etc.)	Sur le site internet du ministère de l'intérieur et sur le site internet et affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent.
Information sur le mode de stockage sécurisé des données, notamment en cas d'externalisation	Les données sont stockées et cryptées sur un support de stockage propriété du SIS en local (centre de secours) ou central (direction départementale du SIS) ou hébergé chez un tiers en fonction de l'infrastructure du SI de chaque SIS. Ces informations sont portées à la connaissance du public dans le cadre de l'information générale du public sur le site Internet et par affichage dans les locaux du service d'incendie et de secours territorialement compétent.
Modalités de contact de l'entreprise (identité et coordonnées) pour les questions de confidentialité	Non applicable
Le cas échéant, information de la personne concernée de tout changement concernant les données collectées, les finalités, les clauses de confidentialité	Ce cas ne devrait pas se présenter.

2.2.2 Mesures pour le recueil du consentement

Le consentement ne constitue pas la base de licéité des traitements, qui sont fondés sur le e) du 1 de l'article 6 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Par suite, le consentement n'est pas recueilli.

2.2.3. Mesures pour les droits d'accès et à la portabilité

Le droit d'accès prévu à l'article 15 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 s'exerce directement auprès de l'autorité de gestion du service d'incendie et de secours territorialement compétent.

Afin de garantir la sécurité publique, la prévention et la détection d'infractions pénales, ainsi que les enquêtes et les poursuites en la matière ou l'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces et la protection des droits et libertés d'autrui, le droit d'accès peut faire l'objet de limitations en application du 1 de l'article 23 du même règlement.

La personne concernée par ces limitations exerce son droit auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Le droit à la portabilité des données prévu à l'article 20 du règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 n'est pas applicable aux traitements, conformément au 3 de ce même article.

Mesures pour le droit d'accès	Modalités de mise œuvre
Données non limitées en application du 1 de l'article 23 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016	Directement auprès de l'autorité de gestion du service d'incendie et de secours territorialement compétent.
Données limitées en application du 1 de l'article 23 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016	Auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

2.2.4. Mesures pour les droits de rectification et d'effacement

Le droit de rectification n'est pas applicable aux traitements en ce qu'il constitue une formalité impossible. Les images et sons captés ne peuvent être matériellement rectifiés sauf à porter atteinte à leur intégrité. Les autres informations sont générées automatiquement par les caméras.

Le droit à l'effacement prévu par l'article 17 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 n'est pas applicable aux traitements en application du b) du 3 de ce même article.

2.2.5. Mesures pour les droits de limitation du traitement et d'opposition

Le droit de limitation est garanti par les dispositions de l'article 7 du décret qui prévoit que, lorsque les données ont, dans le délai de conservation de six mois, été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, elles sont conservées selon les règles propres à chacune des procédures par l'autorité qui en a la charge.

Afin de garantir la sécurité publique, la prévention et la détection d'infractions pénales, ainsi que les enquêtes et les poursuites en la matière ou l'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces et la protection des droits et libertés d'autrui, le droit d'opposition prévu à l'article 21 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 susvisé ne s'applique pas aux traitements mentionnés au présent décret en application de l'article 23 du même règlement et de l'article 38 [56] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le droit d'opposition a été écarté expressément par l'article 9 du projet de décret.

2.2.6. Mesures pour la sous-traitance

Nom du sous-traitant	Finalité	Périmètre	Référence du contrat	Conformité art. 286
En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au service d'incendie et de secours de compléter la présente étude d'impact pour démontrer que le niveau de sécurité est garanti.				

2.2.7. Mesures pour le transfert de données en dehors de l'Union européenne

Les traitements n'impliquent pas de transferts de données en dehors de l'Union européenne.

2.2.8. Evaluation des mesures

Mesures protectrices des droits des personnes concernées	Acceptable / Améliorable ?	Mesures correctives
Information des personnes concernées (traitement loyal et transparent) Les caméras sont portées de façon apparente par les agents. Un signal visuel spécifique indique si la caméra enregistre. Les personnes sont préalablement informées du déclenchement de	Acceptable	

l'enregistrement		
Recueil du consentement Les traitements sont fondés sur le e du 1 de l'article 6 du règlement 2016/679.	Non applicable	
Exercice des droits d'accès et à la portabilité Le droit d'accès prévu à l'article 15 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 s'exerce directement auprès de l'autorité de gestion du service d'incendie et de secours territorialement compétent. Afin de garantir la sécurité publique, la prévention et la détection d'infractions pénales, ainsi que les enquêtes et les poursuites en la matière ou l'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces et la protection des droits et libertés d'autrui, le droit d'accès peut faire l'objet de limitations en application du 1 de l'article 23 du même règlement. Le droit à la portabilité n'est pas applicable aux traitements	Droit d'accès : acceptable Droit à la portabilité : non applicable	
Exercice des droits de rectification et d'effacement	Droit de rectification : non applicable Droit d'effacement : Non applicable	
Exercice des droits de limitation du traitement et d'opposition Le droit d'opposition prévu à l'article 38 [56] de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ne s'applique pas en application de l'article 9 du décret. Le droit de limitation prévu à l'article 18 est garanti par les dispositions de l'article 7 du décret qui prévoit que, lorsque les données ont, dans le délai de conservation de six mois, été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire,	droit d'opposition : non applicable droit de limitation : acceptable	

administrative ou disciplinaire, elles sont conservées selon les règles propres à chacune des procédures par l'autorité qui en a la charge.		
Sous-traitance : identifiée et contractualisée		
Transferts : respect des obligations en matière de transfert de données en dehors de l'Union européenne	Non applicable	

En cas de recours à un sous-traitant, veuillez préciser le nom et les coordonnées de ce dernier

3. Etude des risques liés à la sécurité des données

3.1. Évaluation des mesures

3.1.1. Mesures contribuant à traiter des risques liés à la sécurité des données

Mesures générales de sécurité	Modalités de mise en œuvre	Acceptable / améliorable	Mesures correctives
Chiffrement	Les données sont cryptées AES 256	Acceptable	
Protection des sites web	Incrustation d'un ID unique sur la vidéo pour la traçabilité des contenus si fuite vers le Web ou autres supports.	Acceptable	
Cloisonnement des données (par rapport au reste du système d'information)	En fonction des modes de gestion et des infrastructures des SIS, les docks de déchargement multiples ou les PC seront ou on reliés au réseau. A ce titre ils s'intégreront à l'architecture globale du SIS et à sa politique de sécurité.		
Sécurité physique	Les locaux serveurs sont sécurisés par contrôle d'accès et fermeture des ports de communication non nécessaires à la gestion.	Acceptable	
Contrôle des accès logiques	La solution ne nécessite pas d'accès logique des agents sur les sites équipés de docks de déchargement. Sur les sites équipés de PC, les actions réalisées par le gestionnaire sont tracées dans le journal des logs et limitées aux opérations de transfert	Acceptable	
Journalisation	Chaque opération de transfert sur le support informatique, de consultation, d'extraction et d'effacement de données fait l'objet d'un enregistrement dans le traitement ou à défaut d'une consignation dans un registre spécialement ouvert à cet effet. Cette consignation comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les matricules des agents procédant à l'opération de transfert, de consultation et d'extraction ; - La date et l'heure de la consultation et de l'extraction ainsi que le motif judiciaire, administratif, disciplinaire ou pédagogique ; - Le service ou l'unité destinataire des données ; - L'identification des enregistrements audiovisuels extraits et de la caméra dont ils sont issus ; - Un numéro ou une clef unique consigne la transaction de transfert de données ce point est horodaté. Ces informations sont conservées pendant trois ans.	Acceptable	

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

3.1.2. Mesures générales de sécurité

Mesures générales de sécurité	Modalités de mise en œuvre	Acceptable / améliorable	Mesures correctives
Sécurité de l'exploitation	Les mises à jour système et logiciel sont assurés par l'administrateur. Les gestionnaires sont clairement identifiés et formés.	Acceptable	
Lutte contre les logiciels malveillants	Le réseau du SIS et les postes qui y sont raccordés font l'objet d'une mise à jour régulière et permanente de leur anti-virus. Le réseau du SIS est protégé par un pare feu lui aussi régulièrement mis à jour. Les IP ou identifiants des terminaux gestionnaires sont clairement qualifiés dans le firewall du SIS afin de qualifier la source d'une corruption éventuelle des données.	Acceptable	
Mot de passe	L'accès au poste utilisateur est réalisé par un MDP de 9 caractères intégrant une majuscule, un chiffre et un caractère spécial. Il fait l'objet d'un changement régulier.	Améliorable	La doctrine de la CNIL concernant les mots de passe sera diffusée.
Sécurité des sites web	Non applicable		
Sauvegardes	La sauvegarde est cryptée au même niveau de sécurité que la solution en production et efface les contenus au bout de 6 mois.	Acceptable	
Maintenance	La maintenance est effectuée par un agent interne ou externe identifié n'ayant pas de droit de déchargement des contenus video.		
Sécurité des canaux informatiques (réseaux)	La solution est sécurisée dans une zone de commutation distincte par Vlan, le Firewall protège ces zones par l'ouverture des ports strictement nécessaire et fourni les Logs d'accès à cet élément technique des PC ou équipements se connectant à cet équipement. Les logs des firewalls sont conservés trois ans.	Acceptable	
Surveillance	Contrôle régulier par l'administrateur du journal automatique.	Acceptable	
Contrôle d'accès physique	Le détenteur de la caméra ne peut avoir un accès direct aux images, ni accéder à la mémoire physique de la caméra qui est inamovible. Cette caméra ne dispose pas de moyen hertzien (bluetooth, WIFI, Loran) ni filaire comme un port Ethernet, USB ou sériels permettant d'accéder à ses données. Seul le dock permet la communication entre la camera et les gestionnaires puis le stockage des données. Les fichiers audio et vidéo sont cryptés sur l'espace de stockage qu'il soit local ou central. Le local serveur est lui-même sécurisé en termes de contrôle d'accès ou de sécurité incendie.	Acceptable	
Sécurité des matériels	Le stockage en site central sécurisé sera privilégié afin d'intégrer l'architecture du système d'information du SIS qui	Acceptable	

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

	par nature (haute disponibilité du système d'alerte), est sécurisé et redondé. (cluster de serveur, disque RAID, réplication des données...).		
	La limitation des canaux de communication et de commutation ont pour effet de limiter les risques de cyber-attaque ou de malveillance de proximité sans facteurs humains (DDOS, Cyberattaque, parcours automatique de vecteurs de communication ou de commutation).		
Éloignement des sources de risques	La salle serveur est un lieu où l'environnement est contrôlé en température hygrométrie et systèmes de détection et d'extinction d'incendie.	Acceptable	
Protection contre les sources de risques non humaines	Stockage distant du serveur.		

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

3.1.3. Mesures organisationnelles (gouvernance)

Mesures générales de sécurité	Modalités de mise en œuvre	Acceptable / améliorable	Mesures correctives
Organisation	Identification par profil utilisateurs, création de groupes d'utilisateurs ayant des droits différents (administrateurs de la solution, mainteneur si la solution est externalisée chez un tiers, gestionnaire de sauvegarde, simple utilisateur)	Acceptable	
Politique (gestion des règles)	Un étagement des règles de gestion : 1. Administrateur(s) référent(s) comme responsable de l'intégrité et de la pérennité des données en coordination avec le RSSI. 2. Exploitant(s)/responsable(s) de mise en œuvre de la solution de son déploiement. L'exploitant est récipiendaire des incidents logique ou physique de la solution d'acquisition vidéo, récipiendaire de la supervision ou de l'hypervision. 3. Mainteneur qui peut être l'exploitant 4. Gestionnaire de sauvegarde 5. Utilisateur porteur de la caméra.	Acceptable	
Gestion des risques	Sous la responsabilité de l'administrateur		
Gestion des projets	Sous la responsabilité de l'administrateur		
Gestion des incidents et des violations de données	Mesures préventives qui se traduisent par une information sur l'utilisation de la caméra, la signature d'une charte d'utilisation, la procédure de remontée d'information en cas de constat de violation de données.		
Gestion des personnels	Sensibiliser sur l'utilisation des caméras, signature de la charte de bon usage de ce moyen d'acquisition de données.		
Relations avec les	Non applicable	Non	

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

tiers		applicable	
Supervision	La supervision est assurée par la remontée de messages en provenance des équipements supervisés selon le protocole SNMP.		

Préciser et évaluer
en fonction du choix
opérer localement

3.2. Appréciation des risques : les atteintes potentielles aux droits et libertés des personnes physiques

3.2.1. Analyse et estimation des risques

Risque	Principales sources de risques	Principales menaces	Principaux impacts potentiels	Gravité	Vraisemblance	Principales mesures réduisant la gravité et la vraisemblance	Gravité	Vraisemblance
Accès illégitime à des données	Les personnels du SIS, cyberattaque automatisée (virus) ou cyberattaque volontaire par ingénierie sociale.	Mauvaise gouvernance Intégrité et confidentialité des données. Effacement des données Consultation et extraction des données collectées en vue d'une divulgation ou d'une utilisation illégale	Risque d'atteinte à la vie privée Menaces et pressions sur la personne filmée ou sur l'agent porteur de la caméra	Maximale	Importante	Gestion des accès logique et physique à la solution de transfert ou de stockage des données. Information des personnels sur la gestion de données critiques. Interdiction de filmer de répliquer la sortie vidéo sur les moniteurs de gestion de la solution. Impossibilité de télécharger un fichier sans contrôle de gestion du responsable des données.	Maximale	Négligeable
Modification non désirée de données	Accès physique au terminal d'acquisition vidéo, à la solution de stockage.	Perte, vol du terminal d'acquisition. Piratage du dock de déchargement	Intégrité et confidentialité des données, perte de crédibilité. Incapacité à produire des éléments de preuve à valeur probante	Importante	Importante	Gestion des accès logique et physique à la solution, fermeture des ports de communications non utiles. Interdiction de filmer de répliquer la sortie vidéo sur les moniteurs de gestion de la solution.	Importante	Limitée

Analyse d'impact relative à la protection des données

Risque	Principales sources de risques	Principales menaces	Principaux impacts potentiels	Gravité	Vraisemblance	Principales mesures réduisant la gravité et la vraisemblance	Gravité	Vraisemblance
Disparition de données	Destruction volontaire de la caméra par les personnels du SIS ou lors de l'intervention par un tiers	Bris du terminal vidéo	<p>Incapacité à produire des éléments de preuve à valeur probante, perte de confiance des agents</p> <p>Destruction de matériels, pertes financières</p>	Importante	Importante	<p>Stockage des données en lieu sécurisé, non accès physique et accès logique aux données contrôlées.</p> <p>Cryptage des données sur la zone de stockage. Suppression des fichiers impossible et pérennisation des données par de la sauvegarde ou la réplication.</p>	Importante	Limitée

4. Validation de l'analyse d'impact

4.1. Éléments utiles à la validation

4.1.1. Synthèse relative à la conformité au RGPD

Finalités	Evaluation
Mesures garantissant la proportionnalité et la nécessité du traitement	
Finalités : déterminées, explicites et légitimes	Acceptable
Fondement : licéité du traitement, interdiction du détournement de finalité	Acceptable
Minimisation des données : adéquates, pertinentes et limitées	Acceptable
Qualité des données : exactes et tenues à jour	Acceptable
Durées de conservation : limitées	Acceptable
Mesures protectrices des droits des personnes des personnes concernées	
Information des personnes concernées (traitement loyal et transparent)	Acceptable
Recueil du consentement	Non applicable
Exercice des droits d'accès et à la portabilité	Acceptable
Exercice des droits de rectification et d'effacement	Non applicable
Exercice des droits de limitation du traitement et d'opposition	Acceptable
Sous-traitance : identifiée et contractualisée	
Transferts : respect des obligations en matière de transfert de données en dehors de l'Union européenne	Non applicable

4.1.2. Synthèse relative à la conformité aux bonnes pratiques des mesures de sécurité des données

Finalités	Evaluation
Mesures portant spécifiquement sur les données du traitement	
Chiffrement	Acceptable
Anonymisation	
Cloisonnement des données (par rapport au reste du système d'information)	
Contrôle des accès logiques des utilisateurs	Acceptable
Traçabilité (journalisation)	Acceptable
Contrôle d'intégrité	
Archivage	
Sécurité des documents papier	
Mesures générales de sécurité du système d'information	
Sécurité de l'exploitation	Acceptable

En cas de recours à un sous-traitant, veuillez préciser le nom et les coordonnées de ce dernier

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

Analyse d'impact relative à la protection des données

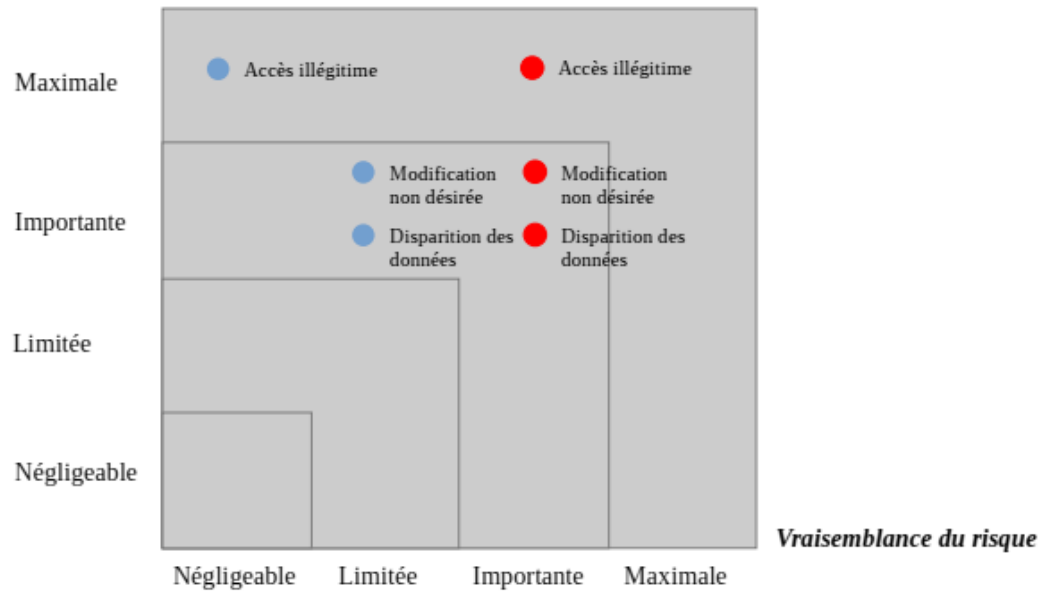
Lutte contre les logiciels malveillants	Acceptable
Gestion des postes de travail	
Sécurité des sites web	Non applicable
Sauvegardes	Acceptable
Maintenance	
Sécurité des canaux informatiques (réseaux)	Acceptable
Surveillance	Acceptable
Contrôle d'accès physique	Acceptable
Sécurité des matériels	Acceptable
Éloignement des sources de risques	Acceptable
Protection contre les sources de risques non humaines	
Mesures organisationnelles (gouvernance)	
Organisation	Acceptable
Politique (gestion des règles)	Acceptable
Gestion des risques	
Gestion des projets	
Gestion des incidents et des violations de données	
Gestion des personnels	
Relations avec les tiers	Non applicable
Supervision	

En cas de recours à un sous-traitant, veuillez préciser le nom et les coordonnées de ce dernier

Préciser et évaluer en fonction du choix opérer localement

4.1.3. Cartographie des risques liés à la sécurité des données

Gravité du risque



4.2. Validation formelle

Avis du délégué ministériel à la protection des données : Fabrice Mattatia

La présente analyse-cadre constitue une présentation globale du système, mais les mesures de sécurité et les relations avec les sous-traitants dépendront de la solution choisie par chaque service d'incendie et de secours. Il conviendra pour chaque SIS, responsable du traitement, de compléter ces parties de l'analyse et de recueillir l'avis de son délégué à la protection des données.

5. Annexes

Echelles d'analyse des risques :

- Echelle de gravité (cf. partie 0)
- Echelle de vraisemblance (cf. partie 0)

• Niveaux	• Descriptions génériques des impacts (directs et indirects)	• Exemples d'impacts corporels	• Exemples d'impacts matériels	• Exemples d'impacts moraux
1. Négligeable	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes concernées ne seront pas impactées ou pourraient connaître quelques désagréments, qu'elles surmonteront sans difficulté. 	<ul style="list-style-type: none"> Absence de prise en charge adéquate d'une personne non autonome (mineur, personne sous tutelle) Maux de tête passagers 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de temps pour réitérer des démarches ou pour attendre de les réaliser Réception de courriers non sollicités (ex. : spams) Réutilisation de données publiées sur des sites Internet à des fins de publicité ciblée (information des réseaux sociaux réutilisation pour un mailing papier) Publicité ciblée pour des produits de consommation courants 	<ul style="list-style-type: none"> Simple contrariété par rapport à l'information reçue ou demandée Peur de perdre le contrôle de ses données Sentiment d'atteinte à la vie privée sans préjudice réel ni objectif (ex : intrusion commerciale) Perte de temps pour paramétrer ses données Non-respect de la liberté d'aller et venir en ligne du fait du refus d'accès à un site commercial (ex : alcool du fait d'un âge erroné)

Analyse d'impact relative à la protection des données

<p>2. Limitée</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes concernées pourraient connaître des désagréments significatifs, qu'elles pourront surmonter malgré quelques difficultés 	<ul style="list-style-type: none"> Affection physique mineure (ex. : maladie bénigne suite au non- respect de contre-indications) Absence de prise en charge causant un préjudice minime mais réel (ex : handicap) Diffamation donnant lieu à des représailles physiques ou psychiques 	<ul style="list-style-type: none"> Paiements non prévus (ex. : amendes attribuées de manière erronée), frais supplémentaires (ex. : agios, frais d'avocat), défauts de paiement Refus d'accès à des services administratifs ou prestations commerciales Opportunités de confort perdues (ex. : annulation de loisirs, d'achats, de vacances, fermeture d'un compte en ligne) Promotion professionnelle manquée Compte à des services en ligne bloqué (ex. : jeux, administration) Réception de courriers ciblés non sollicités susceptible de nuire à la réputation des personnes concernées Élévation de coûts (ex. : augmentation du prix d'assurance) Données non mises à jour (ex. : poste antérieurement occupé) Traitement de données erronées créant par exemple des dysfonctionnements de comptes (bancaires, clients, auprès d'organismes sociaux, etc.) Publicité ciblée en ligne sur un aspect vie privée que la personne souhaitait garder confidentiel (ex : publicité grossesse, traitement 	<ul style="list-style-type: none"> Refus de continuer à utiliser les systèmes d'information (<i>whistleblowing</i>, réseaux sociaux) Affection psychologique mineure mais objective (diffamation, réputation) Difficultés relationnelles avec l'entourage personnel ou professionnel (ex. : image, réputation ternie, perte de reconnaissance) Sentiment d'atteinte à la vie privée sans préjudice irrémédiable Intimidation sur les réseaux sociaux
-------------------	---	---	---	---

Analyse d'impact relative à la protection des données

<p>3. Importante</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes concernées pourraient connaître des conséquences significatives, qu'elles devraient pouvoir surmonter, mais avec des difficultés réelles et significatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Affection physique grave causant un préjudice à long terme (ex. : aggravation de l'état de santé suite à une mauvaise prise en charge, ou au non-respect de contre-indications) Altération de l'intégrité corporelle par exemple à la suite d'une agression, d'un accident domestique, de travail, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Détournements d'argent non indemnisé Difficultés financières non temporaires (ex. : obligation de contracter un prêt) Opportunités ciblées, uniques et non récurrentes, perdues (ex. : prêt immobilier, refus d'études, de stages ou d'emploi, interdiction d'examen) Interdiction bancaire Dégradation de biens Perte de logement Perte d'emploi Séparation ou divorce Perte financière à la suite d'une escroquerie (ex. : après une tentative d'hameçonnage / <i>phishing</i>) Bloqué à l'étranger Perte de données clientèle 	<ul style="list-style-type: none"> Affection psychologique grave (ex. : dépression, développement d'une phobie) Sentiment d'atteinte à la vie privée et de préjudice irréversible Sentiment de vulnérabilité à la suite d'une assignation en justice Sentiment d'atteinte aux droits fondamentaux (ex. : discrimination, liberté d'expression) Victime de chantage - <i>Cyberbullying</i> et harcèlement moral
----------------------	---	--	--	---

Analyse d'impact relative à la protection des données

<p>4. Maximale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes concernées pourraient connaître des conséquences significatives, voire irréremédiables, qu'elles pourraient ne pas surmonter 	<ul style="list-style-type: none"> Affection physique de longue durée ou permanente (ex. : suite au non-respect d'une contre-indication) Décès (ex. : meurtre, suicide, accident mortel) - Altération définitive de l'intégrité physique 	<ul style="list-style-type: none"> Péril financier Dettes importantes Impossibilité de travailler Impossibilité de se reloger Perte de preuves dans le cadre d'un contentieux Perte d'accès à une infrastructure vitale (eau, électricité) 	<ul style="list-style-type: none"> Affection psychologique de longue durée ou permanente Sanction pénale Enlèvement Perte de lien familial Impossibilité d'ester en justice Changement de statut administratif et/ou perte d'autonomie juridique (tutelle)
--------------------	--	--	--	--

<ul style="list-style-type: none"> Niveaux de vraisemblance 	<ul style="list-style-type: none"> Description générique du niveau de vraisemblance d'une menace donnée
1. Négligeable	<ul style="list-style-type: none"> Il ne semble pas possible que les sources de risques retenues puissent réaliser la menace en s'appuyant sur les caractéristiques des supports (ex. : vol de supports papiers stockés dans un local de l'organisme dont l'accès est contrôlé par badge et code d'accès).
2. Limité	<ul style="list-style-type: none"> Il semble difficile pour les sources de risques retenues de réaliser la menace en s'appuyant sur les caractéristiques des supports (ex. : vol de supports papiers stockés dans un local de l'organisme dont l'accès est contrôlé par badge).
3. Important	<ul style="list-style-type: none"> Il semble possible pour les sources de risques retenues de réaliser la menace en s'appuyant sur les caractéristiques des supports (ex. : vol de supports papiers stockés dans les bureaux d'un organisme dont l'accès est contrôlé par une personne à l'accueil).
4. Maximal	<ul style="list-style-type: none"> Il semble extrêmement facile pour les sources de risques retenues de réaliser la menace en s'appuyant sur les caractéristiques des supports (ex. : vol de supports papier stockés dans le hall public de l'organisme).

G. Annexe n°7 - Arrêté type d'autorisation

Marianne

*Timbre du service chargé
de délivrer l'autorisation*

ARRETE n° xx autorisant l'enregistrement audiovisuel de leurs interventions par les sapeurs-pompiers *[marins-pompiers]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx.

Le préfet [ou la préfète] du xx

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, notamment le e du 1 de son article 6 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2018-697 du 03 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions ;

Vu la demande adressée par le président du conseil d'administration *[le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou le maire de Marseille]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xx, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions par les sapeurs-pompiers *[marins-pompiers]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx ;

Considérant que la demande transmise par le président du conseil d'administration *[le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou le maire de Marseille]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xx est complète et conforme aux exigences du décret susvisé ;

Sur proposition de xx ;

ARRETE

Article 1^{er}

L'enregistrement audiovisuel des interventions des sapeurs-pompiers *[marins-pompiers]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx est autorisé au moyen de xx caméras individuelles.

Article 2

Le public est informé de l'équipement des sapeurs-pompiers *[marins-pompiers]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx en caméras individuelles et des modalités d'accès aux images.

Article 3

Les enregistrements sont conservés pendant une durée de 6 mois. A l'issue de ce délai, ils sont détruits.

Article 4

Dès notification du présent arrêté, le président du conseil d'administration *[le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou le maire de Marseille]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx adresse à la Commission nationale de l'informatique et des libertés un engagement de conformité aux dispositions du décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions et les éléments relatifs aux modalités et conditions de mise en œuvre du traitement, complémentaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel adressées à la Commission nationale de l'informatique et des libertés par le ministère de l'intérieur.

L'enregistrement audiovisuel des interventions des sapeurs-pompiers *[marins-pompiers]* autorisé par le présent arrêté ne peut être mis en œuvre qu'après réception du récépissé de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel.

Article 5

La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de xx dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

Article 7

Le préfet de xx et le président du conseil d'administration *[le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou le maire de Marseille]* du service *[départemental ou départemental et métropolitain]* d'incendie et de secours de xxx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

H. Annexe n°8 - Partage d'information opérationnelle portant doctrine d'emploi expérimental des caméras mobiles en dotation dans les SIS



Partage d'information opérationnelle

Portant doctrine d'emploi expérimentale des caméras mobiles en dotation dans les SIS

1 Références

Loi n°2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Décret n°2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions.

Les caméras mobiles mises en service au sein des services d'incendie et de secours s'inscrivent dans une démarche expérimentale de prévention des incidents et de protection des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires et des militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille, ci-après dénommés sapeurs-pompiers. Elles peuvent être utilisées lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.

2 Conditions de mise en œuvre

2.1 Cadre juridique

Conformément à la loi n°2018-697 du 3 août 2018, les enregistrements sonores et visuels réalisés à l'aide de ces caméras ont pour finalités :

- La prévention des incidents au cours des interventions des sapeurs-pompiers ;
- Le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- La formation des sapeurs-pompiers.

Tout autre usage est **proscrit**.

2.2 Cadre opérationnel

Les sapeurs-pompiers équipés de caméras mobiles sont autorisés à les utiliser en tous lieux pendant les opérations de secours lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique.

L'enregistrement **n'est pas permanent** : lorsque les circonstances l'exigent, le déclenchement de l'enregistrement au cours de l'intervention est laissé à l'appréciation du porteur de l'équipement ou sur ordre.

L'information préalable des personnes filmées est obligatoire. Toutefois, lorsque les conditions d'intervention ou les circonstances ne le permettent pas, l'enregistrement reste possible.

Le consentement préalable des personnes filmées n'étant pas requis, leur opposition ne fait pas obstacle à la poursuite de l'enregistrement.

2.3 Cadre de la formation

L'utilisation dans le cadre de la formation est strictement limitée aux formations liées à la gestion des interventions au cours desquelles se produit ou est susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril l'intégrité physique.

Dans tous les cas, la sécurité des intervenants, des tiers et la prise en charge de la ou des victimes priment sur la captation des images et du son.

La défaillance technique de la caméra ne doit pas faire obstacle à la poursuite de la mission.

3 Modalités d'utilisation

Le processus de mise en œuvre est décrit par le logigramme en annexe de la présente instruction. Il détaille les principales modalités d'utilisation suivantes :

- La caméra mobile est portée par le sapeur-pompier de manière apparente ;
- La captation d'images n'est pas permanente ;
- Le porteur informe, dans la mesure où la situation opérationnelle le permet, les personnes filmées qu'il va déclencher sa caméra. Si cette information préalable n'est pas possible, il s'efforce de le faire à posteriori ;
- Il appartient au porteur d'activer l'enregistrement lorsque la situation l'impose ;
- Une fois activé, l'enregistrement est matérialisé par un témoin visuel spécifique ;
- Le porteur s'assure de sa visibilité par le ou les tiers filmés ;
- L'enregistrement perdure tant que les circonstances qui ont motivé son déclenchement persistent ;
- Le porteur évite, dans la mesure où le contexte opérationnel le permet d'enregistrer des données à caractère médical.

Ce document pourra être remis à chaque utilisateur.

Aucun enregistrement ne peut être effacé (action matériellement impossible) par le porteur.

3.1 Attribution des matériels

L'affectation individuelle des caméras mobiles est réalisée sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité hiérarchique.

Seuls les dispositifs mis à disposition par le SIS sont autorisés sur opération. Tout autre appareil de captation d'image et de son est proscrit dans ce cadre d'utilisation (smartphone, caméra type GoPro ,...).



3.2 Compétences et responsabilités

Le chef du SIS ou son adjoint :

- Désignent et habilitent individuellement les gestionnaires et administrateur ;
- Mettent en place une application de suivi de l'activité, dans le cas où l'enregistrement des données relatives à l'identification de l'agent porteur de la caméra et du lieu où ont été collectées les données ne sont pas enregistrées sur le même support que l'enregistrement vidéo et audio ;
- Assurent la consignation dans un registre spécialement ouvert à cet effet, des opérations de consultation, d'extraction ou d'effacement si ces opérations ne sont pas enregistrées dans le traitement.

Cette consignation comprend :

- Le matricule, nom, prénom et grade des agents procédant à ces opérations ;
- La date, l'heure et le motif de l'opération (judiciaire, disciplinaire, administratif, pédagogique) ;
- Le service ou l'unité destinataire des données ;
- L'identification des enregistrements audiovisuels extraits et de la caméra dont ils sont issus.

Ces données sont conservées pendant 3 ans.

Il est prévu 3 profils d'utilisateur, le porteur, le gestionnaire et l'administrateur.

- **Porteur** : tout sapeur-pompier doté du dispositif « caméra mobile » est autorisé à les porter sur opération de secours.

Il doit :

- S'identifier comme porteur de la caméra ;
- Procéder au déchargement des fichiers sur les espaces de stockage dédiés au retour d'intervention ;
- S'assurer de la mise en charge de la caméra entre les interventions.

Le porteur ne doit pas être en capacité de consulter ou d'effacer les images qu'il a lui-même enregistré.

- **Gestionnaire** : personnels nommément habilités par le chef du SIS ou son adjoint. Ils sont les seuls à pouvoir procéder à l'extraction des données dans les cas suivants :
 - Pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ;
 - Dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents de son SIS.

Le gestionnaire ne doit pas être en capacité d'effacer les images enregistrées.

- **Administrateur** : personnels chargés du suivi technique des matériels (entretien, maintenance, configuration, ...) du dimensionnement et de la sécurisation des espaces de stockage.

4 Conditions de transfert et de stockage des données

4.1 Transfert des données

Au retour des interventions ayant engendré une captation d'images, les données enregistrées sont intégralement transférées sur les espaces de stockage dédiés et sécurisés.

Les données transférées sont systématiquement effacées de la mémoire des caméras.

4.2 Stockage et conservations des données

Les données enregistrées sont conservées pendant une durée de 6 mois à compter du jour de l'enregistrement.

Au terme de ce délai, ces données sont effacées automatiquement des traitements.

4.3 Extraction des données

Le gestionnaire est seul habilité à consulter et à procéder à l'extraction des données enregistrées.

La consultation et l'extraction des enregistrements sont réalisés pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation des agents.

Dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, aucune modification du traitement n'est autorisée.

Dans le cadre d'une action de formation, une procédure spécifique définit les modalités de transfert de données qui devront être anonymisées.

4.4 Transmission des données

Dans la limite de leurs attributions, seules les autorités suivantes peuvent être destinataires de tout ou partie des données et informations enregistrées dans les traitements selon les procédures en vigueur :

- Les autorités judiciaires ;
- Les inspecteurs et inspecteurs associées de l'inspection générale de la sécurité civile ;
- L'autorité de gestion du SIS ;
- Les agents chargés de la formation (données anonymisées).



5. Information du public et droit d'accès

L'information générale du public sur l'emploi des caméras mobiles par le service d'incendie et de secours est délivrée sur son site internet ou par voie d'affichage dans les locaux du service.

En application du III de l'article 9 du décret n°2019-743 du 17 juillet 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les sapeurs-pompiers dans le cadre de leurs interventions, le droit d'accès s'exerce directement auprès du service d'incendie et de secours territorialement compétent.

6. Retour d'expérience

Les SIS participants à l'expérimentation transmettent périodiquement des indicateurs qui permettront de constituer le rapport d'évaluation que le Gouvernement doit présenter au Parlement au plus tard 6 mois avant le terme de l'expérimentation.

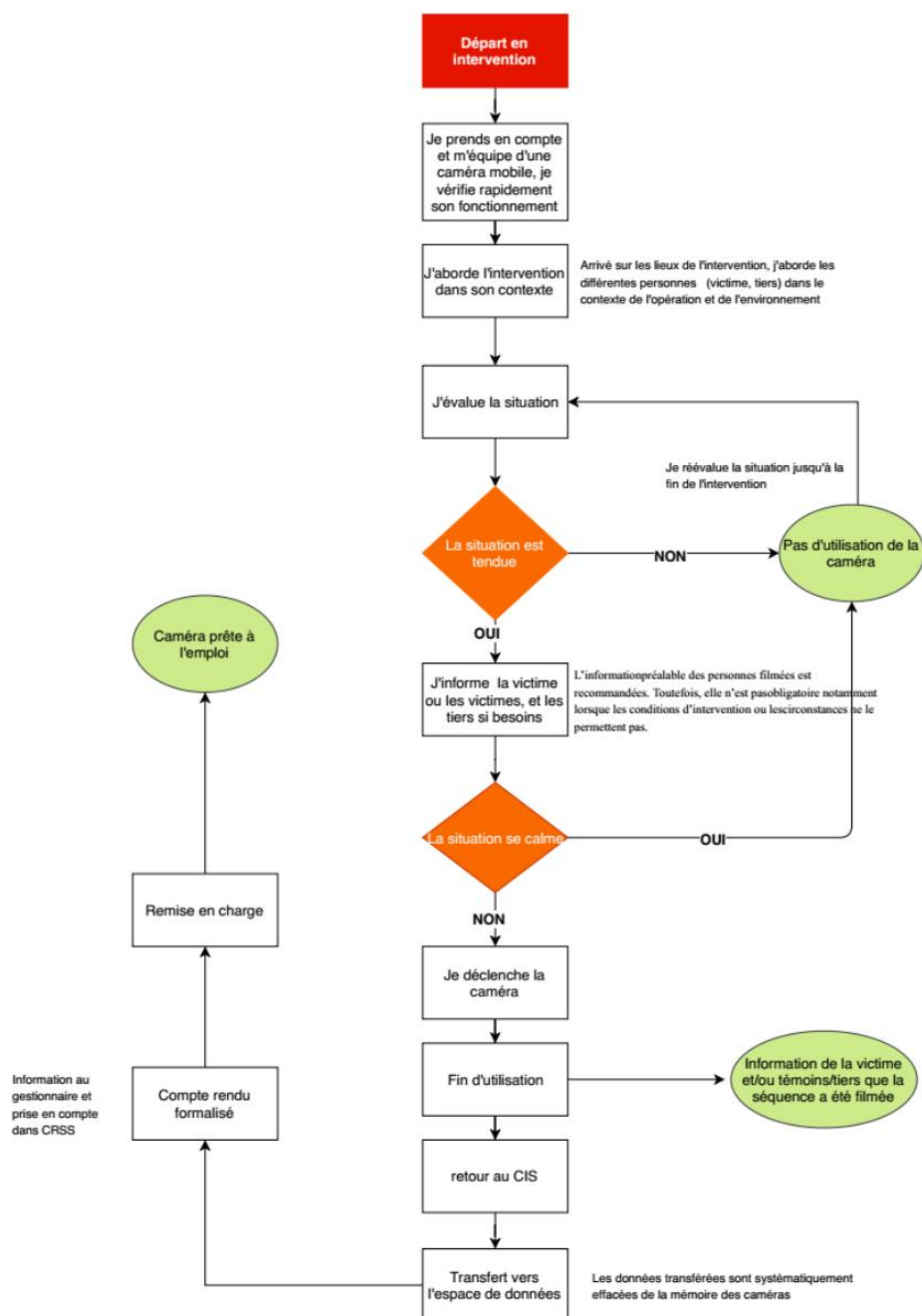
Dans ce cadre, chaque service participant à l'expérimentation, organise la collecte d'information permettant notamment de mesurer :

- Le nombre de captation, de consultations et d'extractions réalisées ;
- L'impact des caméras sur la sécurité des sapeurs-pompiers en intervention.

*Direction des sapeurs-pompiers
2019-01
Sous-direction de la doctrine et des ressources humaines
Bureau de la doctrine, de la formation et des équipements
Affaire suivie par le ColHC F.GROS*

Partage d'information opérationnelle

7. Annexe : Logigramme de mise en œuvre pour les utilisateurs



Direction des sapeurs-pompiers
2019-01
Sous-direction de la doctrine et des ressources humaines
Bureau de la doctrine, de la formation et des équipements
Affaire suivie par le ColHC F.GROS

Partage d'information opérationnelle



Vade-mecum utilisateurs

Dans un contexte d'augmentation des violences commises à l'encontre des sapeurs-pompiers, la loi n°2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique autorise, à titre expérimental jusqu'au 5 février 2022, l'usage de ces caméras par les sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et des marins-pompiers de Marseille.

Le décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019, qui précise les conditions de cette expérimentation, prévoit que, dans un délai de neuf mois avant la fin de l'expérimentation, le SIS ayant sollicité l'autorisation de recours aux caméras individuelles adresse au ministre de l'intérieur un rapport, au vu d'indicateurs préalablement définis, sur l'emploi des caméras individuelles des sapeurs-pompiers. Ce rapport comprend notamment une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires réalisées. Cette évaluation doit associer une ou plusieurs personnes étrangères aux services ayant mis en œuvre l'expérimentation.

Dans la perspective de la préparation du rapport, ce vade-mecum présente aux SIS engagés dans l'expérimentation, la méthodologie à suivre pour la remontée mensuelle d'informations.

1- L'onglet identification SIS

L'onglet « Identification » comporte une présentation générale du SIS expérimentateur. Le nom du département est pré-saisi dans la cellule. Il appartient au SIS de saisir dans les cellules rouges les dates des diverses étapes de la procédure de mise en place de l'expérimentation (consultation des instances, date de l'autorisation préfectorale, date de validation de l'AIPD complémentaire).

A droite de la page, le SIS saisit le modèle (un ou plusieurs selon les cas) de caméra utilisée au cours de l'expérimentation.

Service d'incendie et de secours :		Gironde	
Date de consultation du CNDCH*		<div>Modèle(s) de caméra(s)</div> <div>Caméra_1</div> <div>Caméra_2</div> <div>Caméra_3</div>	

Le tableau à compléter à compter de l'entrée dans l'expérimentation (variable d'un SIS à l'autre) et jusqu'à 5 février 2022 comporte des commentaires qui précisent le contenu attendu :

- **Nombre d'interventions** : c'est le nombre total d'interventions toutes natures confondues, dans les CIS dotés de caméras ;
- **Nombre d'agressions** : Il regroupe le nombre d'agressions déclarées dans les CIS dotés de caméras lors de l'utilisation de celle-ci. Si plusieurs sapeurs-pompiers sont agressés au cours d'une même intervention, seul l'événement agression est comptabilisé (donc indiquer : 1) ;
- **Nombre de déclenchements** : Remontée automatique de la donnée saisie via l'onglet « Formulaire » et compilée dans l'onglet « Synthèse des questionnaires » ;
- **Nombre de dépôts de plaintes** : Remontée automatique de la donnée saisie via l'onglet « Formulaire » et compilée dans l'onglet « Synthèse des questionnaires ». Comme pour le nombre d'agressions, on compte un dépôt de plainte par intervention (même si plusieurs membres de l'équipage portent plainte) ;
- **Nombre de saisines droit d'accès** : il s'agit du droit d'information et d'accès demandé par l'utilisateur au SIS prévu par l'article 9 – III) du décret n° 2019-743 du 17 juillet 2019.

Pour les lignes nombre de caméras, de sites déployés, d'administrateurs et de gestionnaires, le SIS remplit chaque mois au fur et à mesure du déploiement de l'expérimentation et procède aux adaptations mensuelle en plus ou en moins.

2- L'onglet Formulaire

Formulaire de saisie du questionnaire utilisateur / gestionnaire			
Contexte général			
SIS	Date	Heure	Apporter
33			
Nature de l'intervention	Contexte	Déclenchement	Dépôt de plainte?
Appréciation du matériel par les utilisateurs			
Modèle de caméra ?	Quel est votre avis global sur la		
Le poids est-il adapté ?	L'encombrement est-il adapté ?		
La fixation de la caméra sur le harnais ou autre est-elle adaptée ?	Le harnais ou autre dispositif équivalent est-il adapté à la tenue ?	L'identification du porteur de la caméra dans le système est-elle adaptée ?	
Comment qualifiez-vous le déclenchement de l'enregistrement ?	Comment qualifiez-vous l'arrêt de l'enregistrement ?		
L'autonomie est-elle adaptée ?	Les revues de la caméra sont-elles satisfaisantes pour la recharge et le transfert d'image est-elle satisfaisante ?		
Reception de l'utilisateur			
La caméra contribue-t-elle à améliorer vos conditions de travail ?	La caméra a-t-elle eu un effet dissuasif ?		
Avez-vous eu le temps d'annoncer que vous allez déclencher l'enregistrement ?	Avez-vous pensé à déclencher ?	Avez-vous eu le temps de déclencher ?	
Avez-vous le sentiment de porter atteinte à la vie privée de la victime ou des témoins ?			
Reception de la population			
En cas de déclenchement la population est-elle inquiète par la caméra ?	En cas de déclenchement, la réaction de la victime à la présence de la caméra est-elle satisfaisante ?	En cas de déclenchement, la réaction de l'entourage à la présence de la caméra est-elle satisfaisante ?	
À l'annonce du déclenchement de l'enregistrement, les témoins ou comportements	La présence de la caméra a-t-elle engendré des comportements agressifs ?		
Traitement des données			
Le logiciel d'instruction est-il simple d'utilisation ?			
La qualité des images est-elle satisfaisante de jour ?	La qualité des images est-elle satisfaisante de nuit ?		
La qualité de la prise de vue permet-elle de découvrir aisément la totalité de la scène ?	La qualité de l'enregistrement sonore est-elle satisfaisante ?		
La durée de traitement de la demande d'instruction est-elle acceptable ?			
Sûreté des enregistrements			
Les enregistrements ont-ils été sécurisés pour identifier les témoins en cause ?	Les enregistrements ont-ils été sécurisés pour identifier les témoins en cause ?	Les enregistrements ont-ils été sécurisés pour identifier les témoins en cause ?	
Apporter			

Le formulaire de saisie de l'utilisateur et du gestionnaire, réalisé à partir de formulaires papier (onglet « Q.UTIL » et « Q.GEST »), comprend 6 items :

- 1- Le contexte général de l'intervention : l'utilisateur saisit la date et l'heure de l'intervention selon les formats indiqués. Pour les autres cellules de cet item (nature, contexte, déclenchement de la caméra, dépôt de plainte), il choisit parmi la liste déroulante ;
- 2- L'appréciation du matériel par les utilisateurs : l'utilisateur choisit le modèle de caméra utilisée dans le menu déroulant et porte une appréciation globale sur le matériel utilisé, en choisissant parmi les 4 propositions : inadapté, peu adapté, adapté, très adapté ;

- 3- La perception de l'utilisateur : cet item mesure l'effet dissuasif de la caméra, les conditions du déclenchement et son appréciation. Pour chaque question de cet item, l'utilisateur choisit la réponse parmi la liste déroulante ;
- 4- La perception de la population : cet item porte sur la réaction de la victime et de son entourage au déclenchement de la caméra. Pour chaque question de cet item, l'utilisateur choisit la réponse parmi la liste déroulante ;
- 5- Le traitement des données, s'adresse davantage au gestionnaire, permet d'apprécier la qualité des données recueillies par l'utilisateur. Pour chaque question, il choisit parmi la liste déroulante 4 propositions possibles ;
- 6- L'utilité des enregistrements porte sur les suites données à l'utilisation des images (identification et interpellation des mis en cause par exemple).

Une fois ces items remplis, l'utilisateur clique sur la cellule « Ajouter » : l'ensemble des réponses apportées aux 6 items est alors incrémenté sous la forme d'une seule ligne dans l'onglet « Synthèse des questionnaires ».

3- L'onglet synthèse des questionnaires

Comme indiqué ci-dessus, cet onglet reprend les réponses remplies dans l'onglet « Formulaire ».

En revanche, lorsque dans l'onglet « Formulaire », le gestionnaire valide en cliquant sur ajouter ses réponses sur les 4 premiers items, puis ajoute plus tard les réponses aux items 5 et 6, l'onglet « Synthèse des questionnaires » ne fait pas le lien entre les 2 saisies et crée une deuxième ligne correspondant aux items 5 et 6.

Pour éviter cette dissociation dans l'onglet « Synthèse des questionnaires », il faut donc :

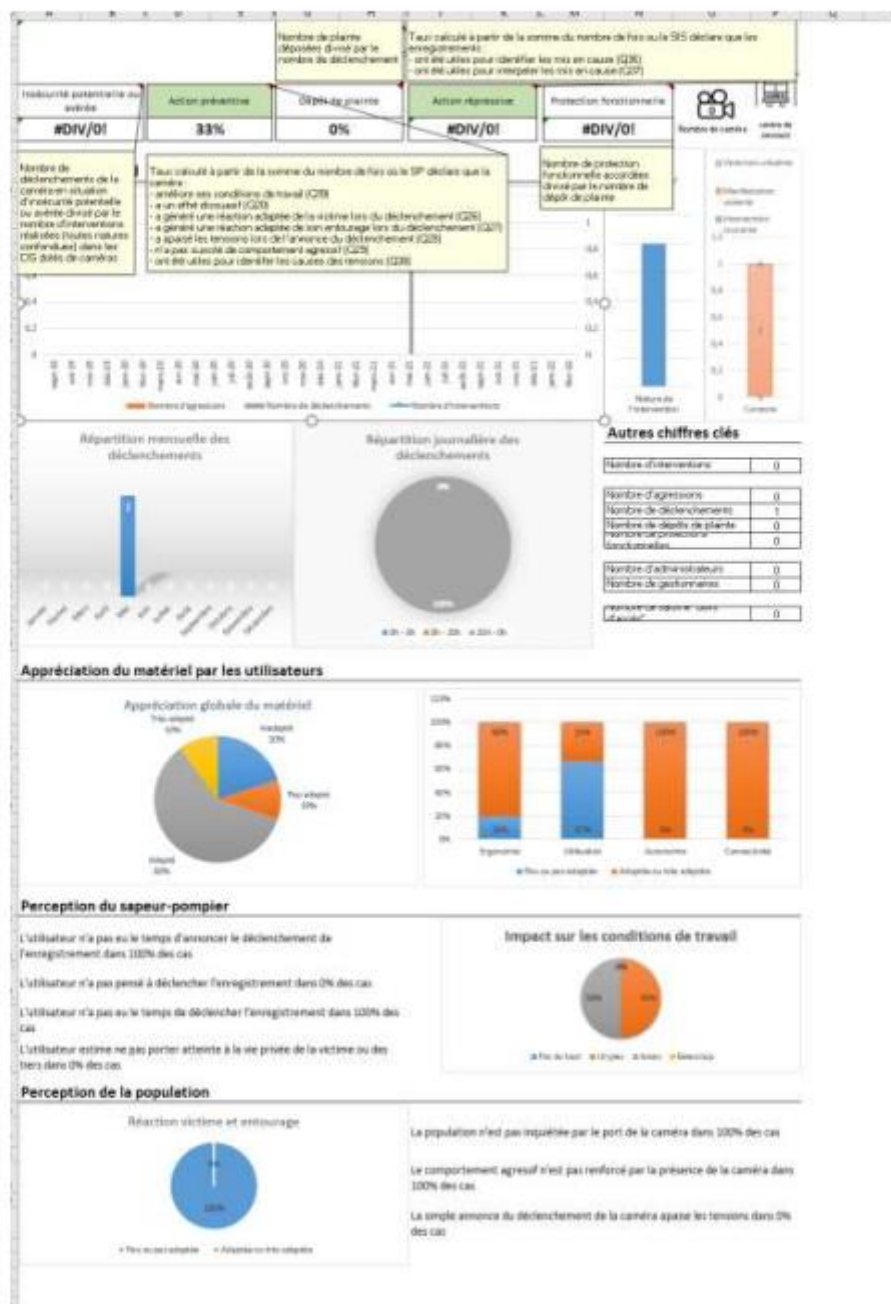
- Soit attendre d'avoir les réponses aux 6 items pour saisir l'intégralité du formulaire ;
- Soit, en cas de saisine différée, saisir les réponses aux items 1 à 4 dans l'onglet « Formulaire », puis saisir les réponses aux items 5 et 6 directement dans l'onglet « Synthèse des questionnaires » (question 30 à question 38) en choisissant parmi les 4 réponses proposées dans les cellules de la colonne AS de l'onglet « Synthèse des questionnaires ». Il est préconisé de procéder en utilisant la fonction copier/coller pour respecter la casse et prévenir les erreurs de saisie (espace, majuscule...).

Evaluation des questions Q. 30 à Q. 38

Pas du tout
Un peu
Assez
Beaucoup

4- L'onglet Indicateurs

L'onglet « Indicateurs » regroupe sur une page unique l'ensemble des chiffres qui serviront de base à l'évaluation de l'expérimentation. Les pourcentages et les graphiques sont calculés et mis à jour automatiquement à partir des informations saisies dans l'onglet « Identification » ou « Calcul » (onglet masqué).



Ce tableau de bord départemental et national regroupe les principaux indicateurs suivants qui permettront d'objectiver le rapport du Gouvernement au Parlement :

a) Le taux d'insécurité potentielle ou avérée.

Trois types de déclenchement ont été identifiés :

- Un déclenchement préventif ;
- Un déclenchement incident ;
- Autres (par exemple, déclenchement intempestif).

Le déclenchement préventif (n° 1) correspond à une situation dans laquelle le sapeur-pompier anticipe une situation d'insécurité et déclenche la caméra. C'est donc une action qui repose sur la subjectivité de l'auteur des images à partir de son appréciation de la situation (exemple: déclenchement de la caméra avant de pénétrer dans un domicile). Il s'agit alors d'une insécurité potentielle.

Le déclenchement incident (n° 2) correspond à une situation de danger réel, au cours de laquelle le sapeur-pompier, constatant que les échanges avec les parties présentes se dégradent ou en cas d'agression caractérisée, déclenche la caméra. Il s'agit alors d'une insécurité avérée.

Les déclenchements préventifs et incidents permettent donc de mesurer un taux d'insécurité des sapeurs-pompiers, qui rapporte le nombre de déclenchements en situation d'insécurité potentielle ou avérée au nombre d'interventions réalisées dans les CIS dotés de caméras.

$$\text{Taux d'insécurité} = \frac{\text{Nombre de déclenchements en situation d'insécurité potentielle ou avérée}}{\text{Nombre d'interventions réalisées dans les CIS dotés de caméras}}$$

b) Le taux d'action préventive.

En situation d'insécurité potentielle ou avérée qui conduit le sapeur-pompier à déclencher sa caméra, deux évolutions possibles de la situation ont été envisagées. Chaque intervention étant unique et pouvant donner lieu à des réactions extrêmement diverses suivant les personnes, l'évaluation a pris le parti de ramener l'ensemble des situations à deux scénarios : soit le déclenchement de la caméra a un effet préventif, soit il n'a pas d'effet préventif.

L'effet préventif se mesure, pour chaque intervention, par les réponses apportées à 7 questions remplies par l'utilisateur : est-ce que l'utilisateur estime que le déclenchement de la caméra :

1. améliore ses conditions de travail ?
2. génère une réaction adaptée de la victime lors du déclenchement ?
3. a un effet dissuasif ?
4. génère une réaction adaptée de son entourage lors du déclenchement ?
5. apaise les tensions lors de l'annonce du déclenchement ?
6. ne suscite pas de comportement agressif ?

7. a été utile pour identifier les causes des tensions ?

Pour chacune de ces questions, l'utilisateur choisit entre 4 items: pas du tout, un peu, assez, beaucoup, ce qui permet d'identifier les cas où le déclenchement de la caméra a un effet préventif (assez, beaucoup) parmi l'ensemble des réponses apportées par les utilisateurs.

$$\text{Taux d'action préventive} = \frac{\text{Somme des réponses positives (assez et beaucoup)}}{\text{Somme totale des réponses apportées (pas du tout, un peu, assez, beaucoup)}}$$

c) Le taux de dépôt de plainte

Le dépôt de plainte est une démarche individuelle de l'agent apprécié au cas par cas. Le taux de dépôt de plainte est donc mesuré en rapportant le nombre de dépôts de plaintes au nombre de déclenchements réalisés.

Deux précisions méthodologiques à apporter :

- le dépôt de plainte n'est pas systématique en cas d'agression, il repose sur le choix du sapeur-pompier. Celui-ci peut également déposer plainte quand bien même la situation initiale s'est apaisée, de sorte qu'il n'y a pas de corrélation entre le nombre de dépôts de plaintes et l'évolution de la situation observée au moment du déclenchement de la caméra (situation apaisée, stabilisée ou en aggravée);
- l'unité de mesure retenue est l'intervention et non le nombre de sapeurs-pompiers impliqués: concrètement, cela signifie qu'une agression sur 3 sapeurs-pompiers en intervention qui donne lieu à dépôt de plainte des intéressés est comptabilisée comme 1 agression (et non 3) donnant lieu à 1 dépôt de plainte.

$$\text{Taux de dépôts de plaintes} = \frac{\text{Nombre de dépôts de plaintes}}{\text{Nombre de déclenchements de la caméra}}$$

d) Le taux d'action répressive (à revoir lors du comité de suivi du 13/10/20)

Le décret du 19 juillet 2019 prévoit que les données filmées par les sapeurs-pompiers peuvent être extraites pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire. Le dépôt de plainte peut conduire le SIS à transmettre aux autorités de police judiciaire les données recueillies au moment des faits.

Le taux d'action répressive, correspond à la somme des réponses cotées « assez » et « beaucoup » rapportée au total des réponses formulées par le gestionnaire aux deux questions suivantes :

1. Les enregistrements ont-ils été utiles pour identifier les mis en cause ?
2. Les enregistrements ont-ils été utiles pour interpeler les mis en cause ?

$$\text{Taux d'action répressive} = \frac{\text{Somme des réponses (assez et beaucoup)}}{\text{Somme des réponses (pas du tout, un peu, assez, beaucoup)}}$$

Cet indicateur se rapproche du taux de réponse pénale qui n'a pas encore été exploré compte tenu du délai d'instruction de certaines affaires.

e) Le taux de demande de protection fonctionnelle.

Le dépôt de plainte est généralement accompagné de la protection fonctionnelle. Ce taux de protection fonctionnelle rapporte le nombre de protections fonctionnelles accordées au nombre de dépôts de plaintes.

$$\text{Taux de protection fonctionnelle} = \frac{\text{Nombre de protections fonctionnelles accordées}}{\text{Nombre de dépôts de plaintes}}$$

f) Autres indicateurs

Le tableau de bord permet d'apprécier d'autres indicateurs regroupés selon 4 axes :

- Le contexte général qui permet d'identifier l'évolution du nombre d'agression et de déclenchements de caméras, la nature et le contexte opérationnel dans lequel le sapeur-pompier les utilisent ;
- L'appréciation du matériel par les utilisateurs avec un focus sur l'ergonomie, la facilité d'utilisation, l'autonomie et la connectivité ;
- La perception qu'à le sapeur-pompier de l'impact de la caméra sur ses conditions de travail ;
- Le ressenti de la population et l'effet que produit la caméra sur les victimes ou leur entourage.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES**

Direction des sapeurs-pompiers

**Sous-direction de la doctrine
et des ressources humaines**

**Bureau de la doctrine, de la formation
et des équipements**

DGSCGC/Cabinet/Communication
Photos : Aurélien Dheilly/SDIS 60
Graphisme : Bruno Lemaistre/Sécurité civile

Mai 2021